

TREND

SUBSTANCES PSYCHOACTIVES, USAGERS ET MARCHÉS TENDANCES RÉCENTES À PARIS ET EN ÎLE-DE-FRANCE EN 2024

Remerciements

Nous souhaitons remercier toutes les personnes qui ont participé en 2024 à la collecte des données nécessaires à la réalisation de cette note de synthèse, et en premier lieu les responsables d'observations ethnographiques, Justine Klingelschmidt, Vincent Benso et Tim Madesclaire.

Merci à toutes les personnes usagères de drogues qui nous ont fait confiance en partageant leur expertise et une part de leur vécu. Leurs contributions sont essentielles pour développer les analyses présentées dans cette note, et produire des connaissances sur les drogues et leurs usages.

Nous remercions également pour leur collaboration au dispositif TREND les équipes des structures intervenant auprès des usagers et usagères de drogues, acteurs et actrices de terrain, de la santé communautaire, de l'autosupport, professionnel·les et bénévoles de la réduction des risques, du champ sanitaire, du champ médico-social, sans qui ce rapport ne pourrait exister. Leur participation aux entretiens collectifs et leur soutien pour mener l'enquête de terrain sont précieux.

Nous remercions spécialement cette année celles et ceux intervenant dans les territoires nouvellement explorés par le dispositif et qui permettent son extension à tout le territoire francilien.

Nous remercions l'ensemble des participant·es aux groupes focaux sanitaires, aux groupes focaux de l'application de la loi, ainsi qu'à toutes les personnes qui ont grandement aidé à les mettre en place, facilité leur organisation et contribué à leur réussite.

Merci à l'ensemble des collecteurs et collectrices SINTES de la région Île-de-France, et aux acteur·ices francilien·nes de l'analyse drogues à visée de réduction des risques.

Merci aux rédacteurs et rédactrices en charge de la transcription des entretiens.

Nous remercions l'Agence régionale de santé d'Île-de-France pour son soutien, et la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques.

Merci à l'association Oppelia Charonne, ainsi qu'à l'Observatoire français des drogues et tendances addictives, tout particulièrement les relecteurs et relectrices de cette note.

Résumé

Le dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND) a pour objectif de repérer et de décrire les phénomènes émergents et/ou peu répandus dans le champ des drogues et de comprendre leur évolution. En 2024, le site TREND Île-de-France a poursuivi ses investigations dans l'espace de la marginalité urbaine à Paris et en Seine-Saint-Denis, dans les espaces festifs franciliens (principalement la scène techno) et dans les espaces festifs gays et/ou associés au chemsex. Après la Seine-Saint-Denis (2017), les Hauts-de-Seine (2021) et l'Essonne (2022), les investigations menées par TREND Île-de-France se sont progressivement étendues à l'ensemble du territoire régional pour mettre en place un dispositif de veille réactif et obtenir un premier portrait des usages et trafics de drogues dans les départements nouvellement investigués.

La note de synthèse s'attache d'abord à décrire les évolutions du trafic et des modalités d'approvisionnement des usagers. La livraison de drogues – à domicile ou à un point de rendez-vous convenu entre vendeur et client – se généralise, à travers le recours aux applications de messageries cryptées et réseaux sociaux. Les points de vente physiques (points de vente de cité ou marché de rue) constituent toujours des modalités d'approvisionnement très utilisées et s'adaptent aux moyens financiers des usagers en proposant des unités de vente inférieures au gramme. Comme depuis de nombreuses années, le marché de l'héroïne reste très instable en Île-de-France. La composition du produit, sa disponibilité et accessibilité varient dans le temps et selon les zones géographiques, y compris d'un point de vente à un autre dans une même ville. L'importante variabilité des taux de pureté ainsi que la présence de nouveaux adultérants dans les poudres revendues comme héroïne est particulièrement accidentogène pour les usagers.

Dans les espaces parisiens de la marginalité urbaine, le crack reste très disponible et accessible et la dispersion forcée des usagers et revendeurs s'est maintenue, dans le contexte des Jeux olympiques et paralympiques. Les principaux sites de consommation et de vente dans l'espace public se situent dans le Nord-est parisien, notamment à la forêt linéaire, zone boisée située entre Paris et Aubervilliers. Phénomène nouvellement décrit en 2023, la consommation de cocaïne chlorhydrate par des usagers marginalisés à Paris se confirme cette année.

La kétamine et la 3-MMC poursuivent leur diffusion dans les espaces festifs commerciaux et alternatifs, dans un contexte d'offre abondante à prix faible. La composition du produit vendu en tant que 3-MMC reste incertaine : dans 90 % des cas, il ne s'agit pas de 3-MMC mais d'autres cathinones, en majorité de la 2-MMC selon des analyses effectuées à visées de réduction des risques.

Des acteurs de la santé communautaire et des champs sanitaire et médico-social rapportent une visibilité croissante de personnes exilées parmi les usagers pratiquant le chemsex. Les intervenants sont également marqués par la précarisation du public accueilli dans leurs structures. Ils observent l'arrivée dans leur file active de nouvelles personnes, déjà engagées dans des pratiques de chemsex et particulièrement précaires, et par ailleurs des chemsexeurs connus de leurs services sont pris dans des processus de précarisation d'une ampleur inédite.

Enfin, la note de synthèse fournit des données supplémentaires sur les usages, représentations, dommages et recours aux soins des usagers de Lyrica®, de cannabinoïdes de synthèse (CS) ou hémisynthétiques (CHS). Ces derniers miment les effets du THC, le plus souvent en plus puissant. En 2024, des collectes SINTES ont permis de documenter plusieurs cas d'intoxication aiguë suite à des consommations involontaires de CHS (adultération de résines ou herbes « CBD »). Des cas d'intoxication aiguë faisant suite à des consommations volontaires (de PTC ou « Buddha Blue ») ont également retenu l'attention du site TREND-SINTES francilien. Les personnes usagères de ces substances sont particulièrement jeunes, le plus souvent mineures.

Sommaire

Objectifs et méthodologie	5
Un dispositif de recueil de données qualitatives multisitué	5
Les investigations réalisées par le site francilien en 2024	7
Trafics locaux et modalités d'approvisionnement	9
Eléments de cadrage	9
Généralisation de la livraison de drogues à domicile.....	9
Modalités d'acquisition des drogues via les points de vente physiques	13
Un marché du crack toujours instable	17
Un marché de l'héroïne toujours déstabilisé en 2024	19
Prix des principales drogues vendues à Paris et en IDF en 2024	24
Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine	26
Poursuite de la politique de dispersion et mobilité forcée des usagers et revendeurs dans le contexte des Jeux olympiques et paralympiques de Paris (JOP).....	26
La forêt linéaire, principale scène de regroupement d'usagers en 2024.....	33
Tensions et polémiques autour de la visibilité des consommations et ventes de stupéfiants dans l'espace public	37
Consommation de cocaïne par des usagers marginalisés à Paris : un phénomène désormais installé, associé à une disponibilité et accessibilité inédites	42
Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs	45
Poursuite de la diffusion des usages de kétamine	45
3-MMC : diffusion, contenu et conséquences sanitaires.....	49
Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs gays ou associés aux pratiques de chemsex.....	52
Visibilité en hausse de personne exilées parmi les usagers pratiquant le chemsex.....	52
Précarisation des <i>chemsexeurs</i> reçus dans les structures d'accueil	55
Autres phénomènes marquants.....	57
Prégabaline/Lyrica : usages, représentations et dommages	57
Cannabinoïdes de synthèse et cannabinoïdes hémisynthétiques	59
Annexes.....	61
Annexe 1. Liste des sigles	61
Annexe 2. Citer les origines géographiques, culturelles et communautaires des personnes consommatrices et/ou impliquées dans les trafics.....	63
Annexe 3. Overdoses mortelles répertoriées à Paris en 2024	65

Objectifs et méthodologie

Un dispositif de recueil de données qualitatives multisitué

Piloté par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) depuis 1999, le dispositif TREND a pour objectif de repérer et de décrire les phénomènes émergents et/ou peu répandus dans le champ des drogues et de comprendre leur évolution. Pour remplir cette mission, l'OFDT s'appuie sur un réseau de neuf coordinations locales (implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse et sur l'île de la Réunion) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information.

Le dispositif TREND couvre quatre thématiques qui structurent le recueil d'informations par les différentes coordinations :

- Les personnes particulièrement consommatrices de produits psychoactifs¹ : leurs pratiques d'usage, les conséquences sanitaires et sociales de ces usages, leurs modes de vie, leurs profils sociaux, leurs représentations/perceptions des produits.
- Les espaces et contextes de consommation fréquentés par les usagers particulièrement consommateurs :
 - ▶ Les **espaces festifs technos** regroupant les scènes alternatives (*free parties, squat*) et commerciales (clubs, discothèques, bars, festivals) ;
 - ▶ Les **espaces de la marginalité urbaine** regroupant les lieux fréquentés par des personnes en situation de grande précarité (rues, squats, zones de deal, structures dédiées aux usagers, etc.)
- Les produits : leur nom, leur composition chimique (en lien avec le dispositif SINTES, voir encadré page suivante), leur prix et leur mode de consommation.
- L'organisation et les pratiques des réseaux de trafics locaux et les modalités d'acquisition de proximité.

Le travail d'enquête s'appuie sur des données qualitatives (observations ethnographiques, entretiens collectifs et individuels) recueillies auprès d'acteurs (usagers, des équipes des CAARUD et des CSAPA, de l'application de la loi, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales. La fiabilité des données recueillies repose sur le principe de triangulation : les informations recueillies sont systématiquement confrontées et mises en perspective avec d'autres sources et auprès d'autres acteurs².

¹ À l'exception de l'alcool et du tabac, le dispositif s'intéresse à l'ensemble des produits psychoactifs, illicites ou détournés de leur usage.

² Pour plus d'information, voir le Guide méthodologique du dispositif TREND : <https://www.ofdt.fr/publications/collections/methode/guide-methodologique-trend/>

Chaque coordination locale produit annuellement un état des lieux de la situation en matière de consommations et de trafics³ vise à :

- Favoriser l'échange et l'acquisition et le partage des informations entre les différents acteurs locaux concernés par la question des drogues.
- Éclairer les décideurs, d'améliorer le contenu et le pilotage des politiques publiques locales en les faisant reposer sur des informations fiables et un diagnostic commun.
- Appréhender rapidement la portée d'un signal sanitaire, d'évaluer la réalité d'un phénomène et sa dangerosité potentielle.
- Contribuer à l'animation des réseaux professionnels locaux en matière d'addictions.

La coordination nationale du dispositif produit un numéro de *Tendances* qui synthétise les informations recueillies localement. Ponctuellement, d'autres publications thématiques⁴ se fondent totalement ou partiellement sur les données recueillies dans le cadre du dispositif TREND (au cours des cinq dernières années sur le GHB/GBL, le protoxyde d'azote ou les usages de drogues des mineurs non accompagnés, le *chemsex*).

TREND-SINTES est implanté en région parisienne depuis 1999. Il est porté par l'association Oppelia Charonne par convention avec l'OFDT, et est soutenu par l'Agence régionale de santé d'Île-de-France (ARS-IDF) depuis 2017, date de l'élargissement des investigations au département de la Seine-Saint-Denis. En 2021, le dispositif a été élargi au département des Hauts-de-Seine, puis à celui de l'Essonne en 2022. À partir de 2024, les investigations menées par TREND sont progressivement étendues à l'ensemble de l'Île-de-France, dans l'objectif de développer une veille réactive et transversale sur l'ensemble du territoire régional.

Le système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES)

Le dispositif SINTES est un outil de veille sanitaire documente la composition des produits circulant, illicites ou non réglementés (dosage, produits de coupe, identification de nouvelles molécules et logos), à partir des résultats d'analyses des saisies effectuées par les services répressifs d'une part, et des collectes de produits réalisées directement auprès des usagers d'autre part.

SINTES vise à :

- ▶ mieux connaître la composition des produits consommés : par la collecte et l'analyse de produits, notamment les substances ayant posé des problèmes sanitaires graves ou inhabituels ou présentant un caractère de nouveauté (appellation, aspect, etc.), ou des substances faisant l'objet d'une veille dite « active » ;
- ▶ informer le dispositif d'alerte et de transmission d'information rapide, en lien avec les autres acteurs régionaux du champ et les niveaux national et européen : l'*Early Warning System* (EWS) de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (European Monitoring Centre on Drugs and Drug Addiction, EMCDDA), ainsi que la Cellule nationale d'alerte (CNA) ;
- ▶ d'apporter des connaissances sur les nouveaux produits auprès des professionnels et des usagers.

³ Les rapports locaux TREND-SINTES sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/regions-et-territoires/reseau-des-sites-trend/rapports-des-sites-locaux-du-dispositif-trend/>

⁴ Ces publications sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/enquetes-et-dispositifs/trend/>

Les investigations réalisées par le site francilien en 2024

Le dispositif TREND procède par le recouplement systématique d'informations collectées de manière indépendante auprès de sources différentes, au moyen d'outils de recueil qualitatifs. Les outils mobilisés par le site francilien comprennent : l'ethnographie dans les espaces de la marginalité urbaine à Paris et en Seine-Saint-Denis, dans les espaces festifs technos d'Île-de-France, dans les espaces festifs gays et associés au *chemsex* ; des entretiens collectifs ou « groupes focaux » menés avec les services d'application de la loi, des professionnels des champs sanitaire et médico-social, et des intervenants des structures d'accueil d'usagers de drogues. Au total, six entretiens collectifs (deux entretiens collectifs CAARUD, deux groupes focaux sanitaires et deux groupes focaux applications de la loi) ont été conduits entre décembre 2024 et janvier 2025, de durées comprises entre une et trois heures. Ils ont été animés par Gregory Pfau et Mathieu Lovera, coordinateurs du site francilien, ainsi que Justine Klingelschmidt, chargée d'études au sein du pôle TREND Île-de-France. Des entretiens collectifs complémentaires ont également été menés cette année :

- un groupe focal sanitaire centré sur la thématique du *chemsex*, rassemblant des acteurs de l'Observatoire 93 (secteur hospitalier d'addictologie, CSAPA, etc.) ;
- un entretien collectif regroupant sept équipes ELSA d'Île-de-France ;
- et enfin, un entretien collectif regroupant des *chemsexeurs* a été réalisé dans un lieu de santé communautaire parisien. Il a été animé par Tim Madesclaire et Gregory Pfau.

L'ethnographie a été confiée à Justine Klingelschmidt (espace de la marginalité urbaine à Paris), Vincent Benso (espace de la marginalité urbaine de Seine-Saint-Denis, espaces festifs technos) et Tim Madesclaire (espaces festifs gays et espaces liés aux pratiques de *chemsex*).

L'ethnographie de l'espace de la marginalité urbaine à Paris s'est déroulée de septembre – date d'embauche de Justine Klingelschmidt – à décembre. Elle repose sur 18 entretiens semi-directifs de 25 minutes à une heure et 22 séances d'observation pour une durée totale de 87 heures. Les sites observés comprennent des structures d'accueil d'usagers de drogues, des sites de consommation et de revente dans l'espace urbain, ou d'autres espaces publics ou semi-publics fréquentés par des consommateurs auprès desquels des actions « d'aller vers » (maraudes, antennes mobiles) sont menées (parcs, gares, ...). En outre, trois entretiens semi-directifs d'environ une heure chacun ont été réalisés avec quatre professionnels du champ de la réduction des risques (intervenants en CAARUD, antenne mobile, maraude RATP).

En Seine-Saint-Denis, l'ethnographie de l'espace de la marginalité urbaine s'appuie sur 22 entretiens formels de durées comprises entre 10 minutes et 1h30, ainsi qu'une quinzaine de discussions orientées avec des usagers rencontrés lors de sessions d'observations. Cinq séances d'observation d'une durée totale de 7h30 ont été réalisées : dans un parking, dans un squat de longue date abritant des usagers de drogues, avec une permanence mobile de réduction des risques devant un hôpital et sur une scène ouverte de consommation de drogues (campements sur les rives du canal St Denis, du Pont de Stains au pont du Landy).

L'ethnographie des espaces festifs franciliens repose quant à elle sur 10 entretiens approfondis auprès d'usagers fréquentant divers types de fêtes (free parties, soirées warehouse, soirées technos queer, clubs, squats, catacombes, soirées privées...) et sur des échanges plus courts avec 5 usagers.

Enfin, l'ethnographie des espaces festifs gay et liés aux pratiques de chemsex repose sur les témoignages – recueillis lors d'échanges informels et groupes de parole – d'une centaine de personnes suivies dans le cadre de l'activité du responsable d'observation au sein d'une association de santé communautaire parisienne. L'activité de groupes plus ou moins formalisés sur des applications de rencontre (Grindr®, Scruff®) ou de messagerie – la ligne Telegram® « autosupport chemsex » de l'association Aides, des réseaux issus de groupes constitués via X (ex-Twitter®) ou Instagram® – ainsi que des échanges et fils de discussion sur des sites de « chat » ou « cam » ont également été suivis.

À partir de 2024, les investigations menées par TREND Île-de-France sont progressivement étendues à l'ensemble du territoire régional. L'objectif de cette année était d'élargir le réseau d'informateurs TREND (intervenants en réduction des risques, professionnels du secteur sanitaire, autres professionnels ou services en lien avec des usagers de drogues) à l'ensemble du territoire francilien pour mettre en place un dispositif de veille réactif et obtenir un premier portrait des usages et trafics de drogues dans les départements nouvellement investigués.

À visée exploratoire, l'ethnographie de ce territoire étendu a été confiée à Justine Klingelschmidt. Huit sessions d'observation (40 heures) et sept entretiens auprès d'usagers ont été effectués dans les sept CAARUD des départements de Seine-et-Marne (77), des Yvelines (78), de l'Essonne (91), des Hauts-de-Seine (92), du Val-de-Marne (94) et du Val-d'Oise (95). La coordination TREND IDF a en outre organisé une réunion de présentation de l'extension du dispositif à destination des acteurs RDRD et sanitaire d'Île-de-France et deux entretiens collectifs avec des professionnels de la réduction des risques et du champ sanitaire. Treize structures ont été auditionnées. À l'exception de l'Essonne et des Hauts-de-Seine déjà concernés par les investigations TREND, les premières données ainsi recueillies ont un caractère exploratoire : elles n'ont notamment pas pu être triangulées avec les services d'application de la loi des départements correspondants. Elles sont tout de même intégrées au rapport, avec les précautions méthodologiques correspondantes.

Enfin, des données complémentaires ont été mobilisées dans le cadre de la rédaction de la présente note de synthèse :

- Les comptes rendus d'un groupe d'échanges de professionnels autour des usages de Lyrica rapportant le nombre d'usagers avec lesquels les professionnels ont échangé, les différents produits abordés durant les échanges et les différentes consommations observées, et relatant les interactions avec les usagers en espaces festifs à Bordeaux ;
- Collectes SINTES : en 2024, 163 collectes ont été effectuées pour des motifs de veille (produits nouveaux ou rares, effet indésirable atypique, produit non identifié après une analyse par chromatographie sur couche mince).
- Les données statistiques liées à l'activité d'ATPpdf⁵, via des extractions de la base de données du réseau national « Analyse Ton Prod' ». Ces données apportent des éléments complémentaires sur le contenu des drogues que les personnes font analyser dans une perspective de RdRD, en particulier dans ce rapport concernant la 3MMC, l'héroïne et des NPS.
- Une veille de la presse généraliste et articles consacrés aux questions liées aux drogues, notamment grâce à la revue de presse MILDECA-OFDT.

⁵ Analyse ton prod' Île-de-France (ATPpdf) est un dispositif francilien d'analyse de drogues à visée de RdRD.

Trafics locaux et modalités d'approvisionnement

Éléments de cadrage

Les évolutions des trafics locaux de drogues illicites décrits dans cette partie s'inscrivent dans un contexte mondial marqué par des niveaux de production en forte augmentation depuis le milieu des années 2010. Cette tendance concerne plusieurs familles de produits : les opioïdes, comme l'héroïne⁶ ; les stimulants synthétiques, comme la MDMA/ecstasy ; et semi-synthétiques, comme la cocaïne ; les produits issus du cannabis, etc. Ces productions alimentent un marché ouest européen parmi les plus importants au monde. La hausse importante des quantités saisies par les forces de l'ordre en Europe tend à illustrer indirectement cette abondance de l'offre internationale. Cette dernière, conjuguée à la forte concurrence entre réseaux de trafic, explique par ailleurs la stabilité voire la baisse des prix de détail et la hausse des teneurs moyennes constatés depuis les années 2010 pour la cocaïne, l'héroïne ou la MDMA/ecstasy. Le niveau sans précédent des teneurs moyennes de la résine de cannabis tient quant à lui aux mutations de la culture du cannabis au Maroc, principal pays producteur, avec l'introduction de variétés hybrides d'herbe importées entre autres des Pays-Bas, à partir desquelles la résine est fabriquée.

L'acheminement des produits sur le sol européen s'inscrit dans un contexte de mondialisation et de multiplication des échanges économiques et s'effectue par des vecteurs divers, le principal d'entre eux, notamment pour la cocaïne, étant la voie maritime via des porte-conteneurs. Le convoyage puis la dispersion sur le sol hexagonal s'effectuent également via des moyens de transport divers selon les produits et les zones géographiques : transport maritime, mais également routier ou encore aérien.

Généralisation de la livraison de drogues à domicile

Les investigations menées en 2024 par le site TREND francilien s'inscrivent dans la continuité des années précédentes, dessinant une poursuite des tendances à l'œuvre dans l'organisation du trafic de proximité. Le perfectionnement des modes opératoires et techniques commerciales des réseaux de revente, la « numérisation » du trafic et la généralisation de la livraison à domicile sont rapportés par l'ensemble des acteurs.

Parmi les différents modes d'approvisionnement, la livraison de drogues à domicile semble en effet prendre de l'ampleur année après année. Ayant connu une accélération lors de la crise sanitaire⁷, le recours croissant par les personnes usagères de drogues (PUD) à la livraison à domicile participe de la dématérialisation de la revente de drogues à différents niveaux de son organisation. Le premier contact entre l'usager-client et le revendeur, puis la « commande » du produit qui s'ensuit, constituent un des aspects les plus saillants de cette dématérialisation du marché des drogues.

⁶ L'héroïne fait exception, l'interdiction du pavot en Afghanistan ayant provoqué une baisse de près de 75 % de la production mondiale d'opium entre 2022 et 2023. Cf. UNODC, *Online World Drug Report 2024 – Drug market patterns and trends*, consultable ici : <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/wdr2024-drug-market-trends.html>. Sur la situation du marché local d'héroïne, cf. « Un marché de l'héroïne toujours déstabilisé en 2024 », page 19 de cette note.

⁷ Cf. « L'adaptation des ventes par livraison au contexte sanitaire », Pfau G., Lovera M., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2020*, Oppelia Charonne/OFDT, 2021, pp. 37-38.

En amont de la transaction et de la livraison du produit, la relation entre vendeur et client se réalise par le biais des applications de messageries cryptées et réseaux sociaux (Telegram®, Snapchat®, WhatsApp®, Messenger®), qui occupent désormais une place proéminente dans les interactions liées à la revente de drogues.

Le recours aux outils numériques pour s'approvisionner en drogues n'est plus le seul fait de personnes socialement insérées. Les données collectées en 2024 font état d'une utilisation de plus en plus fréquente de ces applications par des personnes précarisées et marginalisées, qui jusqu'alors s'approvisionnaient principalement sur le marché de rue et les « fours »⁸ de cités.

« Les plateformes diverses et variées [...] permettent à tout un chacun de pouvoir obtenir à peu près tout ce qui est possible et imaginable. Une des nouveautés cependant, c'est que jusqu'à présent, on observait que les personnes qui venaient sur la boutique et particulièrement les personnes en situation de précarité avaient peu recours aux plateformes et restaient sur les lieux de deals dits « à l'ancienne », et bien, ce n'est plus le cas. Ils ont tous des smartphones depuis longtemps et je pense qu'il y a un an ou deux, ils se sont rendu compte qu'ils pouvaient avoir accès à Uber coke et depuis, cela ne fonctionne plutôt pas mal. » (Actrice du champ médico-social, Yvelines)

Afin d'avoir accès aux produits proposés sur les plateformes de livraison et de posséder la somme d'argent correspondant au montant minimum de commande, des personnes procèdent à des achats groupés. Ces pratiques s'apparentent à des stratégies plus anciennes de mutualisation et déplacement en groupe d'usagers vers les lieux de vente physiques⁹.

« C'est marrant parce qu'on voit autour des plateformes la même chose que sur le 92 : c'était un peu la spécialité de monter sur le 93 ou sur les plans du 92 quand il y en avait encore et d'y aller à quatre, cinq, de mutualiser la voiture et les 20 balles que chacun met pour avoir un truc correct et repartager après. Là, on ne l'observe pas sur les fours, parce que sur les fours, ils sont adaptés à un 20 balles, mais par contre, on va le retrouver pour les Uber. » (Intervenante en CAARUD, Yvelines, 2024)

C'est également par le biais des applications de messagerie et réseaux sociaux que se déploient les stratégies marketing et techniques de vente, dont le perfectionnement continue d'être observé en 2024. Celui-ci est directement inspiré des pratiques commerciales employées dans l'économie légale, reposant sur des packagings soignés, des offres promotionnelles, des spots publicitaires de plus en plus sophistiqués, ou encore des jeux destinés à fidéliser la clientèle tels que des tombolas permettant au vainqueur de gagner des produits. Afin de développer leur activité, les réseaux démarchent de nouveaux clients grâce à l'acquisition de bases de données téléphoniques, ces bases constituées de numéros de téléphone de clients se monnayant au marché noir entre les réseaux de revente.

⁸ Également dénommés « plans » (« plan » d'héroïne, « plan » de cocaïne), les « fours » désignent les points de vente fixes qui se trouvent dans une cité.

⁹ Des usagers et intervenants décrivent ce type de pratiques, particulièrement depuis les Hauts-de-Seine en direction des « fours » de Seine-Saint-Denis.

La « professionnalisation » des réseaux de revente par livraison s'exprime également à travers la qualité du service et les prestations proposées aux clients. Parmi ces prestations, l'offre multiproduits semble être désormais la norme¹⁰, les revendeurs mettant en avant des « menus » à la gamme toujours plus étendue. Aussi, pour un même produit, il est fréquent que soient proposées différentes variétés, appellations, qualités – réelles ou supposées – à différents prix de vente. Des produits présentés comme rares ou particulièrement qualitatifs sont également proposés, tels que des extractions de cannabis très puissantes ou des *edibles*¹¹ à base de champignons hallucinogènes importés d'Amérique du Nord.

Les moyens de paiements sont également diversifiés et ne se limitent plus à l'argent liquide, certains revendeurs acceptant les cryptomonnaies, les virements bancaires, les solutions de paiement en ligne et applications dédiées (PayPal®, Lydia®, Lyfpay®, Paylib®...), ou encore les cartes prépayées vendues dans les bureaux de tabac ou sur internet (Paysafe card®, Transcash®, Cashlib®...). Ces moyens de paiements garantissent l'anonymat des transactions et réduisent pour les livreurs les risques liés à la détention d'importantes sommes d'argent liquide.

Décrise depuis le début des années 2020¹², la diversification des profils des personnes assurant les livraisons se poursuit, de même que les moyens de locomotion employés afin de compliquer leur identification et filature par les forces de l'ordre.

« Les modes opératoires sont multiples, les livraisons se font à pied, à trottinette – difficile à suivre, en véhicule, en transports en commun... Des jeunes, des moins jeunes, des femmes, tous les profils propices à ne pas attirer l'attention des forces de l'ordre. » (Entretien collectif application de la loi, Paris, 2024)

« Les vendeurs rusent pour passer sous les radars [...]. Ils insistent auprès des consommateurs pour que la vente ait lieu à l'abri des regards. C'est la raison pour laquelle nous rencontrons des difficultés à interroger les livreurs à domicile. » (Officier de police judiciaire, entretien collectif application de la loi, Seine-Saint-Denis, 2024)

Les modalités de livraison se diversifient, elles aussi, et ne se limitent pas à la livraison en face-à-face au domicile du client. Parmi les services mis à disposition par certains réseaux, le « *meet up* » ou « *meet point* » est un rendez-vous fixé parfois plusieurs jours à l'avance pour planifier la transaction. Cette planification minimise les risques pour les deux parties. Elle assure plus de discrétion et permet d'éviter au client de faire venir le livreur chez lui, ainsi que de lui faire bénéficier de tarifs plus avantageux. Cette modalité de livraison constitue une version actualisée et modernisée des « plans téléphone ».

¹⁰ En Île-de-France, l'offre de livraison « multiproduits » s'est développée au milieu des années 2010, d'abord avec le cannabis et la cocaïne, auxquels s'est ajoutée la MDMA, et à la fin des années 2010 la kétamine puis des NPS tels que la 3-MMC. Cf. « Le développement des livraisons à domicile et de l'offre multiproduits », Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., Madesclaire T. (contr.), *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en Île-de-France en 2019*, Oppelia Charonne/OFDT, 2020, p. 83.

¹¹ Littéralement « nourriture » ou « comestible », le terme – visible sur les « menus » des réseaux de livraisons, sites internet – désigne des spécialités comestibles (biscuits, boissons, chocolat, etc.) infusées avec des substances psychoactives, le plus souvent du THC, parfois d'autres cannabinoïdes ou molécules telles que le muscimole, issu du champignon *Amanita muscaria*.

¹² L'implication croissante des femmes dans l'organisation du trafic – et plus particulièrement les livraisons – illustre cette diversification. Les données collectées semblent indiquer qu'elle est concomitante à l'accélération du recours à la livraison et aux outils numériques observée lors de la crise sanitaire. Cf. « L'accélération du recours aux NTIC par les réseaux de trafic », Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., Madesclaire T. (contr.), *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en Île-de-France en 2019*, Oppelia Charonne/OFDT, 2020, pp. 40-43.

Ces derniers constituent une pratique de revente ancienne¹³ et toujours observée, dans certains fours de cités ou dans la revente de crack à Paris¹⁴. Enfin, certains réseaux proposent la livraison par colis postal. Peu documentée jusqu'alors, cette technique d'acheminement des drogues auprès des consommateurs est présentée par les services d'application de la loi comme un phénomène particulièrement massif.

Nous avons les moyens de repérer les évolutions des commandes par fret express. [...] Nous avons resserré la focale pour déterminer si des organisations structurées se cachaient derrière les paiements, nous constatons que ce n'est pas le cas, c'est le consommateur qui est en cause – et il y a énormément de consommateurs. Nous sommes noyés par les commandes au volume très faible, de dix grammes en moyenne. Cela nous pose de gros problèmes dans la mesure où nous contrôlons a posteriori. Nous essayons donc d'affiner. [...] Notre problème est le spectre extrêmement large : le nombre de consommateurs est énorme. (Agent des douanes, entretien collectif application de la loi Paris, 2024)

L'existence de « garages fantômes » et leur rôle dans l'organisation du trafic de stupéfiants sont rapportés pour la première fois par les services d'application de la loi en 2024. Il s'agirait de sociétés ayant une existence légale dont le gérant est un « homme de paille » ayant cédé son identité pour créer l'entreprise, destinée à acquérir et faire immatriculer des véhicules. Ceux-ci sont utilisés pour la livraison de drogues aux clients, mais aussi plus largement pour l'acheminement de quantités variables de produits entre différents lieux et acteurs du réseau – d'un lieu de stockage vers un point de vente, de conditionnement, etc. – et rendent le travail d'enquête difficile.

« On tombe sur des sociétés qui n'ont aucune existence physique, sur des personnes qui n'en connaissent même pas à l'existence. Contre un peu d'argent, elles ont prêté leurs papiers d'identité. On peut répertorier des listes de plusieurs centaines, voire de milliers de véhicules, que l'on retrouve dans le cadre de la livraison de stups ou de trafics en tous genres [...] On aboutit sur des boîtes aux lettres, sur des garages, soi-disant de 250 véhicules. Cela pose des problèmes en termes d'interpellations, de verbalisation [...] On ne sait pas à qui s'adresser, puisque le conducteur nous dit ne pas être le propriétaire » (Entretien collectif application de la loi, Paris, 2024)

Le degré de structuration et de perfectionnement des réseaux de revente par livraison est variable, de même que la gamme des services proposés aux clients. Ainsi, un continuum se dessine entre deux figures idéotypiques. D'une part le réseau « ultra-professionnalisé » offre une gamme de produits et de services particulièrement élargie à sa clientèle réunie dans une boucle Telegram® de plusieurs milliers de membres. À l'autre extrémité l'« autoentrepreneur » se procure par ses propres moyens un ensemble de produits limités tels que cocaïne et cannabis, parfois sur le darknet, qu'il distribue à un réseau de taille restreinte fondé sur l'interconnaissance de ses membres, formant ainsi une mini-structure organisée. Selon un officier de police judiciaire exerçant en Seine-Saint-Denis, les organisations de petite envergure établies sur ce dernier modèle sont « *difficiles à détecter car [elles] n'appartiennent pas à un réseau structuré, qui [leur] permettrait de travailler sur les personnes en haut de la pyramide* ».

¹³ Selon les observations menées à Paris en 2003 par le site TREND, « *les ventes [de cocaïne] se feraien plutôt par téléphone, dans des appartements ou par des livraisons à domicile* ». Cf. Halfen S., Grémy I., *État des lieux des lieux de la toxicomanie et phénomènes émergents liés aux drogues à Paris en 2003 : Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND)*, Observatoire de santé d'Île-de-France, 2004, p. 103. Concernant le marché du crack cette même année, « *les usagers se déplaceraient en fonction des informations qu'ils reçoivent d'autres usagers, notamment ceux qui disposent de numéros de téléphone de dealers et qui fixent des lieux de rendez-vous avec ceux-ci* ». Cf. Halfen S., Grémy I., *op. cit.*, p. 106.

¹⁴ Sur les « plans téléphone », cf. « *Plans téléphone, meet point et livraisons* », page 16 de cette note.

Modalités d'acquisition des drogues via les points de vente physiques

Parallèlement à l'essor de la livraison de drogues à domicile et au recours de plus en plus fréquent aux plateformes via les applications de messageries cryptées et réseaux sociaux, les points de vente physiques – lieux de vente fixes qui englobent les « fours » de cités et les points de vente de rue – évoluent et s'adaptent. Les données collectées montrent en effet que des usagers s'approvisionnent auprès des réseaux de cité dans de nombreuses villes du territoire francilien abritant des « fours ». Leur répartition géographique et l'offre de produits sont hétérogènes selon les départements. Le marché de rue, moins structuré et organisé que les points de vente de cité¹⁵, concerne principalement le nord-est parisien, et dans une moindre mesure quelques sites identifiés en petite et grande couronnes.

Les deux principales modalités d'acquisition – livraison à domicile via les applications et achat sur les points de vente physiques – coexistent. Les données collectées ne permettent pas d'établir si cette cohabitation se réalise de façon concurrentielle, ni l'existence de liens entre les plateformes de revente par livraison et les réseaux en charge de la gestion des « fours » de cités ou les marchés de rue.

Néanmoins, des phénomènes décrits au sujet de l'organisation des réseaux de revente par livraison se retrouvent – sans être strictement similaires – à propos des points de vente de cité. Certains d'entre eux se sont particulièrement développés lors de la crise sanitaire¹⁶ : le développement de l'offre multiproduits, l'utilisation d'applications de messageries cryptées, ainsi que la proposition – bien que marginales et de livraison à domicile.

Développement inégal de l'offre multiproduits dans les fours

Dans Paris intra-muros, aucun point de vente structuré de type « four » ne semble proposer d'autres produits que le cannabis. En revanche, la Seine-Saint-Denis reste le département qui abrite le plus grand nombre de fours, proposant – outre du cannabis, produit le plus disponible dans tous les territoires observés – de la cocaïne et de l'héroïne. Ces deux produits sont les plus fréquemment cités par les PUD venant s'approvisionner. La possibilité de se procurer des comprimés d'ecstasy/MDMA, bien qu'avérée, semble marginale. Selon les observations ethnographiques et témoignages recueillis, il s'agit de points de vente plutôt spécialisés, proposant rarement plus de deux produits sur un même site. Concernant le marché de la cocaïne caractérisé par une disponibilité du produit très importante, le nombre de « fours » et leur proximité géographique génèrent une importante concurrence et une certaine homogénéité en termes de prix et de qualité.

« Chacune des villes investiguées contient de nombreux fours. La situation est donc assez proche de celle du cannabis, les fours sont si nombreux qu'ils subissent une concurrence rude, ce qui tend à uniformiser l'offre. Si un four se montre moins compétitif que les autres, les clients ont moins de 500 mètres à faire pour aller dans celui d'à côté. Ainsi quelle que soit la ville, les témoins décrivent une cocaïne de bonne voire très bonne qualité. » (Note ethnographique n° 2 espace de la marginalité urbaine Seine-Saint-Denis, 2024)

¹⁵ Pour une description de l'organisation des différents modes d'accès aux drogues, cf. « Les modalités du trafic dans les principaux espaces observés », Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., Madesclaire T. (contr.), Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en Île-de-France en 2019, Oppelia Charonne/OFDT, 2020, pp. 79-90.

¹⁶ Cf. « L'évolution de l'offre de drogues », Pfau G., Lovera M., Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2020, Oppelia Charonne/OFDT, 2021, pp. 35-42.

Le département de Seine-Saint-Denis constitue selon l'ensemble des acteurs interrogés le territoire où le marché de l'héroïne y est le plus développé. Bien que de moindre ampleur que celui de la cocaïne, le produit y est très disponible et accessible. Les « fours » proposant de l'héroïne sont moins nombreux et plus localisés que les points de vente de cocaïne, mais certaines communes hébergent plus de dix points de vente dédiés. Ceux-ci semblent également plus spécialisés, seuls quelques-uns d'entre eux proposant en parallèle de la cocaïne ou du cannabis.

En dehors de Paris et de la Seine-Saint-Denis, les données collectées font état d'une offre plus diversifiée. Selon plusieurs observateurs, certains « fours » proposent désormais une offre multiproduits de plus en plus étoffée, à l'instar des réseaux de revente par livraison. D'après les premières observations menées en Seine-et-Marne, dans les Yvelines et dans le Val-d'Oise, il y est ainsi fait mention de revente de MDMA, de kétamine, de cathinones et autres produits de synthèse, aux côtés du cannabis, de la cocaïne, parfois de l'héroïne ou du protoxyde d'azote.

« Sur les fours, il y a accès à tout : MDMA, Ecstasy, LSD. Il y a vraiment tout. Ce n'est pas uniquement sur Internet ou le marché parisien. On a des fours qui proposent tout. C'est aussi peut-être la spécificité de la Seine-et-Marne, qui est quand même un gros territoire de teuf. [...] Les fours s'adaptent aussi à la population qui côtoie le lieu. [...] Kétamine, 3MMC... tous les nouveaux produits qui émergent dans les teufs, on les reçoit aussi. » (Actrice du champ médico-social, Seine-et-Marne, 2024)

Marché de rue : entre diversification de l'offre et dispersion des points de vente

Le développement d'une offre multiproduits sur le marché de rue est particulièrement observé dans le quartier de Barbès à Paris, où la gamme de produits s'est étoffée ces dernières années. Ainsi, aux côtés des médicaments psychotropes (Subutex®, benzodiazépine, Lyrica®), du cannabis et du crack, on peut s'y procurer de la MDMA sous forme de comprimés d'ecstasy depuis la fin des années 2010¹⁷, et de la cocaïne depuis 2023¹⁸. De moindre ampleur, le point de vente situé aux alentours du métro Quatre-chemins en Seine-Saint-Denis est spécialisé dans la revente de médicaments psychotropes et cigarettes de contrebande, tandis que le quartier de la Gare du Nord concentre l'essentiel du marché de rue des médicaments opioïdes (méthadone, Skenan).

En dehors de ces sites, les observations mettent en évidence une diversification de l'offre générale, mais beaucoup plus aléatoire et fluctuante dans le temps, dispersée sur les différents sites parisiens historiquement identifiés et associés à la revente de drogues. Ainsi, le marché du crack reste épargné sur l'ensemble du quart nord-est de la capitale et sa proche banlieue¹⁹ depuis le démantèlement du square Forceval. C'est le cas à Stalingrad et aux portes de Paris, de la Porte de la Chapelle à la Porte de Pantin, en passant par la Porte d'Aubervilliers et la Forêt Linéaire toute proche, ainsi qu'au quartier des Halles. Ponctuellement et en dehors de tout point vente structuré, des témoignages concordants indiquent qu'il est possible de se procurer des cathinones (vendues sous l'appellation 3-MMC²⁰), ainsi que de la MDMA/ecstasy aux portes de Paris et dans le quartier des Halles.

¹⁷ Cf. « Ecstasy/MDMA », in Pfau G., Flye Sainte-Marie G., Pecquart C., Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en 2018, Oppelia Charonne/OFDT, 2019, pp. 64-66.

¹⁸ Cf. « Quartier de Barbès : du marché des médicaments à l'offre multiproduits ? », Juszczak E., Lovera M., Pfau G., Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2023, Oppelia Charonne/OFDT, 2024, pp. 14-15.

¹⁹ Cf. « Un marché du crack toujours instable », page 17 de cette note.

²⁰ Sur la composition réelle des produits vendus sous l'appellation 3-MMC, cf. « 3-MMC : diffusion, contenu et conséquences sanitaires », page 49 de cette note.

L'héroïne brune est toujours disponible dans le quartier de la Goutte d'Or-Château Rouge. Elle est réputée de moins bonne qualité que l'héroïne blanche de banlieue et son accessibilité est variable. En dehors de Paris et de la Seine-Saint-Denis, les points de vente de rue identifiés sont situés principalement aux abords des gares, et semblent concerner essentiellement des médicaments psychotropes (Lyrica®) et des cigarettes de contrebande.

Recours aux outils numériques et stratégies marketing

L'utilisation des applications par des acteurs de points de vente fixes est un phénomène observé par TREND IDF depuis un à deux ans. Les données collectées en 2024 à ce sujet concernent exclusivement les « fours » d'héroïne et de cocaïne de Seine-Saint-Denis. Elles mettent en évidence l'utilisation d'applications de messageries cryptées (WhatsApp®, Telegram®, Signal®) moins perfectionnée que par les réseaux de livraison. Les groupes ou canaux semblent également de taille plus restreinte que dans le cas des réseaux de livraison, ceux ayant fait l'objet d'observations regroupant une centaine de personnes. Les messages échangés avec les potentiels clients sont d'ordre informatif et consistent essentiellement à communiquer sur l'actualité du point de vente. Ils annoncent au groupe l'ouverture du « four », l'arrivée d'une nouvelle variété de produit, une offre promotionnelle, ou alertent sur la présence de la Police.

Les applications de messageries cryptées permettent néanmoins d'échanger du contenu autre que de simples messages, tel que des vidéos de type publicitaire. Celles-ci, bien que n'atteignant pas le niveau de sophistication des clips de certains réseaux de livraison, mettent en avant les offres promotionnelles proposées par le point de vente, destinées à attirer et fidéliser la clientèle : la proposition d'échantillons ou échantillons²¹, ou l'offre de grammes gratuits à partir d'un certain nombre acheté. Ces stratégies marketing ne sont pas nouvelles de la part de ces points de vente en Seine-Saint-Denis. En effet, les applications de messageries cryptées assurent la même fonction marketing que l'envoi de SMS de relance ou d'offres promotionnelles, pratique toujours en vigueur en 2024.

Adaptation des points de vente aux ressources économiques des clients

Le fractionnement des unités de vente est un phénomène qui se développe ces dernières années. Les revendeurs proposent des doses inférieures au gramme ou « au prix » – ½ gramme, « 30 € », « 20 € » et favorisent ainsi l'accès au produit pour les clients peu fortunés. Cette pratique est observée en Seine-Saint-Denis depuis la fin des années 2010 pour l'héroïne²² et la cocaïne²³ et semble spécifique aux points de vente physiques, les réseaux de livraison exigeant généralement un minimum pour chaque commande.

²¹ La mise à disposition gratuite d'échantillons (pour « échantillons ») est une pratique spécifique aux fours d'héroïne et de cocaïne proposée pendant une période courte – en général une journée – pour faire tester un nouveau produit, avant de le mettre à la vente dès le lendemain en cas de retours positifs des clients.

²² Dès l'extension du dispositif TREND à la Seine-Saint-Denis en 2017, la revente d'héroïne en unités de 15 et 20 € (0,2 à 0,3 gramme) est observée à Sevran, Saint-Denis, Pierrefitte et Épinay. Cf. « Héroïne, disponibilité-accessibilité », Pfau G., Francia M., Pecquart C., Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en 2017, Oppelia Charonne/OFDT, 2018, p. 67.

²³ Cf. « Une accessibilité en hausse en Seine-Saint-Denis comme à Paris », Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., Madesclaire T. (contr.), Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en Île-de-France en 2019, Oppelia Charonne/OFDT, 2020, p. 102.

Récemment, un point de vente de rue de cocaïne s'est installé de façon pérenne dans le nord-est de Paris, proposant dès son ouverture fin 2023 des unités de 20 et 30 €, permettant de satisfaire de nombreuses PUD précaires qui fréquentent les lieux²⁴. À l'inverse, la revente de doses fractionnées d'héroïne se raréfie en Seine-Saint-Denis. Seuls quelques « fours » proposent désormais des « 20 € » depuis deux à trois ans, alors que la cocaïne reste très disponible dans tout le département avec des unités au prix de 20, voire 10 €.

Les investigations menées en dehors de Paris et de la Seine-Saint-Denis semblent indiquer que le fractionnement des unités de vente s'y développe également. Dans les Yvelines, un des deux points de vente de cité du département propose des « boulettes » ou « képa » de cocaïne et d'héroïne au prix de 20 € l'unité, conditionnement qui semble être installé depuis plus de dix ans. En Seine-et-Marne, plusieurs « fours » proposent des ½ grammes de cocaïne depuis plusieurs années. Plus récemment, les témoignages indiquent que la revente de crack et la disponibilité d'unités fractionnées s'y développent de façon notable.

« Nous, dans les phénomènes qui sont intéressants et qu'on ne voyait pas ces derniers temps, c'est qu'on a un peu la tendance parisienne, c'est-à-dire que les fours s'adaptent à la bourse des usagers. Avant, c'était un demi-gramme de coke ou un gramme de coke. Là, il y a de plus en plus de coke basée et à tout tarif, à partir de cinq balles, on peut en avoir. [...] Les publics consommateurs sont de plus en plus précarisés et n'ont pas forcément beaucoup d'argent et les dealers s'adaptent vraiment à la bourse du consommateur. [...] Ils sont contents : Ouais ! J'ai eu ma galette à cinq balles ! » (Acteur du champ médico-social, Seine-et-Marne, 2024)

« Plans téléphone », *meet point* et livraisons

Les investigations menées en Île-de-France par le site TREND documentent depuis plus de 20 ans la prise de rendez-vous téléphonique entre client et revendeur pour s'approvisionner en drogues²⁵. Avec la généralisation de l'utilisation des téléphones portables cette pratique a pris de l'ampleur, s'agissant de la vente de cannabis, de cocaïne, d'héroïne ou plus marginalement de crack. Les « plans téléphone » évitent aux clients de se rendre vers des points de vente perçus comme peu sécurisants, potentiellement surveillés par les services d'application de la loi, mais nécessitent d'être en possession d'un contact de revendeur.

En Seine-Saint-Denis, plusieurs points de vente de cités proposent cette modalité d'acquisition, clients et revendeurs conviennent alors d'un rendez-vous par SMS près du « four », d'une station de métro ou dans la rue. Ces dernières années, les observations mettent en évidence le développement des « plans téléphone » dans la revente d'héroïne, alors que ce service semble au contraire rarement proposé par les « fours » vendant de la cocaïne. En cela, il diffère du « *meet point* » proposé par les réseaux de livraison multiproduits en alternative à la livraison à domicile. Certains points de vente de cité proposent également la livraison à domicile, ce mode ayant connu un développement lors de la crise sanitaire²⁶.

²⁴ Cf. « Consommation de cocaïne par des usagers marginalisés à Paris : un phénomène désormais installé », page 42 de cette note.

²⁵ Le rapport TREND 2003 décrit ce mode d'acquisition à Paris pour la cocaïne et le crack. Cf. Halfen S., Grémy I., *Etat des lieux des lieux de la toxicomanie et phénomènes émergents liés aux drogues à Paris en 2003 : Tendances récentes et nouvelles drogues* (TREND), Observatoire de santé d'Île-de-France, 2004, pp. 102, 106 et 107.

²⁶ Cf. « L'accélération du recours aux NTIC par les réseaux de trafic », Pfau G., Lovera M., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2020*, Oppelia Charonne/OFDT, 2021, pp. 40-42.

Toutefois, ce phénomène ne s'est pas poursuivi de façon significative une fois passée les restrictions liées à l'état d'urgence sanitaire en 2021. Autre fait notable, la livraison ne concerne que très rarement la vente d'héroïne, dont le marché semble peu perfectionné et moins structuré en termes d'offre de services aux clients.

Fracture numérique

Ces observations mettent ainsi en évidence une forme de fracture numérique, de ségrégation spatiale et sociale qui perdure. Elles montrent en effet que le recours aux outils numériques et aux réseaux de livraison reste très inégal, et un marqueur social fort. Les personnes précarisées observées par TREND-IDF continuent, pour une grande partie d'entre elles, à recourir aux « fours » de cités et au marché de rue qui leur sont plus accessibles. Les PUD socialement plus insérées, disposant d'un logement, de ressources suffisantes, privilégient quant à elles de plus en plus fréquemment la livraison. Les données collectées en 2024 montrent que cette segmentation des profils selon le mode d'acquisition des produits reste toujours marquée, même si les évolutions décrites ici ont tendance à en atténuer les contours.

Un marché du crack toujours instable

Les données collectées en 2024 concernant le marché du crack n'indiquent que peu de changements et une poursuite des tendances observées depuis l'évacuation fin 2022 du square Forceval. Dispersion et mobilité caractérisent toujours ce marché²⁷. Aucun point de vente fixe et permanent ne s'est réinstallé depuis cette date, dans un contexte marqué par la présence d'importants dispositifs policiers, à l'occasion notamment des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris.

« Maintenant, il faut les trouver un peu à des endroits différents, par-ci, par-là. (...). Et il n'y a pas d'heure fixe. Ce n'est pas 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 » (Usagère, 27 ans, hébergée chez son père).

La diversification des profils de revendeurs se poursuit également²⁸, et aux côtés des « modous » issus des filières sénégaloises d'autres profils continuent d'être observés. C'est notamment le cas d'hommes – parfois mineurs – originaires d'autres régions d'Afrique subsaharienne, arrivés en France récemment et dont l'implication dans le trafic de crack est documentée depuis deux ans²⁹. Des revendeurs et usagers-revendeurs antillais, dont l'implication est ancienne³⁰, proposent cette année encore un produit « *fort en cocaïne, basée à l'ancienne, à l'ammoniaque, comprenant moins de produit de coupe et donc vendu un peu plus cher que celui des Sénégalais, soit entre 20 et 50 € selon le grammage* » selon les propos d'un fonctionnaire de police (groupe focal application de la loi Paris).

²⁷ Cf. « Le démantèlement de Forceval : entre éparpillement et retour vers les structures », in Lovera M., Juszczak E., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2022*, Oppelia Charonne/OFDT, 2023, pp. 15-17

²⁸ Cf. « Déstabilisation du marché du crack et nouveaux profils de revendeurs », in Juszczak E., Lovera M., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2023*, Oppelia Charonne/OFDT, 2024, pp. 18-19.

²⁹ Cf. « Crack et primo-arrivants à Paris, une visibilité qui surgit au tournant de la décennie », in Juszczak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFDT, 2022, pp. 25-26.

³⁰ *Ibid.*

Par ailleurs, l'implication récente de vendeurs originaires du Moyen-Orient a été rapportée cette année par les services d'application de la loi. Enfin, il semblerait que les pratiques d'usage-revente aient particulièrement été observées à l'été 2024 lors des Jeux Olympiques, pendant lesquels un certain nombre de revendeurs habituels auraient quitté le territoire, dissuadés par la forte présence policière voire incarcérés³¹.

Perte de centralité du point de vente de Stalingrad, disponibilité et accessibilité en baisse

Depuis l'évacuation du square Forceval en octobre 2022, les points de vente sont toujours multiples, mouvants et instables. Seul le quartier de Stalingrad faisait exception, demeurant le plus important point d'approvisionnement en crack d'Île-de-France, principalement le soir et la nuit³². Cette année, la situation aurait changé, et d'après les acteurs de l'application de la loi, le quartier aurait perdu sa centralité au sein du marché du crack.

« Je trouve qu'il y a une révolution historique, depuis les années 80, Stalingrad a toujours été le point central de deal. Or, depuis les JO, on ne peut pas dire qu'il n'y a plus de difficultés, mais c'est bien moins problématique que cela ne l'était l'an dernier ou il y a quelques années auparavant. » **(Groupe focal application de la loi Paris)**

Les autres points de vente mentionnés cette année sont la forêt linéaire, les quartiers de Jaurès et Colonel Fabien, les environs du jardin d'Eole, Porte de la Chapelle, Porte de Pantin, Porte de la Villette, Porte d'Aubervilliers, ainsi que le jardin des Halles. D'autres points de vente plus éphémères ont été cités, liés aux déplacements des revendeurs pendant les Jeux Olympiques. En l'absence de point de vente fixe et permanent, les usagers qui ne fréquentent pas la scène parisienne en permanence peinent à s'y procurer du produit.

Grigny, point de vente de cité particulièrement prisé par des usagers parisiens

La revente de crack à la cité de la Grande-Borne à Grigny (Essonne) a déjà été mentionnée en 2022³³. Selon les observations menées en 2023, des usagers de crack fréquentant l'espace de la marginalité urbaine parisienne déclarent s'y approvisionner, particulièrement depuis le démantèlement de la scène de Forceval. Ils disent y trouver un produit de bonne qualité, à un prix compétitif, et décrivent jusqu'à sept points de vente différents fonctionnant à heure fixe, dont la sécurité est assurée par les vendeurs.

« Ce qui fait que tu en as quand même pas mal qui vont prendre le RER, ils vont se taper, je ne sais pas, c'est une demi-heure, trois quarts d'heure de RER aller-retour, [...] juste pour leur conso, parce qu'ils en ont marre de mettre 20 balles et puis d'avoir de la merde. [...] Au moins, ils ont un bon truc. » **(Intervenant en CAARUD, Paris, 2024)**

En résumé, Grigny est pour certains usagers parisiens « *le bon plan du moment, 7 jours sur 7, 24h sur 24* », pour reprendre les mots d'un usager rencontré en maraude à Stalingrad, et qui dit se procurer du crack à Grigny depuis qu'il a subi une agression à la forêt linéaire.

³¹ Cf. « Des perturbations de la disponibilité/accessibilité de certains produits mais pas de pénurie », page 31 de cette note.

³² Cf. « Déstabilisation du marché du crack et nouveaux profils de revendeurs », *Ibid.*

³³ Cf. « Premiers résultats sur le trafic en Essonne » et « Les usages de drogues observés dans l'espace de la marginalité urbaine en Essonne », in Lovera M., Juszczak E., Pfau G., Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2022, Oppelia Charonne/OFDT, 2023, pp. 15-17 et pp. 11-21.

Un marché de l'héroïne toujours déstabilisé en 2024

Le marché de l'héroïne est très instable en Île-de-France, ceci depuis de nombreuses années³⁴. La composition du produit, sa disponibilité et accessibilité sont très variables dans le temps et selon les zones géographiques, y compris d'un point de vente à un autre dans une même ville. L'importante variabilité des taux de pureté ainsi que la présence de nouveaux adultérants dans les poudres revendues comme héroïne est particulièrement accidentogène. L'année 2023 avait été marquée par l'ampleur inédite de ces perturbations en Île-de-France, caractérisées par plusieurs épisodes d'adultération aux cannabinoïdes de synthèse causant plusieurs dizaines d'accidents aigus³⁵.

Variabilité des compositions

La composition des produits revendus comme héroïne à Paris et en Seine-Saint-Denis³⁶ est toujours très variable en 2024. En outre, l'adultération aux cannabinoïdes de synthèse continue d'être régulièrement observée. Ces substances s'installent peu à peu dans le paysage des produits de coupe de l'héroïne. En effet, sur les 30 échantillons d'héroïne collectés en Île-de-France analysés par le dispositif SINTES en 2024³⁷, 12 contenaient des cannabinoïdes de synthèse³⁸, associés ou non avec de l'héroïne. Lorsque les quantifications étaient disponibles, la somme des teneurs en cannabinoïdes de synthèse était d'environ 1 % (de 0,5 à 1 %) et les substances ont tout de même provoqué des effets secondaires notables, montrant la puissance d'effet de ces molécules : sensation d'ébriété, effets « bizarres et inconnus », déshydratation, désorientation, fatigue intense...

« Entre mai et août, nous avons eu un certain nombre de témoignages de personnes qui nous parlaient d'héroïne avec des épisodes qui leur ont fait penser aux cannabinoïdes de synthèse. [...] On a fait un envoi SINTES au mois d'août, il y a eu des cannabinoïdes de synthèse non quantifiés, mais leur présence a été avérée. Du coup, on a pas mal de retours d'usagers sur cette période-là de l'été. Ils pensent avoir été exposés à des cannabinoïdes de synthèse, mais avec des symptômes et des effets moins forts par rapport aux premières vagues [de 2023]. [...] Un certain nombre de personnes nous ont rapporté avoir eu des expériences un peu inattendues avec de l'héroïne. »

(Intervenant en CAARUD, Seine-Saint-Denis, 2024)

³⁴ Au début des années 2010, une étude « SINTES observation » mettait déjà en évidence des teneurs très variables à Paris, de quasi nulles à plus de 40 % en quelques jours. Cf. OFDT, Héroïne : composition, prix, connaissances des usagers : analyse réalisée à partir des résultats de l'enquête nationale SINTES novembre 2010 - décembre 2011, Observatoire français des drogues et toxicomanies, 2014.

³⁵ Cf. « Un marché de l'héroïne très perturbé, à fort risque d'accidents aigus », Juszczak E., Lovera M., Pfau G., Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2023, Oppelia Charonne/OFDT, 2024, pp. 9-13.

³⁶ Si les données recueillies en 2024 en dehors de Paris et de la Seine-Saint-Denis sont à ce stade encore éparses, la place prépondérante qu'occupe la Seine-Saint-Denis dans le marché de l'héroïne permet de dessiner des tendances suffisamment solides à partir des investigations menées dans ce territoire, sans prétendre à l'exhaustivité.

³⁷ Pour rappel, les produits collectés et analysés par SINTES ne sont pas représentatifs des produits en circulation sur le territoire. Le dispositif SINTES documente la composition des produits ayant provoqué des effets indésirables ou inhabituels, les substances présentant un caractère nouveau ou particulièrement dangereux, ainsi que celles qui ne sont pas reconnues par les dispositifs d'analyse de drogues à visée de réduction des risques et des dommages (RdRD).

³⁸ 9 échantillons contenaient de l'héroïne (5 à 11 % pour les échantillons quantifiés) associée à un mélange de 3 CS (dont la somme des teneurs en CS varie de 0,5 à 1 % pour les échantillons quantifiés) ; 1 échantillon contenait ce même mélange de CS mais dépourvu d'héroïne ; 2 échantillons contenaient de l'héroïne associée à un autre mélange de 3 CS (respectivement MDMB-4en-PINACA, ADB-BUTINACA, MDMB-INACA et ADB BUTINACA, MDMB BUTINACA, 4F MDMB BUTINACA).

Des effets secondaires plus graves ont toutefois été recensés, dont un cas d'hospitalisation. La situation a justifié l'émission d'un message d'alerte par l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France à destination des différents acteurs et structures en lien avec des personnes usagères de drogues, alertant sur la présence persistante de cannabinoïdes de synthèse dans des poudres d'héroïne en circulation. L'alerte a été étendue au territoire national, et n'a été levée que courant 2025.

Par ailleurs, les taux de pureté en héroïne semblent également toujours très variables. Les teneurs des 30 échantillons analysés par SINTES s'échelonnent ainsi de 6 % à plus de 88 %, ce dernier ayant été collecté sur un point de vente de type « four » à Saint-Denis. Les 157 collectes d'héroïne analysées par ATPidf entre janvier 2024 et février 2025 présentent quant à elles des taux qui varient de 3 % à 52 % pour l'héroïne brune, et de 3 % à 87 % pour l'héroïne blanche, ceux-ci présentant d'importantes fluctuations sur la période (cf. figure 1). Ces fluctuations sont parfois observées sur des périodes très courtes, notamment à Saint-Denis qui abrite de nombreux fours.

« Dernièrement, l'héroïne a été analysée à plus de 80 %. [...] Là, nous avons fait un dernier échantillon il y a quinze jours ou trois semaines. Par contre, la teneur avait diminué de moitié. [...] Il y a différents plans sur Saint-Denis. C'est un peu « le rond-point » de l'héroïne. En fait, c'est très variable. Ils peuvent avoir trois cames dans la même journée. » (Intervenant en CAARUD, Seine-Saint-Denis, 2024)

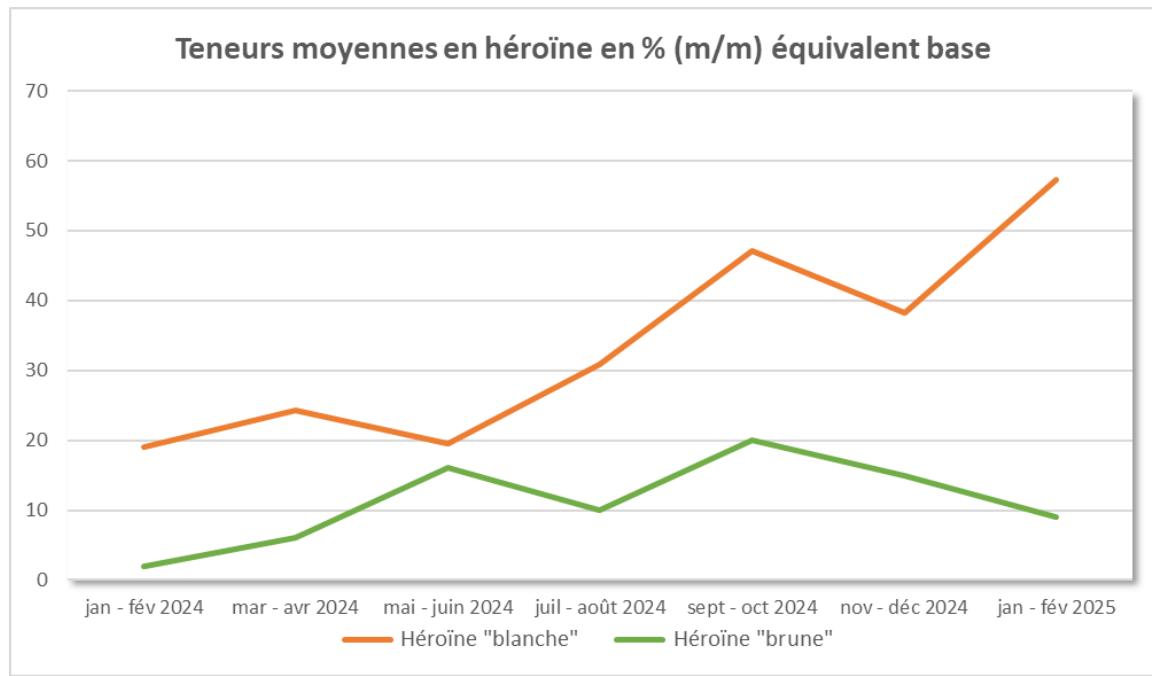


Figure 1 : évolution des teneurs en héroïne entre janvier 2024 et février 2025 (source : ATPidf)³⁹

La fluctuation des teneurs en héroïne dans le temps est également observée géographiquement, entre des points de vente parfois très proches les uns des autres.

« Pour moi, ça dépend aussi de la qualité de l'héroïne. En sachant que c'est tout de même assez variable. Au début de l'année 2024, en février, il y avait aussi bien des plans avec de l'héroïne à 3 % que des plans avec de l'héroïne à 30 ou 40 %. » (Intervenant en CAARUD, Seine-Saint-Denis)

³⁹ Nombre d'échantillons analysés sur les périodes correspondantes : N = 9, 15, 13, 10, 15, 8, 9.

Les données produites par ATPidf mettent en évidence une autre évolution marquante relative à la composition des échantillons analysés depuis le début de l'année 2024 : la part grandissante des échantillons d'héroïne blanche ne contenant pas d'alcaloïdes naturels du pavot⁴⁰ – ou à l'état de traces. Ces héroïnes au profil atypiques représentent désormais 25 à 40 % des échantillons collectés en Île-de-France par ATP. Bien qu'elles demandent à être consolidées, ces données semblent indiquer l'apparition d'un nouveau groupe d'héroïne aux côtés de celle dite « brune » et « blanche », une variété « hyper blanche » dont le profil chimique interroge quant à sa provenance et/ou mode de fabrication⁴¹. Outre l'absence d'alcaloïdes opioïdes naturels, la composition de cette catégorie d'héroïne est également caractérisée par des taux d'adultérants nuls ou faibles. Les données qualitatives sont encore peu nombreuses pour mieux documenter les modalités d'acquisition, les contextes de consommations ou les effets ressentis de ces héroïnes, qui font l'objet d'une attention particulière et d'une veille active sur l'Île-de-France.

En octobre 2024, cinq échantillons analysés par ATPidf présentant des profils de ce type et ont conduit l'ARS Île-de-France à émettre un message d'alerte régional. Les échantillons présentaient des taux de pureté de 76 à 87 % d'héroïne, 3 % de 6-monoacétylmorphine (6MAM) et 3 % de morphine, sans adultérants ni autres alcaloïdes.

Accessibilité et disponibilité toujours incertaines

Le marché de l'héroïne est toujours marqué par une organisation qui le distingue des autres drogues, notamment concernant les modalités d'accès au produit. L'héroïne reste absente des « menus » des réseaux de vente par livraison aux côtés des autres drogues (cannabis, cocaïne, MDMA, kétamine, 3-MMC...) même pour les plus étoffés d'entre eux. L'accès au produit se réalise donc quasi exclusivement de façon physique, particulièrement dans les points de vente de cité en Seine-Saint-Denis qui abrite la majorité d'entre eux mais également dans des fours de Seine-et-Marne, des Yvelines, de Val-de-Marne et du Val-d'Oise. Certains d'entre eux proposent la livraison, rarement au domicile du client, et ne sont en rien comparables avec les prestations et services mis à disposition par les réseaux de livraison. Selon l'ethnographie de l'espace de la marginalité en Seine-Saint-Denis, les points de vente d'héroïne font l'objet de représentations particulièrement négatives chez certains usagers de ce produit.

« [Cet usager] note ainsi la différence entre le professionnalisme des réseaux qui livrent cocaïne, cannabis etc. et l'amateurisme de ceux qui livrent l'héroïne – horaires jamais respectés, livraison pas toujours possible... De plus il ne comprend pas pourquoi les réseaux de livraison qui ne cessent d'élargir leur offre ne proposent jamais d'héroïne – ils ont de la 3, de la ké, des edibles, du LSD mais jamais d'héro... J'comprends pas ! » (Note ethnographique n° 1, espace de la marginalité urbaine Seine-Saint-Denis, 2024)

⁴⁰ Les poudres d'héroïne présentent des taux variables en alcaloïdes opioïdes, soit déjà présents à l'état naturel dans la plante de pavot, soit issus du processus de synthèse. Selon l'ONUDC, certains de ces alcaloïdes sont, avant adultération, caractéristiques des grandes zones de production mondiale d'opium. Par exemple, « *l'opium originaire du Pakistan et d'Afghanistan tend à afficher le plus haut taux en noscapine, tandis qu'une forte concentration en thébaïne se retrouve dans l'opium iranien, et que l'opium produit sur le continent américain affiche la teneur en thébaïne la plus basse et celle en papavérine la plus haute. Il n'y a en revanche pas de lien significatif entre l'origine géographique de l'opium et les teneurs en morphine ou en codéine* [notre traduction] ». Cf. « Opium source determination », United Nations International Drug Control Program, *Recommended methods for testing opium, morphine and heroin. Manual for use by drug testing laboratories*, United Nations, New York, 1998, p. 5.

⁴¹ Une des hypothèses pouvant expliquer l'absence d'alcaloïde naturel du pavot pourrait être l'origine industrielle de la morphine ayant servi à sa confection.

En Seine-Saint-Denis, une autre singularité du marché de l'héroïne est d'être un produit proposé via la prise de rendez-vous groupés – parfois dénommés *meet up* ou *meet point*, bien que cette modalité d'acquisition se distingue nettement des *meet point* proposés par les réseaux de livraison à domicile. En effet, ces derniers proposent ce service comme une alternative moins chère à la livraison à domicile, ainsi qu'un lieu de transaction négocié à proximité du domicile du client. À l'inverse, les *meet point* que proposent proposés par les points de vente d'héroïne sont décrits comme peu fiables (attente, annulation de dernière minute), et surtout obligeant les usagers à se déplacer à proximité du lieu de vente, donc peu avantageux pour les clients.

En plus d'être accessible quasi exclusivement auprès de points de vente physiques (où à proximité, via des *meet point* à la fiabilité contestée), la disponibilité de l'héroïne a été plus limitée que d'ordinaire. Les difficultés d'approvisionnement sur le marché de proximité rapportées à partir du milieu de l'année 2023 se sont poursuivies tout au long de l'année suivante, marquée par des périodes d'inactivité plus ou moins longues – jusqu'à plusieurs semaines – de plusieurs « fours » en Seine-Saint-Denis. Bien qu'aucune pénurie régionale n'ait été observée, l'accessibilité de l'héroïne s'en est trouvée particulièrement incertaine pour les usagers.

« Habitant à St Denis, il [un usager régulier d'héroïne depuis une quinzaine d'années, ndr] l'achète sur sa ville, sur les fours ou via des plans par téléphone. Il préfère ces derniers car plus discrets, toutefois il note que les plans par téléphone sont souvent off en ce moment, ce qui l'oblige à aller sur les fours. Il ajoute que certains fours sont aussi parfois off, en fait trouver de l'héroïne est plus difficile qu'avant. » (Note ethnographique n° 2, espace de la marginalité urbaine Seine-Saint-Denis, 2024)

Cette difficulté à se procurer du produit a conduit les personnes usagères d'héroïne à mobiliser plus de temps et d'énergie pour s'informer auprès de leurs pairs sur l'activité des « fours » et la qualité des produits en circulation, ainsi qu'à une mobilité importante pour se rendre vers les différents points de vente.

« [Un usager quotidien d'héroïne] m'explique ainsi que depuis deux jours c'est la cité F. qui a le meilleur produit. Avant c'était à Sevran qu'il fallait aller. Après ce sera peut-être à La Courneuve, puis ailleurs. Il est donc très mobile sur le 93, ce qu'il était moins auparavant. Il m'explique qu'il y a quelques années il se contentait de changer entre les fours de Saint-Denis et des villes limitrophes, mais il n'allait pas jusqu'à Sevran. » (Note ethnographique n° 2, espace de la marginalité urbaine Seine-Saint-Denis, 2024)

Absence relative des nouveaux opioïdes de synthèse

Si les marchés physiques franciliens d'héroïne ne contiennent pas de nouveaux opioïdes de synthèse (NOS) en 2024, le début de l'année 2025 a été marqué par l'émergence d'un marché physique éphémère de métonitazène⁴² revendu comme adultérant de l'héroïne dans une cité des Yvelines. 2 accidents ont été recensés suite à des consommations de ces héroïnes (dont un grave ayant nécessité l'administration de naloxone avant l'arrivée du Samu et une prise en charge aux urgences).

⁴² Cette molécule appartient à la famille des « nitazènes ». Dans cette famille de nouveaux opioïdes de synthèse, certaines molécules peuvent induire des effets jusqu'à 10 fois ceux induits par le fentanyl. Elles sont impliquées dans 5 % de tous les décès par overdose aux États-Unis en 2021. Ici, le métonitazène a été dosé à 9 et 11 % respectivement dans les 2 échantillons analysés. Source : message de veille du 16/01/2025, ARS-IDF.

Si cette molécule n'a plus été identifiée depuis dans les marchés physiques de l'héroïne en Île-de-France, les NOS sont présents dans les marchés dématérialisés, revendus comme tel ou comme arnaque. En effet, un comprimé vendu comme oxycodone sur le darknet en 2024 et acheté par un Francilien contenait 58 % de métonitazène (Source SINTES). Les achats volontaires de NOS⁴³ sur le darknet témoignent par ailleurs d'un intérêt de la part de personnes usagères d'opioïdes pour ces molécules.

L'instabilité du marché de l'héroïne – persistance de nouvelles substances adultérantes ou tromperies, importante variabilité des teneurs en opioïdes⁴⁴ – que connaît l'Île-de-France depuis 2023 suscite toujours d'importantes préoccupations début 2025. Cette situation particulièrement accidentogène, dans un contexte de reconfiguration du marché international de l'héroïne⁴⁵, invite à une vigilance accrue et à la mise en place de mesures de RdRD adéquates⁴⁶.

⁴³ Cyclorphine, brorphine en 2024 et d'autres NOS les années précédentes incluant des fentanyloides, tous achetés via le darknet.

⁴⁴ Entre mi-février et fin avril 2025, 16 échantillons d'héroïnes fortement dosées (teneurs de 36 à 86 %) ont été collectés via 7 partenaires du réseau ATPidr (Gaïa, Aurore 93, CAARUD B10 Beaurepaire, Proses Saint-Denis, Sida Paroles 92, Sida Paroles 78 et Psychoactif). Elles concernent des personnes consommant, résidant et/ou s'approvisionnant dans cinq départements franciliens (75, 77, 78, 92, 93). Si aucun effet indésirable grave n'a été rapporté en lien avec ces collectes, un message d'alerte/veille a été diffusé par l'ARS Île-de-France fin avril 2025.

⁴⁵ Selon l'ONUDC, la production mondiale d'opium a chuté de 74 % entre 2022 et 2023. Cette situation fait suite à l'interdiction de la culture du pavot en Afghanistan, où la baisse de 95 % de la production n'a été que marginalement compensée par l'augmentation de la production d'opium au Myanmar. Cf. UNODC, Online World Drug Report 2024 – Drug market patterns and trends, consultable ici : <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/wdr2024-drug-market-trends.html>.

⁴⁶ Parmi lesquelles la diffusion massive de la naloxone (et la formation adaptée à son utilisation incluant le repérage des signes d'overdose) et le déploiement d'outils d'analyse de drogues à visée de RdRD et de veille.

Prix des principales drogues vendues à Paris et en IDF en 2024

Produits		Prix (en €)	Commentaires
Cannabis	Herbe	Prix courant : 7 à 10 Prix bas : 5 Prix haut : 20	En livraison, le prix de certaines variétés d'herbe réputées fortement dosées en THC peut s'élever à 20 €/g.
	Résine	Prix courant : 5 à 7 Prix bas : 5 Prix haut : 20	Plusieurs appellations et variétés sont disponibles : « filtré », « mousseux », « jaune », « noir ».
Cocaïne (gramme)		Prix courant : 50 Prix bas : 30 Prix haut : 70	En Île-de-France, le prix courant en livraison est de 50 à 70 €. Dans les fours de cité, celui-ci est de 50 €. Certains fours proposent désormais des 20 € (environ 0,3 g) et 30 € (environ 0,5 g). Ces conditionnements sont observés à Paris, en Seine-et-Marne, dans les Yvelines, en Seine-Saint-Denis, en Essonne.
Crack (galette)		Prix courant : 15 Prix bas : 5 Prix haut : 50	Dans l'espace urbain parisien (rue, métro), le prix unitaire du crack varie entre 10 et 20 €. Pendant la période des Jeux Olympiques, le prix courant semble avoir atteint 20 €. Le prix unitaire peut doubler ou tripler lorsque le produit est moins disponible. Les réseaux de cité le vendent de 20 à 50 € l'unité selon sa taille. On peut également trouver des "lunes" (10 g) entre 250 et 300 €, et des "quarts de lune" à 70 €.
MDMA/Ecstasy	Comprimé (unité)	Prix bas : 5 Prix haut : 10	Dans l'espace urbain parisien, le prix unitaire s'élève à 5 € le comprimé. En festif, le prix courant est de 10 €. Le prix est très dégressif selon la quantité vendue
	Poudre/Cristaux	Prix courant : 30 à 40 Prix bas : 20	
Kétamine		Prix courant : 20 à 40 Prix bas : 15 Prix haut : 40	Le prix courant s'élève à 15-20 € le gramme (réseaux d'usagers-revendeurs) et 40 € le gramme en livraison. Certains réseaux de livraison ont proposé cette année des tarifs extrêmement dégressifs (de 3 à 5 € le gramme pour des quantités de 10 à 100 g)
3-MMC		Prix courant : 40	Prix sur le marché en livraison. Sur les sites internet, la 3-MMC est vendue à moins de 20 €/g. On note un développement de revente par des usagers achetant sur internet à 10-15 € le gramme. Le produit est ensuite revendu à environ 20 € le gramme. Vendu sous l'appellation de 3-MMC, mais peut-être une autre cathinone, le plus souvent de la 2-MMC ou 3-CMC.
Héroïne		Prix courant : 40	Certains fours en Seine-Saint-Denis et dans les Yvelines proposent des conditionnements de 20 € correspondant à 0,5 g environ.

Produits		Prix (en €)	Commentaires
Médicaments opioïdes revendus	Méthadone (fiole de 60 mg, gélule de 40 mg)	Prix courant : 5	Le prix varie en fonction de la disponibilité et peut grimper jusqu'à 10 € un jour de pénurie.
	Sulfates de morphine (Skenan®) (gélule de 100 mg)	Prix courant : 5	Le prix varie en fonction de la disponibilité et peut grimper jusqu'à 10 €
	BHD (Subutex®) (comprimé de 8 mg)	Prix courant : 2 à 5	Le prix varie en fonction du lieu de revente et des affinités entre client et revendeur
Autres médicaments psychotropes	Prégabaline (Lyrica®) (comprimé)	Prix courant : 2,5	La forme la plus citée est le comprimé de 300 mg. Le produit se trouve également en marché de rue dans le 77, 78 et 93
	Clonazépam (Rivotril®) (Comprimé de 2 mg)	Prix courant : 2 à 3	Le prix varie en fonction du client et de la disponibilité du produit. Le produit se trouve également en marché de rue dans le 77, 78 et 93
GBL (fioles de 50 ou 100 ml)			Très peu de mentions en 2024. Sur internet, celui-ci est de 60 à 150 € le litre.
LSD (buvard, goutte)		10	Une unité se vend sous forme de "buvard" (petit carton imprégné de LSD) ou sous forme liquide dont une goutte équivaut à une dose.
Amphétamine/speed		10 à 15	Le produit semble un peu plus disponible. La vente est assurée en majorité par des usagers-revendeurs
Méthamphétamine		Prix courant : 100 Prix bas : 70 Prix haut : 150	Les prix semblent avoir légèrement baissé cette année

Prix exprimés en € et pour 1 gramme (noté g.), sauf mention contraire.

Pour les substances n'apparaissant pas dans ce tableau, le faible nombre de transactions rapportées et/ou l'absence de marché installé ne permettent pas d'établir un prix courant (prix le plus fréquemment rapporté). C'est le cas notamment des médicaments tels que le zolpidem (Stilnox®) ou le tramadol.

(Sources : ethnographie, entretiens collectifs)

Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine

Poursuite de la politique de dispersion et mobilité forcée des usagers et revendeurs dans le contexte des Jeux olympiques et paralympiques de Paris (JOP)

La dispersion des usagers, mode de gestion des conflits et d'occupation de l'espace public

L'Île-de-France, principalement Paris et la Seine-Saint-Denis, a accueilli les Jeux Olympiques (du 26 juillet au 11 août) et Paralympiques (du 28 août au 8 septembre). Cet événement international majeur a suscité une large gamme de réactions au sein de la population, allant de l'enthousiasme au franc rejet. Alors que les partisans des Jeux y voient une occasion d'améliorer l'image de la France à l'international, de renforcer la cohésion sociale et d'encourager l'activité sportive, ses détracteurs pointent les importantes dépenses publiques occasionnées, ainsi que les retombées sociales, environnementales et démocratiques négatives de cet événement⁴⁷. Pour ces derniers, l'accueil des Jeux est l'occasion pour les pays hôtes d'accélérer des politiques de renouvellement urbain au détriment des classes populaires, de tester et pérenniser des dispositifs sécuritaires et d'offrir au monde la vision d'un espace public pacifié et débarrassé de catégories de population catégorisées « indésirables »^{48,49} par les pouvoirs publics : personnes précaires, exilées, usagers de drogues.

À Paris, les controverses liées à la visibilité des usagers de drogue – plus particulièrement de crack – dans l'espace public ne datent pas des Jeux Olympiques. La politique des drogues en France est fondée sur la loi du 31 décembre 1970, qui « *définit les populations consommatrices de drogues sous le double statut de malades et délinquantes, les plaçant dans la cible de modèles institutionnels disparates et concurrents qui visent tant à le soigner qu'à le punir* »⁵⁰. La tension entre ces deux approches se retrouve dans l'un des dispositifs récents structurant les politiques publiques en matière de drogues, le Plan Crack, adopté en mai 2019 par la préfecture d'Île-de-France et de Paris, la préfecture de police de Paris, la Ville de Paris, l'Agence régionale de santé Île-de-France et la MILDECA⁵¹. Si ce plan a permis

⁴⁷ Collectif Le revers de la médaille, *Rapport final*, Collectif Le revers de la médaille, 2024.

Le collectif Le revers de la médaille est une fédération d'une centaine d'associations intervenant auprès des personnes en situation de rue ou en habitats précaires.

⁴⁸ Sebillotte, O., « Il ne faut pas que les touristes nous voient... Les JO et l'invisibilisation des personnes migrantes à la rue », *Les Temps qui restent*, vol. 2, n° 2, 2024, pp. 87-117.

⁴⁹ Collectif Le revers de la médaille, « *Circulez, y'a rien à voir, un an de nettoyage social avant les JOP 2024* », Collectif Le revers de la médaille, 2024.

⁵⁰ Costa J., Wawrzyniak D., « Produire et réguler les espaces publics de la drogue. La gestion du problème public du crack et ses scènes ouvertes dans le Nord-Est parisien. », in Boucher M., Marchal H., *Déviance, délinquance et réactions sociales dans l'espace public. Entre résistance, contrôle et répression*, Le bord de L'eau Éditions, 2024.

⁵¹ Le « Plan crack », vise « à mieux coordonner et mieux mutualiser l'action menée par l'ensemble des acteurs en matière de lutte contre le crack. [...] Il propose une meilleure régulation de l'espace public et une politique coordonnée de réduction des risques et des dommages en faveur des usagers de crack et des polyconsommateurs en errance ». Ce plan se décline en 33 mesures opérationnelles articulées autour du renforcement des maraudes, l'accompagnement médico-social et la RdRD liés à l'usage de crack, l'hébergement, la mise à l'abri et la création d'espace de repos, ainsi que la réflexion sur des espaces de consommation

d'allouer des moyens supplémentaires à l'approche sanitaire et sociale, il a aussi permis de consolider l'approche sécuritaire, par un renforcement de la présence policière sur la voie publique et de la lutte contre le trafic. En 2024, ce déploiement a permis « *d'empêcher toute réimplantation d'une scène de consommation de grande ampleur comme celle de Forceval* »⁵², évacuée en octobre 2022⁵³.

Un dispositif policier inédit a ainsi été déployé sur l'ensemble du territoire parisien et en proche banlieue, afin d'éviter toute réinstallation, d'autant moins souhaitable dans le contexte de forte visibilité internationale liée aux Jeux Olympiques. « *Le problème du crack sera réglé avant les Jeux* » avait déclaré Laurent Nuñez en février 2024. « *Actuellement, dans le métro, j'ai 125 patrouilles tous les jours. Pendant les Jeux, j'en aurai 700, quasiment cinq fois plus. Et évidemment, nous interviendrons pour éviter que ces individus ne viennent perturber, pour les disperser, comme nous le faisons déjà, mais à la puissance cinq.* »⁵⁴

Cette politique d'éviction est facilitée par les arrêtés anti-regroupement d'utilisateurs de crack, publiés depuis avril 2023 par la Préfecture de Paris⁵⁵. Ces arrêtés interdisent les regroupements de personnes « sous l'emprise », « en manque » de cocaïne base ou « se comportant comme tels » dans certains secteurs de Paris et de la Seine-Saint-Denis (St Denis, Aubervilliers, St Ouen). Concernant initialement 46 « secteurs » (rues, avenues, impasses, places...), la zone concernée s'est élargie au fil du renouvellement des arrêtés jusqu'à couvrir 68 secteurs en juin 2025.

À ces dispositifs sont venues s'ajouter les opérations « place nette », puis « place nette XXL » lancées par Gérald Darmanin, alors ministre de l'Intérieur, au dernier trimestre 2023. Cette nouvelle politique de « lutte contre la délinquance » visant plus particulièrement le trafic de stupéfiants se traduit par des opérations policières de grande ampleur ciblant les trafiquants et les points de vente dans les secteurs catalogués « difficiles » des grandes agglomérations françaises⁵⁶.

Tout au long de l'année 2024, ces dispositifs ont pérennisé, voire accentué, la dispersion forcée des usagers de drogues déjà décrite les années précédentes. Ces derniers ont subi des mobilités intra-urbaines (au sein de Paris et des villes limitrophes) entre différentes villes, voire même vers d'autres pays.

supervisée. Il est consultable ici : <https://www.iledefrance.ars.sante.fr/lutte-contre-la-consommation-de-crack-en-ile-de-france>

⁵² Préfecture de la région Île-de-France, Préfecture de Paris, Agence régionale de santé IDF, la préfecture de police de Paris, Ville de Paris, Parquet de Paris, Communiqué de presse : *Lutte contre le crack : bilan et perspectives*, Préfecture de la région Île-de-France, 4 février 2025, consultable ici : https://www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france/irecontenu/telechargement/124702/922799/file/04.02.2025_CP_COPIL_crack.pdf

⁵³ Cf. « Le démantèlement de Forceval : entre épargillement et retour vers les structures », in Lovera M., Juszczak E., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2022*, Oppelia Charonne/OFDT, 2023, pp 15-17.

⁵⁴ Cf. « Crack à Paris : Laurent Nuñez assure que "le problème sera réglé avant les Jeux" », RMC-BFM-TV, 9 février 2024, consultable ici : https://rmc.bfmtv.com/actualites/police-justice/crack-a-paris-laurent-nunez-assure-que-le-probleme-sera-regle-avant-les-jeux_AV-202402090217.html

⁵⁵ Cf. « Dispersion et mobilité forcée permanente pour les usagers », in Juszczak E., Lovera M., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2023*, Oppelia Charonne/OFDT, 2024, pp 23-24.

⁵⁶ « *L'unité d'investigation nationale et les opérations « place nette », deux dispositifs pour renforcer la sécurité du quotidien* », site de la Police nationale, 17 janvier 2024, consultable ici : <https://www.police-nationale.interieur.gouv.fr/actualite/lunité-d'investigation-nationale-et-operations-place-nette-deux-dispositifs-pour-renforcer>

Dispersion des usagers et revendeurs dans Paris et ses abords

Depuis plusieurs décennies les scènes de consommation et de revente du nord-est parisien se déplacent, notamment au gré des opérations des forces de l'ordre^{57,58}. Cette année, les déplacements ont eu lieu le long du canal St Denis, à la frontière de Paris et d'Aubervilliers. Malgré de nombreuses interventions policières, les scènes se sont systématiquement recomposées dans le même secteur quelques semaines plus tard et se sont stabilisées autour de deux grands pôles : la forêt linéaire devant le centre commercial « Le Millénaire » et le canal reliant Saint-Denis à la Porte d'Aubervilliers, au niveau de la station Aimé Césaire.

D'abord regroupés dans le secteur du Millénaire (forêt linéaire et abords du centre commercial), les consommateurs ont été dispersés au printemps 2024. À l'été, la scène s'est implantée le long du canal Saint-Denis au niveau de la station Aimé Césaire. Le canal Saint-Denis constituant un itinéraire privilégié reliant Paris au Stade de France (où plusieurs épreuves Olympiques se sont déroulées), la scène d'Aimé Césaire a été démantelée le 17 juillet 2024. L'arrêté d'expulsion mentionnait explicitement les Jeux Olympiques⁵⁹ et de grands blocs de béton ont été installés afin d'empêcher toute réinstallation. Après son expulsion, la scène s'est une nouvelle fois recomposée à la forêt linéaire, où elle a perduré jusqu'à la fin de l'année. Ce déplacement s'est accompagné d'une modification profonde de la scène. Alors qu'à Aimé Césaire il s'agissait plutôt d'un campement de fortune d'exilés avec des consommations peu visibles, à la forêt linéaire, consommateurs et vendeurs de crack sont nombreux, visibles et d'une plus grande diversité d'âge et socioculturelle⁶⁰.

Dans le centre de Paris, la scène a subi une transformation majeure par rapport aux années précédentes : alors que consommateurs et vendeurs se retrouvaient notamment dans les stations de métro des lignes 8 et 9, autour de la station Bonne Nouvelle, l'important dispositif policier appuyé par la vidéosurveillance et du mobilier dissuasif a chassé les usagers à l'extérieur des transports. Ceux-ci se retrouvent désormais pour acheter, consommer, sociabiliser dans les environs des Halles. Des plans éphémères de vente de crack sont déjà décrits dans ce quartier dès les années 80⁶¹. Plus récemment, le dispositif TREND rapporte également des scènes de revente et consommations de divers produits, notamment le cannabis et les médicaments, dans ce quartier⁶². Cette année, entre 30 et 40 usagers trouvent ainsi refuge dans des tunnels du quartier, où on peut trouver quelques matelas et installations de fortune pour cuisiner.

⁵⁷ « Visibilité des usagers de crack dans l'espace public et mobilité », in Cadet-Taïrou A., Jauffret-Roustide M., Gandidhon M., Dambélé S., Jangal C., *Étude Crack en Île-de-France*, Inserm/OFDT, 2021, pp 57-62.

⁵⁸ Costa J., Wawrzyniak D., *op. cit.*

⁵⁹ « (...) que ces campements sont pour partie installés sur la piste cyclable créant un obstacle à la fluidité de la circulation et un danger pour les usagers de la voie et les piétons : qu'une fréquentation accrue de ce périmètre par les riverains est attendue en raison de la période estivale et des Jeux Olympiques et Paralympiques : qu'il existe des risques importants de noyade en raison de l'état d'une partie des occupants des campements qui se trouvent sous l'emprise de stupéfiants : que depuis le mois de février 2024 (...) », Cf. Arrêté n° 2024-1006 du 16 juillet 2024 portant évacuation des occupants de campements irrégulièrement installés sur les berges du canal de Saint-Denis à Aubervilliers.

⁶⁰ Cf. « La forêt linéaire, principale scène de regroupement d'usagers en 2024 », page 33 de cette note.

⁶¹ « À la différence des marchés privés ou semi-privés relativement sécurisés et stables qui prenaient place au sein des squats, on assiste à la fin des années 1980 à l'émergence des « plans » d'approvisionnement du crack qui se greffent à des minimarchés ouverts de détail, plus ou moins établis et mobiles dans l'espace public. On nous a fait référence, par exemple, à « Strasbourg-Saint-Denis », à « Châtelet » et aux « Jardins des Halles », où « le lien s'y faisait par la précarité », d'après un de nos interlocuteurs de la police. », in: Costa J., Wawrzyniak D., *op. cit.*

⁶² Cf. « Le trafic », in Pfau G., Pecquart C., *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2010. Tendances récentes sur le site de Paris*, Association Charonne/OFDT, 2011, p. 38.

« Il y a la RATP Sûreté et une entreprise privée qui fait de la sécu. Il y a des caméras partout. Pour le Revers de la Médaille, on avait fait une vidéo pour le CAARUD, et moi dans ma vidéo, à un moment, je montre la caméra du doigt. En une minute, il y a des flics qui sont descendus. Du coup, je pense qu'ils avaient vu que je filmais et que je montrais. Ils sont au taquet sur les caméras du métro. » (Intervenante en CAARUD, Paris, 2024)

« Ils se sont vraiment donné les moyens pendant deux mois. Ça faisait longtemps qu'ils harcelaient fort. Les quais de métro de la 9 n'ont pas été réinvestis. » (Intervenant en CAARUD, Paris, 2024)

Dispersion interurbaine des usagers au sein de l'Île-de-France

Outre ces déplacements au sein de Paris et des villes limitrophes, des intervenants de structures médico-sociales de Seine-et-Marne, Yvelines et d'Essonne ont indiqué l'arrivée de nouvelles populations fréquentant les scènes de drogues parisiennes dans leur file active cette année. Ils établissent un lien de causalité entre ces récentes arrivées et les Jeux Olympiques.

Des intervenants de Melun et d'Évry évoquent par exemple l'arrivée récente de groupes d'hommes originaires du Maghreb, précaires, consommateurs de médicaments.

À Melun, nous avons de la chance et de la malchance d'être une ville préfecture. Notre bassin de population se renouvelle donc de manière assez régulière. Avec l'arrivée des JO cet été, on a eu, les mois d'avant et on continue d'avoir toute une population migrante qui avait été sortie de Paris. Il y a quelques années, il n'y avait pas encore les substances types Lyrica, etc. On en voit énormément en ce moment, en lien avec cette population qui a été sortie du lieu où elle vivait auparavant. (Intervenant en CAARUD, Seine-et-Marne, 2024)

On a eu un peu comme Melun - ville préfecture aussi pour Évry - on a aussi eu un peu l'effet JO avec des fan-zones ou autres qui font qu'effectivement, on a eu un « arrivage » – c'est très moche comme je le dis, de façon que ce sont des marchandises, c'est horrible – mais en tout cas une « arrivée » de populations qui venaient du nord de Paris. On a aussi tout un pan, notamment sur Évry, de migration nord-africaine. Et là, je rebondis sur ce qui a été dit tout à l'heure, mais « Dame Courage », on l'a entendu aussi nous. C'est quelque chose qu'on a identifié plusieurs fois cette année. (Intervenant en CSAPA, Essonne, 2024)

Des témoignages d'usagers et de vendeurs ayant sciemment choisi de s'éloigner de Paris du fait de la forte présence policière ont également été recueillis. Un usager-revendeur rencontré dans un CAARUD du nord-est parisien explique ainsi avoir modifié ses lieux de vente de crack à partir du mois de juillet, dissuadé par la présence policière.

Dès le début des JO, j'ai tout bloqué. J'ai pas arrêté la totalité mais j'allais sur [une ville du 95], je revenais plus sur Paris. Trop de police, trop de police. Même moi des fois j'allais voir des amis ou des femmes que je connais dans le périmètre de Paris, et sans rien sur moi hein, quand je voyais le déploiement de police qu'il y avait....Maintenant malheureusement c'est fini les JO. C'est à nous les JO maintenant ! (rires) (Usager-revendeur, 52 ans, logement autonome, 2024)

Des mouvements internationaux

Enfin, certaines populations ont choisi de quitter le territoire français pendant la période estivale. Les acteurs d'application de la loi, du champ sanitaire et les responsables d'observations espace urbain ont rapporté le départ de certains vendeurs et usagers en Italie et en Espagne. Une soignante d'un hôpital parisien a pour sa part constaté une diminution des mineurs non accompagnés dans sa patientèle :

« Il y a eu les Jeux olympiques. Ça a bien poussé la population, mais pas uniquement les crackers. Les mineurs non accompagnés sont pas mal partis de France. Ils sont peut-être allés en Espagne, en Allemagne ou en Suisse, et ils ne reviennent pas beaucoup. » (Médecin psychiatre, Paris, 2024)

Conséquences sur le quotidien des usagers et sur la disponibilité des produits

La politique de dispersion des consommateurs, qui s'est poursuivie voire accentuée dans le contexte des Jeux Olympiques de Paris, s'est accompagnée de conséquences physiques, psychologiques et sociales pour les usagers de l'espace de la marginalité urbaine.

Conséquences directes et indirectes de l'activité des forces de l'ordre

Comme l'année précédente, les intervenants médico-sociaux du nord-est parisien et de Seine-Saint-Denis ont quasi unanimement souligné une fréquence accrue des fouilles et des contrôles d'identité, avec pour conséquence une augmentation des interdictions de paraître, des interpellations, des comparutions immédiates, des obligations de quitter le territoire français (OQTF) et des placements en centre de rétention administrative (CRA).

L'important dispositif policier et l'objectif d'éviter toute réinstallation ont entraîné de nombreuses violences policières, décrites par les intervenants des CAARUD et les usagers et confirmées par les observations de terrain : violences verbales, physiques, destruction de matériel de réduction des risques (matériel de consommation de drogues, préservatifs) et d'effets personnels.

« À un moment donné, la scène était au niveau du métro Aimé Césaire. On croisait la police du 93 d'Aubervilliers, qui était à cheval. C'était assez impressionnant. Ils les chargeaient et les repoussaient vers Paris (...). Les flics nous ont dit eux-mêmes qu'il y avait une guerre des polices et qu'ils se renvoyaient la balle. » (Intervenant en CAARUD, Seine-Saint-Denis, 2024)

« On va en maraude tous les jours. Tous les jours, on nous disait "la veille, à trois heures du matin, ils sont arrivés, ils ont gazé, ils ont volé toutes les affaires des gens." Au-delà de casser le doseur, ils volaient l'argent, ils cassaient les téléphones, des insultes racistes, [...] tous les jours. » (Intervenante en CAARUD, Paris 2024)

La police est toujours présente, à distance. Les forces de l'ordre interviennent régulièrement de façon violente pour disloquer les groupes. Ils harcèlent les consommateurs, cassent les tentes et le matériel de RDR. (Extraits des notes ethnographiques, 2024)

D'après des intervenantes CAARUD, les voitures de la brigade du 93 passaient à toute allure entre des tentes très denses « ils auraient pu tuer quelqu'un ». « Les policiers rentraient dans les tentes, et prenaient ce qu'ils voulaient, dont des effets personnels des consommateurs : cigarettes, pulls, argent... » (Extraits des notes ethnographiques, 2024)

En revanche, le centre de Paris semble avoir été épargné par ces violences observées dans le Nord-Est parisien, à la surprise des professionnels :

« Il se passait un truc sur les Halles. Ils se faisaient évacuer de certains endroits et le conseil bienveillant [de membres des forces de l'ordre], c'était : allez sur les Halles, vous serez peu plus tranquilles. » (Intervenante CAARUD Paris)

« Il y a eu l'effet Jeux Olympiques parce qu'en fait, Les Halles, c'est devenu l'endroit sympa où les zonards pouvaient zoner gentiment et étaient juste contrôlés gentiment par des flics en vacances. C'était assez étonnant. La situation a duré un mois ou deux. "Bonjour messieurs dames, comment ça va ?" "Je suis défoncé." Les fumeurs de crack pouvaient traîner dans les jardins, sans être trop embêtés. » (Intervenant CAARUD Paris)

Outre l'exposition à ces violences directes, cette politique d'éviction entraîne également des conséquences plus indirectes pour les consommateurs : blessures liées à la marche excessive, éloignement des réseaux de solidarité, des structures de réduction des risques et des structures d'accès aux droits et aux soins dans lesquelles des démarches peuvent être entamées.

Et au niveau santé somatique, le fait que souvent, ils sont évincés de certains endroits, ils doivent se déplacer, retrouver leurs potes, etc. Les problèmes de pieds, avec les intempéries, les pieds humides, ils marchent, ils marchent, ils marchent. (Intervenante en CAARUD Paris, 2024)

Certains CAARUD ont également déploré des diminutions importantes de leurs files actives pendant la période estivale : à l'Espace de repos Porte de la Chapelle, le nombre de passage quotidien a par exemple diminué de 20 % (30 à 40 usagers en moins par jour). Selon les intervenants, certains usagers réduisaient leur fréquence de passage, d'autres restaient à la forêt linéaire, dissuadés par la forte présence policière dans ce quartier accueillant des épreuves olympiques. Ces mesures visant à assurer la tranquillité publique compliquent ainsi le travail des intervenants de réduction des risques en éloignant des usagers particulièrement marginalisés du soin et du droit commun.

Des perturbations de la disponibilité/accessibilité de certains produits mais pas de pénurie

Une baisse de la disponibilité/accessibilité de certains produits a été rapportée, notamment pendant la période estivale. Les points de vente de cocaïne chlorhydrate à Barbès ont par exemple cessé d'être actifs pendant l'été. Sur les scènes de vente et de consommation de médicaments opioïdes autour de Gare du Nord, une diminution de la disponibilité/accessibilité du Skenan® a été rapportée cet été. La fermeture de cabinets médicaux et pharmacies pourrait avoir eu un rôle dans cette pénurie estivale passagère, comme déjà observé auparavant⁶³. Concernant le crack, aucun des usagers et intervenants rencontrés n'a parlé de « pénurie » mais plusieurs ont signalé une difficulté accrue à trouver du produit à Paris, ainsi qu'une baisse de sa qualité :

« [Pendant les JO], bah ouais, il y a tous les modous qui ont arrêté de vendre, moi j'en ai connu, ils se sont même remis à revendre des tours Eiffel. Tellement ça sentait la merde. [...] Il y en avait bien sûr, mais c'était très compliqué. Et puis le caillou était de super mauvaise qualité. » (Homme, 42 ans, SDF, polyconsommateur)

Certains sites de vente historiques, comme le quartier de Stalingrad, n'étaient plus actifs en journée. Les vendeurs identifiés par les usagers étaient moins visibles, certains étaient en prison, d'autres avaient arrêté la vente de crack, d'autres encore avaient quitté Paris. Dans ce contexte particulier, les pratiques de vente ont évolué⁶⁴ : usagers et intervenants (champs de l'application de la loi et médico-social) ont noté une augmentation du prix de la « galette » (en moyenne 15-20 € contre 10 à 15 € les années précédentes). En l'absence des vendeurs traditionnels, davantage d'usagers ont vendu une partie de leur produit. Certains dealers ont livré directement sur les lieux d'hébergement des usagers, d'autres ont refusé de livrer dans Paris.

« Sur les réseaux cryptés de communication et sur WhatsApp, des messages disaient : Bonjour à tous, on ne fera pas de livraisons dans Paris, à tel endroit. Merci de prendre les dernières lignes de RER où nous viendrons vous livrer. Il y avait tellement de policiers au mètre carré que les dealers informaient leurs clients qu'ils ne viendraient pas. » (Participante au groupe focal application de la loi, Seine-Saint-Denis, 2024)

⁶³ « Le prix le plus courant pour une gélule de Skénan 100 mg est de 5 €. Celui-ci peut varier selon la disponibilité du produit, le prix le plus bas rapporté est de 3 €, tandis que celui-ci peut monter très haut en cas d'absence de produit en circulation, comme c'est le cas en juillet et août ainsi que les week-ends, ou sur les lieux de deals où le Skénan est moins implanté comme à la Rotonde. », in: Lovera M., Note ethnographique n°1 espace de la marginalité urbaine Paris 2018, TREND Île-de-France, Association Charonne/Observatoire français des drogues et toxicomanies, septembre 2018 [non publiée], p. 18.

⁶⁴ Cf. « Un marché du crack toujours instable », page 17 de cette note.

En Seine-Saint-Denis, pourtant lieu d'accueil d'épreuves des Jeux Olympiques, l'importante présence policière et les opérations « place nette » ne semblent pas avoir affecté la disponibilité des produits :

« On avait pas mal d'inquiétudes. Il y a deux moments dans l'année où on s'est un peu questionné et inquiété. C'était avant « place nette ». [...] Les usagers ont rapporté pas mal de présence policière, pour autant, ça a eu peu d'efficacité sur la disponibilité des produits. Ils ont notamment muré un plan pour le fermer. C'est ce qu'une consommatrice régulière nous a rapporté. Au final, le produit se vendait très bien 300 m plus loin. Du coup, « place nette » n'a pas eu beaucoup d'impact. » (Intervenant CAARUD Saint-Denis, 2024)

« Les JO, c'était interpellation, fouilles, tous les jours devant le CAARUD. Les gars, ils sont tellement habitués, ils reviennent le lendemain. Ils ont toujours du produit. [...] Même nous, on sait où il est mais les flics ne le trouvent jamais. [...] Même malgré la forte présence policière, la conso n'a pas bougé du tout. Un peu plus calme quand même, parce qu'on était centrés sur les JO. » (Intervenante CAARUD Paris, 2024)

Après les JO, un rapide retour « à la normale »

À la fin de la période des Jeux Olympiques, les produits retrouvent leurs disponibilités passées, comme en témoignent usagers et acteurs d'application de la loi :

« Après les JO, nous enregistrons une recrudescence dans tous les secteurs historiques, que ce soient la Porte de la Chapelle, Rosa Parks, la forêt linéaire sud, la forêt linéaire nord ou Stalingrad. Les vendeurs sont revenus d'Espagne et d'Italie. » (Participant au groupe focal application de la loi, Paris 2024)

« Depuis [la fin des JO], que ce soit les plans de coke ou que ce soit le caillou... enfin si tu trouves du caillou de mauvaise qualité, c'est vraiment que tu connais rien... parce que, que ce soit la forêt, enfin la jungle comme ils appellent ça, que ce soit ici, que ce soit Colonel Fabien à partir de 18 heures que ce soit Porte de la Chapelle à partir de 17 heures, que ce soit sous le pont jusqu'à point d'heure, que ce soit Stalingrad jusqu'à 4 heures du matin, il n'y a que du bon produit. » (Homme, 42 ans, SDF, polyconsommateur)

À Paris, malgré une importante communication des pouvoirs publics autour de l'objectif annoncé de « régler le problème du crack avant les Jeux olympiques », « les usagers de crack n'ont pas disparu avec les Jeux olympiques »⁶⁵. La politique d'éviction des usagers, appuyée cette année par un déploiement massif des forces de l'ordre et des dispositifs réglementaires inédits n'a pas eu d'impact positif majeur, outre la dispersion des usagers et vendeurs dans d'autres zones à proximité, selon une logique de « vases communicants » observée depuis plusieurs décennies⁶⁶.

⁶⁵ « Drogues : à Paris, les usagers de crack n'ont pas disparu avec les Jeux olympiques », *Le Monde*, 19 novembre 2024, consultable ici : https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/11/19/drogues-a-paris-les-usagers-de-crack-n-ont-pas-disparu-avec-les-jeux-olympiques_6401995_3224.html

⁶⁶ Cadet-Taïrou A., Jauffret-Rousteide M., Gandilhon M., Dambélé S., Jangal C., *Synthèse des principaux résultats de l'étude Crack en Île-de-France*, Inserm/OFDT, 2021, p. 3.

La perception différenciée des JOP selon usagers, intervenants RdRD et services d'application de la loi

En 2024, les données qualitatives collectées ont montré des intervenants de RdRD marqués par les Jeux Olympiques. Cette perception négative des Jeux et de leurs impacts s'appuie sur les éléments objectifs (housse des contrôles, des interpellations, des placements en centres de rétention, de violences policières particulièrement marquées). Si les professionnels rencontrés ont quasi systématiquement évoqué les Jeux Olympiques et leurs impacts négatifs, rares sont en revanche les usagers qui y ont fait référence spontanément. Pour ces derniers, les ruptures chronologiques marquantes ayant déstructuré leur organisation quotidienne semblent plutôt être les confinements de 2020-2021 (restrictions de circulation, difficultés pour faire la manche) et l'évacuation du square de Forceval en 2022 (disparition d'un point fixe et permanent de vente de crack). Il ne faut cependant pas en conclure que la gestion répressive des consommations et trafics de drogues en 2024 a été anodine pour les consommateurs : plusieurs d'entre eux ont déclaré des difficultés à trouver du produit et certains ont modifié leurs pratiques d'approvisionnement et de revente. En revanche, les événements de cette année semblent pour eux s'insérer dans une continuité. Interactions violentes avec les forces de l'ordre, mobilités forcées, points de vente instables et mouvants sont en effet habituels pour les consommateurs, notamment depuis l'évacuation de Forceval.

Pour les acteurs d'application de la loi rencontrés cette année à Paris et en Seine-Saint-Denis, les Jeux Olympiques ont représenté une « parenthèse enchantée », pour reprendre des propos rapportés dans le groupe focal Application de la loi. Ces derniers ont fait état d'un espace public saturé par la présence policière et donc pacifié, ainsi que d'un ralentissement de l'activité, matérialisé par la baisse d'interpellations et de condamnations de vendeurs de stupéfiants.

*« C'était peace and love. Nous n'avons rien eu à faire. Il y avait des bleus partout. »
(Magistrat, Seine-Saint-Denis, 2024)*

« Pendant les JO, la présence policière atteignait la saturation. Elle était partout, personne ne bougeait une oreille ». (Fonctionnaire de police, Seine-Saint-Denis)

La forêt linéaire, principale scène de regroupement d'usagers en 2024

Un site dissimulé des regards... sous surveillance policière

Dans la lignée des scènes d'envergure des années précédentes (la Colline, Porte d'Aubervilliers, Jardins d'Éole, Forceval), la forêt linéaire est en 2024 l'un des principaux lieux de visibilité du crack dans l'espace public, identifié à la fois par les consommateurs, les intervenants médico-sociaux, les acteurs d'application de la loi, les collectifs de riverains et les médias. Cette zone boisée se développe de part et d'autre du périphérique sur 3 km entre la porte de la Chapelle et la porte de la Villette dans le 19^e arrondissement de Paris, à proximité de la station Rosa Parks (RER E) et Canal Saint-Denis (Tram 3b). À la frontière de Paris et d'Aubervilliers (93), elle se compose de deux parties distinctes. D'un côté, la forêt linéaire nord est un espace vert délimité par des grilles comportant des zones boisées, une prairie et une mare. Ce parc, fermé au public depuis décembre 2023, est bordé par le bassin d'Aubervilliers, et le Canal Saint-Denis. De l'autre côté du boulevard périphérique, la Forêt linéaire sud, située le long de la rue Émile-Bollaert, est un chemin forestier qui relie le canal Saint-Denis aux espaces verts de la porte d'Aubervilliers.

L'installation d'une scène ouverte⁶⁷ de consommation et de vente de crack à la forêt linéaire a pour la première fois été décrite dans le rapport TREND 2023⁶⁸. Comptant initialement quelques groupes de consommateurs, la scène a été une première fois évacuée au printemps 2024, puis réoccupée en plus grand nombre en juillet 2024, suite à l'expulsion de la scène Aimé Césaire, à 1,5 km au Nord le long du canal⁶⁹. On y dénombrait à l'été et l'automne une centaine de consommateurs. Malgré une présence policière quasi-permanente (cars de CRS stationnés sous le pont du périphérique, à la jonction de la partie nord et la partie sud de la forêt, passages fréquents de véhicules de la police nationale et municipale) parfois accompagnée de violences⁷⁰, la présence des consommateurs a été tolérée dans cette zone pendant les Jeux Olympiques.

Sur la scène ouverte limitrophe de Paris Aubervilliers, je dirais même que les JO ont eu un effet plutôt bénéfique. Tout le monde était parqué au même endroit. Les flics préféraient les avoir sous la main. On voyait 100 personnes par jour. Mais à part ça, on n'a vu aucune différence. (Intervenant en CAARUD, Seine-Saint-Denis, 2024)

Cette relative tolérance pourrait s'expliquer par une volonté d'exercer une forme de surveillance, de contrôle, et de pacification de l'espace public en rassemblant ces groupes marginalisés dans un lieu à l'écart des riverains. En effet, à l'inverse d'Aimé Césaire, située le long d'un itinéraire fréquenté par les touristes se rendant sur les sites des Jeux Olympiques, la forêt linéaire se situe dans une zone peu touristique et à distance des habitations. À proximité immédiate du site, on trouve uniquement des complexes commerciaux (centre commercial Le Millénaire), des locaux à usage professionnel (services centraux du ministère de la Justice, BNP Paribas) et quelques joggeurs courant le long du canal.

Une scène de consommation et de vente, mais non résidentielle

À la différence des scènes telles que la Colline et Forceval, cette nouvelle scène est marquée par son caractère non résidentiel. Seule une cabane de fortune, faite de bois, de tôles et de bâche et abritant selon les usagers des activités prostitutionnelles y était visible, mais elle a été retirée par les forces de l'ordre à l'automne 2024. Les forces de l'ordre empêchent en effet les consommateurs de s'installer : seules une ou deux tentes sont montées épisodiquement, dissimulées par des herbes hautes. Quelques stands de biens de consommation sont situés à plusieurs endroits du parc, notamment à l'Agora, point le plus haut du parc constitué de bancs en cercles. On peut y acheter des boissons alcoolisées ou non, des briquets, des recharges de gaz, du gel hydroalcoolique, des mouchoirs, des pipes à crack... mais pas de nourriture, contrairement aux grandes scènes précitées.

Les antennes mobiles des associations de réduction des risques et Unité d'Assistance aux Sans-Abri (UASA)⁷¹ interviennent quotidiennement et de manière concertée. Les équipes des CAARUD en antenne mobile distribuent du matériel, en écrasante majorité, des kits crack (doseurs, filtres, embouts), complétés parfois par des kits contenant préservatifs, lubrifiants et lingettes nettoyantes,

⁶⁷ Les scènes ouvertes désignent des fractions de l'espace public où des transactions et des usages de drogues s'effectuent à la vue des passants et des riverains. Cf. Gérome C., « L'espace de la marginalité urbaine », *Guide méthodologique du dispositif TREND*, Observatoire français des drogues et des toxicomanies, 2020, p. 18.

⁶⁸ Cf. « Émergence d'une nouvelle scène ouverte à l'été 2023 », in Juszczak E., Lovera M., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2023*, Oppelia Charonne/OFDT, 2024, p. 25.

⁶⁹ Cf. « Poursuite de la politique de dispersion et mobilité forcée des usagers et revendeurs dans le contexte des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris (JOP) », page 26 de cette note.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Crée en 2004, l'UASA de la Ville de Paris se compose d'agents de Police municipale et de travailleurs sociaux qui interviennent en équipe mixte 7j/7 auprès des personnes sans domicile fixe et/ou en errance.

distribuées aux femmes. Des binômes de travailleurs sociaux maraudent également à pied dans le parc ou le long du chemin forestier. Ils prennent des nouvelles des consommateurs présents, dont une partie ne fréquente pas les CAARUD, font un point sur une démarche ou encore orientent si nécessaire les personnes vers des structures sociales ou sanitaires. Parallèlement aux forces de police, des acteurs privés participent à la régulation de la scène : BNP Paribas et d'autres entreprises ont embauché en novembre 2024 des vigiles pour escorter les salariés le long du trajet qui les mène de leur lieu de travail à la gare RER Rosa Parks⁷². Les vigiles sont également présents à intervalles réguliers le long du parcours de 7h30 à 22h. La présence d'acteurs de sécurité privée avait déjà été observée sur la scène du Jardin d'Eole⁷³ et s'inscrit dans une tendance plus large de participation de personnes privées aux missions de sécurité publique⁷⁴.

Une population particulièrement précaire

Les intervenants croisent environ 100 personnes à chaque passage. Le lieu attire une population variée de consommateurs de crack, en immense majorité précaire⁷⁵, sans logement et sans travail légal, portant les stigmates de la vie à la rue (vêtements sales, déchirés, traces de violences visibles sur le corps). Certains peuvent être hébergés mais préfèrent consommer sur place. Ils sont majoritairement polyusagers (alcool, cannabis, crack, médicaments) et consomment régulièrement. Au-delà de ces points communs, ces usagers présentent des profils variés : la majorité appartient entre 20 et 40 ans mais on y trouve des consommateurs d'une soixantaine d'années, des consommateurs exilés des pays d'Afrique subsaharienne, quelques personnes des Pays de l'Est. Une partie d'entre eux est sans-papiers et non francophone. 10 à 20 % de femmes sont présentes sur la scène. Selon les intervenants, elles ont en immense majorité été victimes de violences sexuelles et plusieurs d'entre elles s'impliquent dans des échanges économico-sexuels, notamment pour s'approvisionner en produits psychoactifs, dans la lignée des observations des années précédentes⁷⁶. Bien que la consommation de crack soit la plus visible, des éléments indiquent que d'autres produits sont consommés : des plaquettes de médicaments ont par exemple été retrouvées sur le site.

Sur cette scène, la santé physique des consommateurs est particulièrement dégradée. À plusieurs reprises cet automne, des usagers, épuisés par les consommations et la vie à la rue, ont fait des malaises aux abords des antennes mobiles, nécessitant l'intervention des pompiers. Les intervenants rapportent aussi une dégradation de la santé psychique des consommateurs :

⁷² « "Si quelqu'un m'attaque, il y a un agent de sécurité", des salariés accompagnés par des vigiles pour se rendre au travail », *France Info*, 15 novembre 2024, consultable ici : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/paris/reportage-si-quelqu-un-m-attaque-il-y-a-un-agent-de-securite-dans-le-quartier-rosa-parks-le-chemin-pour-aller-au-travail-sous-surveillance-3060676.html>

⁷³ Costa J., Wawrzyniak D., *op. cit.*

⁷⁴ Nicoud F., « La participation des personnes privées à la sécurité publique : actualité et perspectives », *Revue du droit public*, n° 5, 2006, pp. 1247-1273.

⁷⁵ Cf. « Définir les degrés d'insertion sociale des personnes », in Juszczak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFDT, 2022, p. 18.

⁷⁶ Cf. « Usages de drogues et échanges économico-sexuels », in Juszczak E., Lovera M., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2023*, Oppelia Charonne/OFDT, 2024, pp. 33-35.

« En maraude sur la Forêt, on observe quand même de plus en plus de manifestations de troubles psy. On sent qu'il y a une déconnexion avec la réalité, mais de plus en plus fréquemment. Ce n'est pas 15 personnes, mais je trouve que c'est de plus en plus visible, des personnes qui vont se mettre à parler toutes seules, à crier. Pour le coup, c'est normal. Les autres usagers ne réagissent pas. Ils ne s'inquiètent pas. C'est normal. Ça fait partie du décor. » (Intervenante en CAARUD, Paris 2024)

La géographie du site permet aux usagers de s'isoler ou consommer en petits groupes, arbres, bosquets et herbes hautes permettent de se dissimuler des regards.

C'est un point où il y a les modous, on se donne rendez-vous dans un parc, mais un parc bien caché, entre Aubervilliers et c'est le canal Saint-Denis, tu prends le tram, tu descends, et il y a un grand escalier, et il y a plein d'endroits de caches, de couloirs, voilà. (Usager, 49 ans, hébergé en hôtel à Paris 2024)

La consommation de crack est pourtant aisément visible et de nombreux usagers ne cherchent pas à se cacher pour consommer. Lieu de vente et de consommation, la scène est aussi un lieu de sociabilités. Des usagers s'y retrouvent en groupe, discutent, écoutent de la musique, boivent des bières, rigolent, s'invectivent. La nuit, certains se retrouvent autour de feux pour se réchauffer et s'éclairer. Certains passent plusieurs jours sur la scène, parfois sans dormir, tandis que d'autres y effectuent un passage rapide pour acheter. De nombreux usagers s'y approvisionnaient par exemple ponctuellement pendant la période estivale, lorsque le site de Stalingrad était inactif en journée.

Sur les scènes des années précédentes (la Colline, Eole, Forceval), il était possible de s'approvisionner en crack 24h/24 : des modous étaient présents en permanence, jouant un rôle de régulation plus ou moins marqué⁷⁷. Ce n'est pas le cas à la forêt linéaire, où la présence des vendeurs est plus irrégulière et joue un rôle moins structurant.

S'il peut s'agir d'un lieu de sociabilité où on se retrouve pour parler, se reposer, écouter de la musique, fumer, pour d'autres, la forêt est aussi identifiée comme un espace dangereux, où l'on peut être victime de vols et d'agressions.

Un usager, croisé en maraude à Stalingrad, racontait par exemple y avoir été agressé par trois usagers-revendeurs qui ont essayé de lui vendre du produit de mauvaise qualité. Devant son refus, l'ont « dépouillé » : « y en a un qui t'étrangle, l'autre qui te tient les mains dans le dos, le troisième qui te fouille ». « Ils m'ont déchiré mon pantalon, trouvé 10 balles dans ma chaussette et 10 balles dans mon sac. Ils m'ont pris mes papiers. » « Quand les modous sont là, on est tranquille, c'est quand ils ne sont pas là que tu te fais dépouiller : les gars essaient de te vendre de la merde et si tu refuses, ils te dépouillent. Ça craint là-bas, je n'y vais plus ». Pour un autre usager arrivé récemment à Paris, le lieu est associé aux consommateurs dans un état très dégradé, « Walking Dead », à la « décadence » par opposition à Stalingrad « un endroit sûre, y a pas de galère ». (Extrait note ethnographique marginalité urbaine, Paris 2024)

⁷⁷ Cf. « De la Colline au square Forceval : énième déplacement de la scène de crack parisienne », in Juszczak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFDT, 2022, encadré pp. 22-23.

Tensions et polémiques autour de la visibilité des consommations et ventes de stupéfiants dans l'espace public

En 2024, les tensions générées par la présence dans l'espace public d'usagers de drogues et de revendeurs se sont poursuivies. Elles s'inscrivent dans la continuité des controverses qui entourent la gestion par les pouvoirs publics de la problématique du crack depuis 30 ans⁷⁸.

Poursuite des mobilisations de riverains

À Paris, les premières mobilisations organisées de riverains remontent à 1994, alors que la consommation de crack devient de plus en plus visible autour de la place de la Bataille à Stalingrad décrite comme « *l'épicentre de la première scène ouverte du produit*⁷⁹ ». Cette année, les mobilisations locales de riverains ont principalement concerné trois quartiers du nord-est et du centre parisien : Rosa Parks (19^e), Custine/Clignancourt/Doudeauville (18^e) et Sentier (2^e).

Dans le quartier Rosa Parks, un collectif de riverains, Rosa Craque, s'est constitué en septembre 2023. Il rassemble environ 300 riverains dénonçant la présence d'usagers et vendeurs dans le quartier et l'insécurité supposée en résulter. Plus précisément, ces derniers se mobilisent contre « *les conséquences sur [leur] cadre de vie de la consommation à ciel ouvert de crack et autres drogues dans [leurs] rues : vols, agressions, détériorations, intrusions, intimidations, nuisances...*⁸⁰ ». Présent médiatiquement et sur les réseaux sociaux⁸¹ le collectif organise également des réunions publiques en présence d'institutionnels (Mairie de Paris, Préfecture de Police), interpelle régulièrement les pouvoirs publics et réalise des happenings, tels que l'inauguration d'une crack zone en mars 2024, avec des banderoles ou encore l'ajout dans les métros de la signalétique RATP des zones d'intérêt touristique et olympique pour désigner les « crack zones » de Porte de la Villette et Stalingrad. Le collectif met également en ligne des photos et vidéos d'usagers prises à leur insu, en train de dormir, de consommer ou simplement de se regrouper.

Dans les deux autres quartiers, les polémiques se sont centrées sur l'ouverture de structures de réduction des risques. En avril 2024, des riverains du 18^e arrondissement se sont organisés pour dénoncer l'ouverture d'un CAARUD géré par l'association Aurore, rue Doudeauville, *installé au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation privé*. Une pétition en ligne, lancée par le « collectif riverain Custine Clignancourt Doudeauville », a rassemblé plus de 1 000 signatures et une manifestation a été organisée devant la structure, tandis que des banderoles « *Non à la drogue* » et « *Protégez nos*

⁷⁸ Pour un retour socio-historique sur ces controverses, voir par exemple Costa J., Wawrzyniak D., *op. cit.*

Voir également les rapports TREND récents, par exemple « De la Colline au square Forceval : énième déplacement de la scène de crack parisienne », in Juszczak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2021, Oppelia Charonne/OFDT, 2022, pp. 21-24, « Des polémiques récurrentes et anciennes autour de la gestion de la question du crack », in Lovera M., Juszczak E., Pfau G., Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2022, Oppelia Charonne/OFDT, 2023, p. 14.

⁷⁹ Costa J., Wawrzyniak D., *op. cit.*

⁸⁰ Extrait du texte de présentation du Collectif Rosa craque, sur son site : <https://collectifrosacraque.my.canva.site/>

⁸¹ Voir la rubrique Médias du site du Collectif : <https://collectifrosacraque.my.canva.site/#m%C3%A9dias>

enfants » pendent aux fenêtres⁸²⁸³. Les riverains dénoncent le prétendu « appel d'air » pour usagers et trafiquants que constituerait l'ouverture du centre dans ce quartier, à proximité des écoles. La consommation de drogues n'est pourtant pas nouvelle dans ce quartier de Paris, historiquement l'un des plus marqués de la capitale par la revente et les usages de substances depuis plus de 40 ans⁸⁴. En outre, le CAARUD à l'origine de la polémique est géré par une structure médico-sociale dont plusieurs établissements et services à destination des usagers de drogues sont implantés dans le quartier⁸⁵. Le « nouvel » établissement de la rue Doudeauville n'est en réalité que la réouverture d'un CAARUD dont Aurore a repris la gestion, et qui se trouvait depuis plus de 20 ans à 200 mètres de ce nouvel emplacement. La presse a largement relayé les discours des riverains hostiles : « *Je ne suis pas contre l'installation d'un CAARUD, mais pas à côté d'une école et d'un collège* »⁸⁶ déclare par exemple un homme décrit comme père de famille travaillant dans l'intelligence artificielle. Ces discours, de type NIMBY (*not in my backyard*), sont fréquemment retrouvés dans ce type de mobilisation⁸⁷.

Dans le centre de Paris, c'est également le déménagement d'un CAARUD géré par AIDES qui a suscité la colère des riverains en octobre dernier⁸⁸. « *À Paris, le quartier du Sentier est devenu un aimant à "crackeux" qui, au grand désarroi des riverains, lézardent ensuite dans les rues étroites où ils crient souvent, se battent parfois, s'introduisent dans les halls, fument leur saleté à ciel ouvert* » relate un article du Figaro⁸⁹. « *C'est un enfer d'élever des enfants ici* » rajoute un riverain, dont la parole est relayée dans ce même article de presse⁹⁰. Cet article illustre le traitement médiatique majoritaire du crack, qui présente la figure de l'usager de crack comme indésirable et menaçant et « *met en valeur la figure du riverain comme victime dans ce processus de coproduction de l'indésirabilité* »⁹¹.

⁸² Cf. « À Paris, des riverains mobilisés contre l'ouverture d'un centre pour toxicomanes aux abords d'écoles », Le Figaro, 29 mars 2024, disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/c-est-un-scandale-a-paris-des-riverains-mobilises-contre-l-ouverture-d-un-centre-pour-toxicomanes-aux-abords-d-ecoles-20240329>

⁸³ Cf. « Paris : Centres d'accueil pour toxicomanes et salles de shoot, la gangrène des riverains », Valeurs actuelles, 3 avril 2024, disponible ici : <https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/societe/centres-daccueil-pour-toxicomanes-et-salles-de-shoot-la-gangrene-des-riverains>

⁸⁴ Cf. Marchant A., « L'émergence des scènes ouvertes de la drogue à Paris dans les années 1980-1990 », SWAPS, n° 100, automne 2021, pp. 9-13.

⁸⁵ Parmi lesquels un CSAPA et plusieurs CAARUD, dont le CAARUD EGO issu d'une initiative de santé communautaire créée en 1987.

⁸⁶ Cf. « Un centre pour consommateurs de drogues voit son ouverture reportée à Paris », France Bleu, 25 mars 2024, disponible ici : <https://www.francebleu.fr/infos/societe/un-centre-pour-consommateurs-de-drogues-voit-son-ouverture-reportee-a-paris-3398770>

⁸⁷ Cf. Comelli C., « L'insertion délicate des dispositifs d'accompagnement des usagers de drogue précaires dans le tissu urbain bordelais », *Espace populations sociétés* [En ligne], vol 2-3, 2021, URL : <http://journals.openedition.org/eps/11749>

L'autrice propose de traduire l'acronyme NIMBY par : pas dans mon jardin, pas à côté de chez moi.

⁸⁸ Cf. « "C'est un enfer d'élever des enfants ici" : à Paris, le quartier du Sentier est devenu un aimant à "crackeux" », Le Figaro, 18 avril 2025, disponible ici : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/c-est-un-enfer-d-elever-des-enfants-ici-a-paris-le-quartier-du-sentier-est-devenu-un-aimant-a-crackeux-20250418>

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ Jauffret-Roustide M., « La construction du crack comme "problème public". Socio-histoire des imaginaires sur des publics considérés comme indésirables (1986-2023) », *Histoire, médecine et santé*, n° 26, 2024, pp. 95-114.

Les professionnels des CAARUD ne nient pas les troubles pouvant être générés par des consommations et trafics à ciel ouvert. Ils soulignent toutefois que, dans certains cas, les tensions proviennent de la simple présence d'usagers à l'apparence et au comportement ostensiblement différents des riverains de ces quartiers aisés ou en plein processus de gentrification.

« Notre nouvelle installation rue de Cléry (...) Franchement, c'est hyper calme. D'abord, on a la Direction qui nous dit de faire gaffe, de ne laisser personne fumer une clope devant. (...). Il ne se passe rien. Dans la journée, tu as un noir qui passe avec une 8.6, c'est la fin du monde ». (Intervenant en CAARUD, Paris, 2024)

Ces mobilisations de riverains traduisent des tensions liées à l'occupation de l'espace public qui affectent les usagers : elles alimentent un climat déjà largement hostile à leur encontre, contribuent à légitimer les interventions répressives et culminent même parfois dans des faits de violences physiques. À la différence des violences sur les riverains, ou des conflits « interethniques » entre usagers, ce type de violence n'est pas relayé médiatiquement. Ces violences ne font pas non plus l'objet de dépôt de plaintes, les usagers étant découragés par l'hostilité perçue des institutions policière et judiciaire à leur égard.

« Après, le soir, comme disait [notre collègue], les usagers se regroupent. Il y a aussi bien des femmes qui se regroupent. Ça fait un peu de sécurité où ils sont tous ensemble. Il y en a quelques-uns qui se sont fait agresser dernièrement par des mecs qui étaient bourrés, parce qu'ils étaient identifiés comme fumeurs de crack, donc ils se sont fait fracasser la tête. Les flics n'ont rien dit. Il y a ce truc de regroupement ensemble. Ils peuvent passer la nuit et au petit matin, ils partent ». (Intervenante RDR, CAARUD des Halles)

« On a eu deux usagers qui se sont fait tabasser par un riverain. (...) Ils étaient un peu éméchés, mais pas non plus... (...) Je vois mes collègues discuter avec deux [hommes] sur la place. Je reconnaiss un de ces deux mecs parce que c'est un riverain avec qui j'ai déjà discuté parce qu'il voulait tuer tous les usagers de drogues devant la porte du CAARUD. (...) J'entends crier, hurler sur la place. Je descends comme une furie. Je vois V, un des usagers qui est en train de convulser par terre avec une bosse énorme sur la tête. F, un autre usager avec le nez pété qui était en sang. Il fallait gérer tout cela. (...) La police et les pompiers étaient formidables. Les autres gens qui ont vu aussi ont témoigné. Malheureusement, les usagers n'ont pas voulu porter plainte (...). C'était assez violent pour eux et pour nous aussi, pour moi aussi, c'est surtout la réaction avec une forme de fatalisme. En fait, c'est comme ça, ça fait partie d'eux. » (Intervenante RDR, CAARUD Paris)

Les soutiens de la RdRD

Contrairement aux imaginaires dominants relayés par un traitement médiatique sensationnaliste, certains riverains soutiennent les structures de RdRD. Autour de la HSA, certains riverains font des dons, deviennent bénévoles⁹² et ont même formé un collectif de soutien aux côtés d'usagers :

« Il y a des riverains qui sont pour aussi. Il y a un collectif qui va être monté avec des riverains et les usagers de la salle, collectif Jean-Pierre Lhomme. Et l'idée, c'est d'avoir justement une voix portée de manière positive, a contrario des riverains qui sont sur Twitter et qui balancent toute la journée des vidéos, des machins. On peut aussi porter cette voix-là ». (Intervenant CAARUD Paris)

⁹² Cf. « Crack en Île-de-France : "J'ai peur de sortir de chez moi, ce n'est pas une vie", une situation "apaisée" pour l'État, mais des riverains qui se sentent toujours abandonnés », *France Info*, 5 février 2025, disponible ici : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/seine-saint-denis/crack-en-ile-de-france-j'ai-peur-de-sortir-de-chez-moi-ce-n'est-pas-une-vie-une-situation-apaisee-pour-l-etat-mais-des-riverains-qui-se-sentent-toujours-abandonnes-3103621.html>

Cette mobilisation de riverains en faveur de la HSA intervient dans un moment clé pour l'institution : l'expérimentation qui a permis sa mise en place prendra fin le 31 décembre 2025. Trois scenarii sont envisageables à l'issue de cette période : prolonger une nouvelle fois l'expérimentation, inscrire les HSA dans la loi ou en prononcer la fermeture. Alors que de nombreuses études et institutions pointent ses bénéfices en termes de santé et tranquillité publique⁹³, le flou demeure sur la pérennisation du dispositif. Dans ce contexte, les associations Médecins du Monde, Fédération Addiction et Aides ont annoncé ou annoncé porter plainte contre l'État en avril 2025 pour inaction dans le développement des haltes soins addictions et obstruction à la politique de RDR⁹⁴. Le recours porte également sur la reprise de projets qui ont été arrêtés net comme à Lille et Marseille, et d'autres suspendus comme à Lyon et Bordeaux, du fait du blocage d'élus locaux ou dans le cas de Lille, du gouvernement⁹⁵.

Les mobilisations associatives en faveur de la RDR ne sont pas une nouveauté, mais ces modalités d'action judiciaire sont récentes. Une autre mobilisation sur le terrain juridique en faveur de la RDR a eu lieu en mars 2024. Cinq associations ont déposé un recours au tribunal administratif pour contester les arrêtés anti-regroupement publiés depuis avril 2023 par la Préfecture de police, au motif qu'ils entravent le travail de RDR, et portent atteinte à la liberté fondamentale d'aller et de venir⁹⁶. Ce recours a été rejeté, et les arrêtés continuent d'être reconduits depuis.

La médiation, une mission délicate pour les professionnels

Les conflits avec les riverains préoccupent considérablement les professionnels des CAARUD parisiens.

« Et à la Forêt linéaire, là, ça a commencé à monter grave. On a fait une maraude avec une collègue. On est arrivés, il y avait des mecs [des riverains] qui étaient avec des caméras avec des flashs [très puissants]. C'est en train de monter. Il y a des assos de riverains qui commencent à... Il y a notamment la BNP Paribas qui commence aussi à hausser le ton. Du coup, toujours pareil, à un moment, on va se faire jeter. Comment on fait pour réussir à discuter ? » (Intervenant CAARUD Paris)

⁹³ Voir par exemple Institut de santé publique de l'INSERM, « Salles de consommation à moindre risque en France : rapport scientifique », *Institut national de la santé et de la recherche médicale*, 2021 ; Léonnet J., Schmidt C., Seffray E., « Les Haltes soins addictions : un dispositif expérimenté depuis 2016 pour réduire les risques et les nuisances associés à la consommation de stupéfiants dans l'espace public », *IGA-IGAS*, 2024 ainsi que Dossier de presse « Haltes soins addictions : Médecins du Monde attaque l'État en justice pour inaction », *Médecins du Monde*, 14 avril 2025, disponible ici :

https://www.medecinsdumonde.org/app/uploads/2025/04/20250414_Medecins-du-Monde-attaque-lEtat-en-justice_DP.pdf

⁹⁴ Cf. « Haltes soins addictions : la Fédération Addiction s'associe aux contentieux de Médecins du monde contre l'État », *Fédération Addiction*, 14 avril 2025, disponible ici :

<https://www.federationaddiction.fr/thematiques/reduction-des-risques/haltes-soins-addictions-la-federation-addiction-sassocie-aux-contentieux-de-medecins-du-monde-contre-letat/>

⁹⁵ Cf. « A Lille, le projet de salle de consommation à moindre risque pour les toxicomanes est bloqué », *France Bleu*, 26 octobre 2021, disponible ici : <https://www.francebleu.fr/infos/politique/a-lille-le-projet-de-salle-de-consommation-a-moindre-risque-pour-les-toxicomanes-est-bloque-1635251993>

⁹⁶ Cf. « Crack à Paris : des associations agissent en justice pour mettre fin à la répression arbitraire des consommateurs », *Fédération Addiction*, 14 mars 2024, disponible ici : <https://www.federationaddiction.fr/actualites/presse/crack-a-paris-des-associations-agissent-en-justice-pour-mettre-fin-a-la-repression-arbitraire-des-consommateurs/>

L'article R. 3121-33 du Code de la santé publique prévoit que les CAARUD « *développent des actions de médiation sociale en vue de s'assurer une bonne intégration dans le quartier et de prévenir les nuisances liées à l'usage de drogues* »⁹⁷. Les structures de RDR déploient diverses pratiques professionnelles pour favoriser l'acceptabilité de leurs dispositifs⁹⁸. Dans les groupes focaux, les intervenants ont cité : rendre la présence des usagers la moins « dérangeante » possible en limitant les regroupements et les nuisances sonores, faire connaître des lieux par des activités type portes ouvertes, lutter contre la stigmatisation des publics au travers de démarches artistiques, instaurer un dialogue avec les riverains et les commerçants, en amont du projet comme après l'ouverture. Bien que la médiation fasse partie de leurs missions, ils se sentent peu armés et parfois démunis.

Ça demande des compétences et des moyens que l'on n'a pas. Ici, il y a des éducateurs, des directeurs, des infirmiers. Notre formation n'est pas d'être des super communicants sur comment faire changer les gens. Je ne pense pas qu'on puisse faire changer les gens. (Intervenant CAARUD Paris)

Les professionnels interrogent ces pratiques de médiation sous l'angle des compétences qu'elles demandent et de leur légitimité à les mettre en œuvre. Au-delà de ces doutes concernant les pratiques professionnelles, la philosophie sous-jacente de ces interventions mériterait également d'être questionnée.

« Le présupposé à l'œuvre via les pratiques de médiation identifiées tendrait à considérer que les usagers de drogues constituent une nuisance dans l'espace public. La priorité est clairement donnée aux habitants et aux commerçants du quartier dans les discours des responsables des structures de RDR rencontrés. Faire se côtoyer des populations aux comportements et aux rythmes différents n'est pas chose aisée mais pour autant, on peut s'interroger sur l'opportunité de rendre légitime certains des riverains (habitants, commerçants, clients, promeneurs...) plutôt que d'autres (usagers de drogues) (...). L'image des usagers de drogue reste à ce titre négative, voire péjorative et renvoie à la dangerosité évoquée en introduction dans l'enquête EROPP. D'une certaine façon, leur existence en tant que citoyen à part entière est ainsi contestée ». ⁹⁹

⁹⁷ Article R 3121-33-1 du Code de la santé publique, modifié par le décret n° 2005-1608 du 19 décembre 2005 - art. 5, JORF 22 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006, disponible ici : <https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGIARTI000006911904/2006-01-01>

⁹⁸ Cf. Chapitre 3 : les pratiques professionnelles : enquête qualitative sur les dispositifs de RDR, in Le Naour G., Hamant C., Chamard-Coquaz N., « Faire accepter les lieux de réduction des risques, un enjeu quotidien », Centre d'étude et de recherche sur les pratiques de l'espace (CERPE), DGS, 2014, disponible ici : https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/lenaour_hamant_chamard_faireaccepterlardrudenjeuquotidien_mai2014-2.pdf

⁹⁹ Le Naour G., Hamant C., Chamard-Coquaz N., *op. cit.*, p. 57.

Consommation de cocaïne par des usagers marginalisés à Paris : un phénomène désormais installé, associé à une disponibilité et une accessibilité inédites

En Seine-Saint-Denis, le dispositif TREND rapporte des consommations de cocaïne chlorhydrate par des usagers précaires et semi-insérés¹⁰⁰, principalement par voie intraveineuse, depuis l'extension du dispositif à ce département en 2017¹⁰¹. La cocaïne est très accessible et disponible dans plusieurs villes du département et des reventes de rue et en cité d'unités en dessous du gramme (au prix de 20 ou 30 € pour des unités de 0,3 à 0,4 g) facilitent encore l'accès au produit¹⁰². À Paris, la diffusion de la consommation de cocaïne parmi les usagers de la marginalité urbaine parisienne n'a été observée que récemment. En 2022, le dispositif TREND rapportait des consommations de cocaïne sous sa forme chlorhydrate, notamment en sniff, par des usagers de la marginalité urbaine parisienne¹⁰³, jusqu'alors consommée quasiment que par des personnes disposant de ressources financières plus importantes et plus insérées socialement. En 2023, la diffusion inédite des usages de cocaïne dans l'espace de la marginalité urbaine devient un phénomène notable, rapporté par les intervenants médico-sociaux, les usagers et les observations ethnographiques. Elle est facilitée par un fait nouveau : la disponibilité du produit en marché de rue, dans le quartier de Barbès, à Paris. En 2024, la consommation de cocaïne chlorhydrate dans l'espace de la marginalité urbaine parisienne est une tendance qui se poursuit. Les vendeurs proposent des unités inférieures au gramme pour s'adapter au budget des usagers précaires. Le produit est conditionné dans un emballage en cellophane rouge ou transparent, au prix de 20 € ou 30 €, représentant un tiers à un demi-gramme. Brièvement à l'arrêt pendant la période des Jeux Olympiques, les points de vente ont repris leur activité en septembre. Les analyses révèlent des taux de pureté toujours très hauts.

Dans toute l'Île-de-France, le phénomène d'amplification de l'accessibilité et de la disponibilité de la cocaïne se poursuit, facilité par un prix au kilo historiquement bas, s'élevant à 18 000 € selon les services d'application de la loi. De nouvelles filières sont identifiées, via des interpellations de « mules » originaires du Nigeria, payées par les narcotrafiquants pour effectuer le trajet entre le Brésil et la France.

« Par ailleurs, des « mules » sont tenues par les Nigérians et opèrent depuis le Brésil. Il s'agit d'une sorte de mafia, de réseaux criminels parfaitement organisés gérés par les Nigérians. Le produit, transporté in corpore, arrive en masse. Les hôtels du 93 sont pleins. D'ailleurs, la brigade des stupéfiants travaille sur le sujet. » (Fonctionnaire de police, Groupe focal application de la loi 93)

¹⁰⁰ Cf. « Définir les degrés d'insertion sociale des personnes », in Juszcak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFDT, 2022, p. 18.

¹⁰¹ Pfau G., Francia M., Pecquart C., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en 2017*, Oppelia Charonne/OFDT, 2018.

¹⁰² Cf. « Une offre locale adaptée aux moyens des usagers précaires », in Juszcak E., Lovera M., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2023*, Oppelia Charonne/OFDT, 2024, p. 30.

¹⁰³ Cf. « Des signaux de consommation de cocaïne parmi les usagers de la marginalité urbaine parisienne », in Lovera M., Juszcak E., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2022*, Oppelia Charonne/OFDT, 2023, pp. 22-23.

En Seine-Saint-Denis, le produit reste cette année très disponible dans les « fours »¹⁰⁴ des différentes communes du département, pour un prix courant de 50 € le gramme. On trouve également dans plusieurs communes des conditionnements correspondant à un tiers de gramme environ au prix de 20 €. En Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-de-Marne et Val-d’Oise le produit se trouve également en four et des conditionnements inférieurs au gramme (demi-gramme à 30 €, tiers de gramme à 20 €) sont rapportés (excepté dans le Val-de-Marne).

Dans l'espace de la marginalité urbaine parisien, différents profils de consommateurs sont identifiés par l'ethnographie, les intervenants médico-sociaux et les acteurs d'application de la loi. Parmi les nouvelles populations s'ajoutant à celles déjà identifiées, on peut citer des usagers-revendeurs de crack d'Afrique subsaharienne, consommateurs de cocaïne en sniff. Arrivés mineurs sur le territoire, souvent au terme de parcours migratoires traumatisques, déboutés de leurs demandes d'asile, ils sont également consommateurs d'alcool et de benzodiazépines (Valium® notamment). L'autre mode de consommation de cocaïne documenté cette année par l'ethnographie dans l'espace urbain parisien est l'injection, seule ou en association avec des opioïdes (appelé *speedball*)¹⁰⁵. Ce mode de consommation est notamment observé à la HSA, pratiqué par des consommateurs aux profils variés : majoritairement des hommes, précaires et semi-insérés, polyconsommateurs, nés en France ou dans les pays d'Europe de l'Est et du Caucase.

Selon les intervenants de la HSA, la forte disponibilité de la cocaïne chlorhydrate dans le quartier a profondément modifié les interactions sociales et l'atmosphère générale au sein de la structure. Le nombre d'injection de cocaïne a fortement augmenté. Elles représentaient 1,3 % des consommations en juillet 2023 contre 25 % en mars 2025, pour un même nombre d'usagers¹⁰⁶. Les professionnels évoquent une tension latente et une agressivité accrue en comparaison à l'ambiance induite par la consommation d'opiacés. Ils lient ce phénomène aux effets stimulants du produit et aux pratiques de cession et de revente entre usagers. De plus, les professionnels observent des modifications des pratiques des usagers : plusieurs d'entre eux multiplient les injections de cocaïne au cours d'une même session. L'effet vasoconstricteur du produit rend les injections de plus en plus compliquées à réaliser, augmentant les dommages somatiques (saignements, induration des veines).

« Après, c'est des personnes qui dorment moins, qui sont dans des cycles de conso plus frénétiques et qui aussi, au niveau du capital veineux et au niveau somatique, c'est compliqué parce que la cocaïne est vasoconstrictrice. Donc les personnes se charcutent un peu plus. (...) Et après, les personnes ont tendance à rester en salle. En fonction de la quantité qu'elles ont, elles ont une pratique qui n'est plus la même qu'avant. Elles vont rester en salle avec le craving. Du coup, il faut réussir à les inviter à espacer leurs prises » (Intervenant HSA, Groupe focal CAARUD Paris)

Formées aux accidents liés à la consommation d'opiacés, les équipes sont mises en difficulté par la gestion des surdoses de cocaïne. Ces surdoses se présentent en effet sous des tableaux cliniques variés et on ne dispose pas d'antidote tels que la naloxone.

¹⁰⁴ Point de vente physique le plus souvent situé dans ou devant un immeuble, dans un quartier populaire.

¹⁰⁵ Ce mode d'injection a déjà été observé les années précédentes, voir par exemple « Cocaïne », in Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., Madesclaire T. (contr.), *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en Île-de-France en 2019*, Oppelia Charonne/OFDT, 2020, p. 120. Pour les pratiques d'usagers de drogues russophones à Paris, voir par exemple : Jauffret-Rousteide M., Serebroshkaya D., Chollet A., Barin F., Pillonel J., et al. « Comparaison des profils, pratiques et situation vis-à-vis de l'hépatite C des usagers de drogues russophones et francophones à Paris, ANRS-Coquelicot Study, 2011-2013 » *Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire*, 2017, 14-15, pp. 285-290.

¹⁰⁶ Données extraites du rapport d'activité de Gaïa Paris, communiquées avant publication.

« On a eu des crises d'épilepsie. (...) Il va y avoir des grosses crises de parano. Ça nous demande plus d'accompagnement. On doit prendre le temps. Sur un espace collectif, on n'a que 14 personnes. Ça prend beaucoup d'énergie. » (Intervenant HSA, Groupe focal CAARUD Paris)

Déjà documentée l'année précédente, la pratique du basage chez les usagers précaires continue d'être observée dans l'espace urbain à Paris et en Île-de-France. Elle est le plus souvent pratiquée par des usagers précaires disposant d'un hébergement mais a aussi été observée, quoique marginalement, dans la rue. L'ammoniaque remporte la préférence des consommateurs car il est réputé plus facile et rapide d'utilisation, et permettrait de perdre moins de produit.

Quand vous parlez de vente, nous [au CAARUD], il y a un peu plus des gens qui basent eux-mêmes la coke. Il y a plus de coke qui est vendue qu'ils basent eux-mêmes. Il y a toujours des gens qui achètent du crack, mais là, ils parlent plus de la coke qu'ils basent eux-mêmes. Ou qu'ils connaissent des gens qui ont un appartement et qui basent. [...] Mais même dehors. Nous, quand on passe en maraude à la forêt, ça base tranquillement à la forêt. On a retrouvé des bouteilles d'ammoniac. (Intervenante en CAARUD, Paris 2024)

La pratique du basage est perçue par les usagers comme permettant de limiter la consommation de crack acheté déjà préparé, d'obtenir un produit de meilleur rapport qualité prix, moins coupé et d'éviter de fréquenter la rue et les scènes ouvertes. L'ethnographie a notamment documenté cette pratique de la part d'usagers-revendeurs, qui basent une partie de la cocaïne pour leur consommation personnelle et vendent le reste. La pratique du basage est parfois présentée comme une technique de réduction des risques de la part des intervenants. Ces derniers invitent alors les usagers à utiliser du bicarbonate plutôt que de l'ammoniaque (plus toxique et à risque d'ingestion accidentelle), en distribuant des dépliants illustrés détaillant les différentes étapes du basage ou en proposant des séances de sensibilisation au basage à moindres risques.

Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs

Poursuite de la diffusion des usages de kétamine

Utilisée en médecine humaine et vétérinaire depuis les années 1960, la consommation de kétamine à des fins récréatives a connu différentes phases et dynamiques de diffusion depuis les années 1990. En Île-de-France, les données collectées par le site TREND montrent que par deux fois lors de ces 20 dernières années les usages de kétamine sont « sortis » des espaces festifs alternatifs technos (*free parties, teknivals*) où ils étaient originellement observés¹⁰⁷. Une première période est identifiée du milieu à la fin des années 2000, lors de laquelle les consommations de kétamine s'étendent d'abord au-delà des « cercles d'initiés »¹⁰⁸ au sein même de ces espaces, puis se diffusent vers d'autres sphères festives, notamment des clubs, soirées privées ou événements festifs « branchés ». À l'issue de cette première vague de diffusion, la consommation de kétamine reste encore largement associée à des espaces festifs spécifiques, alternatifs technos d'une part et festif gay/LGBT d'autre part. La seconde phase de diffusion débute vers 2017. Des usages de kétamine dans des espaces festifs plus commerciaux y sont documentés, et les logiques d'usage et représentations liées au produit évoluent. Les quantités consommées sont plus faibles¹⁰⁹, les effets recherchés ne sont plus tant hallucinogènes et dissociatifs que plutôt légers et désinhibant, liés à l'incitation à danser. Les observations mettent également en évidence une diversification des profils, à la fin des années 2010 les usages de kétamine concernent invariablement « *jeunes, étudiants, quarantenaires insérés, HSH*¹¹⁰, “teufeurs”, ou anciens habitués des clubs »¹¹¹.

Les représentations liées à la kétamine ont évolué tout au long de la période, le statut d'anesthésiant vétérinaire aux effets puissants et incontrôlables laissant peu à peu la place à celui d'une drogue aux effets compatibles avec les pratiques et sociabilités festives. D'autres facteurs ont favorisé cette diffusion, notamment la faible durée des effets du produit, et le fait que cette substance ne soit pas détectable par les tests salivaires réalisés lors des contrôles routiers. Enfin, l'importante diffusion des usages de kétamine observée ces dernières années a été favorisée par une disponibilité et une accessibilité en forte hausse.

¹⁰⁷ Cf. « Mise en perspective historique de la diffusion de la kétamine depuis 20 ans en Île-de-France », Lovera M., Juszczak E., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2022*, Oppelia Charonne/OFDT, 2023, pp. 27-31.

¹⁰⁸ La phase lors de laquelle une substance déborde du cadre des initiés se situe au début du processus de diffusion d'un produit. Cf. « La diffusion, ses phases et ses éléments explicatifs », OFDT, *Tendances récentes – Rapport TREND, Observatoire français de drogues et toxicomanies*, mars 2000, p. 16-19.

¹⁰⁹ Le vocabulaire utilisé par les usagers évolue en conséquence, comme l'indique le terme « clé de K » pour désigner une faible quantité de produit sniffée à l'aide d'une clef.

¹¹⁰ Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, quelle que soit leur orientation sexuelle auto-désignée.

¹¹¹ Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., Madesclaire T. (contr.), « Une amélioration de l'image de la kétamine favorisant sa diffusion », *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en Île-de-France en 2019*, Oppelia Charonne/OFDT, 2020, pp. 60-63.

Abondance de l'offre de kétamine

Les observations mettent en évidence le développement depuis la fin des années 2010 d'une offre de kétamine caractérisée par une disponibilité et une accessibilité en fortes hausses, ainsi que par une baisse constante de son prix de vente depuis 2022 environ. Le produit est régulièrement proposé par les réseaux de revente en livraison et fait désormais partie des « menus »¹¹² aux côtés des autres drogues telles que la cocaïne, le cannabis ou la MDMA. Le produit est également disponible auprès de « fours » dans plusieurs départements franciliens. C'est le cas notamment de certains d'entre eux en Seine-et-Marne, dans les Yvelines et dans le Val-d'Oise, où la kétamine est proposée parmi une gamme multiproduits de plus en plus étendue¹¹³.

« Je parle là au niveau des fours essentiellement. Sur les deux produits principaux, héro, coke, et après, on peut trouver de la MDMA, du LSD, des cathinones, de la kétamine, à peu près tout ce qui est possible. Pour de vrai, on a même trouvé, à un moment, de la meth' (méthamphétamine, ndr). »
(Actrice du champ médico-social, Yvelines)

En 2024, le prix de la kétamine a encore diminué. D'après les données collectées cette baisse ne semble pas concerner les points de vente de type « four », où le produit est proposé à 40 €/g en moyenne. En revanche, en soirée, le prix de vente courant est désormais de 10 à 20 €/g, « à la limite 30 € mais c'est vraiment quand tu ne connais personne » selon un usager familier de la scène techno alternative. La baisse la plus marquée s'observe auprès de certains réseaux de revente par livraison, proposant un prix très dégressif au point que le prix de revient du gramme de kétamine soit divisé par 10, voire plus, selon la quantité achetée. Les observations ethnographiques menées dans l'espace festif techno font état par exemple d'un réseau proposant également cocaïne, LSD, cannabis, MDMA/ecstasy, et partiellement spécialisé dans la revente de kétamine, dont le prix de vente est de 120 € les 25 grammes (soit 4,80 €/g), 170 € les 50 grammes (3,40 €/g) et 260 € les 100 grammes (2,60 €/g).

Cette baisse spectaculaire du prix de la kétamine n'est toutefois pas observée auprès de l'ensemble des réseaux de revente par livraison. Les témoignages recueillis et l'observation des « menus » disponibles via les réseaux sociaux montrent que certains d'entre eux proposent toujours le produit au prix de 40 €/g au détail, avec une dégressivité beaucoup plus faible (250 €/10 g). Cette importante hétérogénéité de prix se retrouve également dans l'usage-revente. Selon des consommateurs achetant de la kétamine à des usagers-revendeurs, les prix courants sont de 20 €/g au détail, tandis que la fourchette de prix pour 10 grammes s'étend de 60 à une centaine d'euros. D'après ces mêmes témoignages, les usagers-revendeurs en question s'approvisionnent en semi-gros auprès de réseaux de livraison ou via des personnes l'ayant elles-mêmes achetée dans d'autre pays (généralement le Benelux). Un tel éventail de prix interroge certains témoins, notamment à propos de la qualité ou de la teneur des produits selon les variétés proposées.

¹¹² La disponibilité de la kétamine aux côtés des autres drogues dans les « menus » des réseaux de livraison à domicile est observée à Paris depuis 2017. Elle semble concomitante à la professionnalisation progressive du trafic, la kétamine s'intégrant dans des réseaux déjà engagés dans le trafic d'autres substances. Cf. Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., Madesclaire T. (contr.), « Une amélioration de l'image de la kétamine favorisant sa diffusion », ibid.

¹¹³ Cf. « Développement inégal de l'offre multiproduits dans les fours », page 13 de cette note.

« *Surpris par ces prix, j'en ai parlé à un ami commun [...] pour confirmation. Il s'est montré surpris aussi et m'a demandé si ce n'était pas "la kétamine dégueulasse qu'il avait la dernière fois", ce qui laisse penser qu'il s'agit peut-être de variétés moins puissantes ou très coupées, peut être destinées à être revendues pour faire de l'argent. [...] [Driss] parle effectivement de variétés moins fortes : "t'es obligé d'en taper dix grammes dans la soirée et après t'as le bide éclaté"* » (**Note ethnographique n° 1, espaces festifs Île-de-France, 2024**)

Différentes appellations et variétés de kétamine sont en effet proposées par les revendeurs. En 2024, les formes dites « needles », « rock » et « sugar » sont les plus fréquemment citées. Selon les observations ethnographiques il est également fait mention d'une nouvelle variété dénommée « billes ». Ces différentes variétés se présentent toutes sous la forme de cristaux¹¹⁴. Bien que leurs compositions n'aient pu être objectivées afin de déterminer d'éventuelles différences, cette diversité d'appellations vient illustrer la présence d'une offre de kétamine particulièrement abondante.

Poursuite de la diffusion des usages, visibilité des consommations massives et de leurs conséquences sanitaires

Cette abondance de l'offre favorise la diffusion des usages de kétamine observée depuis le tournant de la dernière décennie. Cette diffusion a pris de l'essor lors des confinements liés à la crise sanitaire¹¹⁵. Elle se manifeste par une visibilité des consommations en hausse dans les espaces festifs tels que les *warehouse*, les clubs, les festivals ou les soirées privées. Les investigations indiquent que ces usages seraient devenus courants dans nombre de ces soirées.

Selon des témoignages de personnes consommatrices et d'intervenants de RdRD, l'évolution actuelle des usages de kétamine au sein des espaces festifs commerciaux est comparable à celle observée dans les espaces festifs alternatifs au début des années 2000. Jusqu'alors confidentiels et relativement dissimulés, ils y sont en effet de plus en plus visibles. Comme lors de la précédente phase de diffusion, l'image de la kétamine connaît une nette amélioration, le produit bénéficiant d'une image de drogue adaptée aux sociabilités festives lorsqu'elle est consommée à faible dose¹¹⁶. Aussi, tout en favorisant une meilleure maîtrise du dosage, la pratique du *waterlining*¹¹⁷ permet de consommer directement sur le *dancefloor* de façon discrète, à l'instar des « clés de K »¹¹⁸.

¹¹⁴ Supposément liée au détournement de la kétamine utilisée en médecine, la forme liquide a vu sa disponibilité décroître à partir de la fin des années 2010 au profit de la forme « poudre ». Cf. Pfau G., Lovera M., Flye Sainte-Marie G., Madesclaire T. (contr.), « Une amélioration de l'image de la kétamine favorisant sa diffusion », *op. cit.* Selon les observations les plus récentes, les formes « cristaux » (ou « paillettes »), initialement associées à des achats sur le darknet par des usagers et usagers-revendeurs, seraient désormais prédominantes sur le marché en Île-de-France, et la disponibilité/accessibilité de la kétamine sous forme de poudre serait à son tour devenue quasi nulle.

¹¹⁵ « Une disponibilité constante, entretenue par les livraisons », Pfau G., Lovera M., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2020*, Oppelia Charonne/OFDT, 2021, p. 103.

¹¹⁶ La mise en évidence des effets antidépresseurs de la kétamine, le développement à la fin des années 2010 puis la mise sur le marché de médicaments à base de kétamine indiqués dans le traitement de la dépression, efficaces sur les formes résistantes de cette pathologie, a pu contribuer à l'évolution des représentations liées à cette substance. Cf. INSERM, *Kétamine et dépression : un mécanisme de l'effet antidépresseur dévoilé*, 5 octobre 2022, consultable ici : <https://presse.inserm.fr/ketamine-et-depression-un-mecanisme-de-leffet-antidepresseurdevoile/65780/>.

¹¹⁷ Le waterlining est un mode de consommation consistant à pulvériser à l'aide d'un spray nasal le produit dilué dans du sérum physiologique ou de l'eau stérile, afin de réduire les risques et les dommages liés au sniff, notamment de la paroi nasale.

¹¹⁸ Ce terme désigne la prise d'une petite quantité de produit directement à l'aide d'une clé pour le sniffer.

Les profils des personnes consommant de la kétamine continuent de se diversifier, la kétamine étant « *consommée “à fond” et “dans tous les milieux”, [...] tant par des jeunes que par des plus vieux, par des hommes, des femmes, des queers, des teufeurs* », selon un intervenant de RdRD en milieu festif.

Les usages en contexte de chemsex, dont la visibilité est elle aussi en augmentation depuis le début des années 2020¹¹⁹, continuent d'être observés, le produit y étant consommé en sniff ainsi que par voie intraveineuse.

« Chez les chemsexeurs, la kéta est de plus en plus présente. Avant, en gros, c'était cathinone et “G” les trucs qui étaient le plus communs. Cathinone, à chaque fois, et “G” très souvent. Maintenant, c'est plutôt cathinone, “G” et kéta. » (Intervenant en CAARUD, Paris)

Enfin, selon nombre d'usagers et d'intervenants, la kétamine reste l'un des produits les plus consommés dans les espaces festifs technos alternatifs, où les usages semblent être de plus en plus domestiqués et la substance normalisée.

Parallèlement aux nouvelles logiques d'usage sous-jacentes à cette diffusion (maîtrise des dosages, recherche d'effets légers...), les observations font état de consommations massives de kétamine de plus en plus visibles. La recherche d'effets puissants, hallucinogènes et/ou dissociatifs est une pratique ancienne, ceux-ci pouvant conduire au « K-hole »¹²⁰, volontaire ou involontaire. Elle renvoie à la figure du « kétosaure »¹²¹, terme qui désigne des personnes aux consommations jugées excessives, non maîtrisées et peu compatibles avec l'esprit de la fête. Néanmoins, la massification des usages observée plus récemment semble plus particulièrement liée à l'importante tolérance induite par des consommations répétées et qui conduit à augmenter les doses pour obtenir des effets similaires.

« Au niveau de mes potes, de mon cercle teuf, c'est un truc de fou. Je vais pas dire que ça m'affole mais j'ai l'impression qu'ils sont tous devenus des kétosaures en trois ans. » (Usager, 32 ans, note ethnographique n° 2, espaces festifs IDF, 2024)

La massification des consommations s'observe à travers les quantités consommées et la répétition des prises. Les témoignages font état de consommations pouvant atteindre jusqu'à 5 grammes de kétamine lors d'une soirée, et des usages qui s'étendent tout au long de la semaine et sont parfois quotidiens. L'importante tolérance que développent les consommateurs réguliers de kétamine les pousse à augmenter rapidement les doses, ces deux dimensions s'entretenant mutuellement.

Ces consommations massives de kétamine entraînent des dommages dont la visibilité est également en hausse. Outre les méfaits immédiats tels que des troubles mnésiques ou des « k-holes » avec risques d'hypothermie, les principaux dommages rapportés sont des lésions de la cloison nasale, des problèmes urinaires et d'intenses douleurs à l'estomac dénommées « aliens » par les usagers et caractéristiques selon eux des consommations importantes et répétées.

¹¹⁹ Cf. « Signaux d'usage de kétamine dans les espaces associés au chemsex », Juszczak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFDT, 2022, p. 59.

¹²⁰ Le terme « K-hole » désigne la perte de conscience consécutive à une prise importante de kétamine, qui provoquerait selon les usagers des sensations de déorporation ou des « expériences de mort imminente »

¹²¹ Cf. « Kétamine. Évolutions en 2021 », Juszczak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFDT, 2022, p. 99.

« [Ses] crises durent 3 à 7 heures et l'obligent à rester allongé. Elles suivent généralement des soirées où il a beaucoup consommé et il a remarqué que la chaleur lui permet de diminuer la crise – apparemment c'est pareil pour tout le monde, aussi la technique qui circule est de s'allonger avec une bouillotte sur le ventre. Il a aussi l'impression que ceux qui avalent la coulée de kétamine¹²² ont plus de problèmes d'aliens que les autres. Lui ne la crache pas mais il se mouche avant qu'elle ne coule dans la gorge. » (Usager, 32 ans, consommateur de kétamine, cannabis, cocaïne, GBL, cathinones, MDMA, NPS dissociatifs, note ethnographique n° 1 espaces festifs IDF 2024)

La hausse de la diffusion des usages de kétamine observée en 2024 s'inscrit ainsi dans une tendance de fond qui a débuté au milieu des années 2000 et s'est accélérée au tournant de la décennie suivante. Si les profils des consommateurs, les espaces concernés et les logiques d'usages de kétamine se sont diversifiés, en dépit de l'accélération récente de ces évolutions le produit occupe toujours une place singulière par rapport aux drogues telles que la MDMA/ecstasy, la cocaïne ou la 3-MMC. Les représentations qu'elle véhicule sont généralement plus négatives, le produit jouissant toujours malgré tout d'une image plus « trash » chez les non-consommateurs. Le fait que ce produit soit rarement consommé en début de trajectoire d'usage illustre ce statut particulier de la kétamine dans les perceptions de nombreuses personnes, usagères comme non usagères.

3-MMC : diffusion, contenu et conséquences sanitaires

Dans la continuité des années précédentes, la 3-MMC reste très disponible et accessible (applications, vente de rue, voire de cités en banlieue). C'est, encore en 2024, la cathinone la plus citée parmi les nouvelles drogues de synthèse et la plus analysée par le réseau ATPidf. Depuis la fin des années 2010, la 3-MMC est plus accessible dans des espaces festifs (notamment queer puis dans d'autres sous-espaces festifs plus généralistes), entraînant une diffusion de son usage au-delà des chemsexeurs HSH, notamment chez les femmes. Ainsi, parmi les personnes faisant analyser leur 3-MMC dans un objectif de RDRD, la part des femmes progresse chaque année (cf. figure 2).

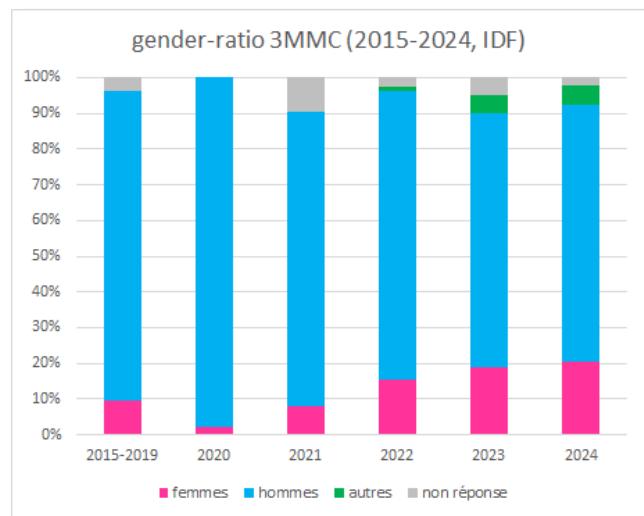


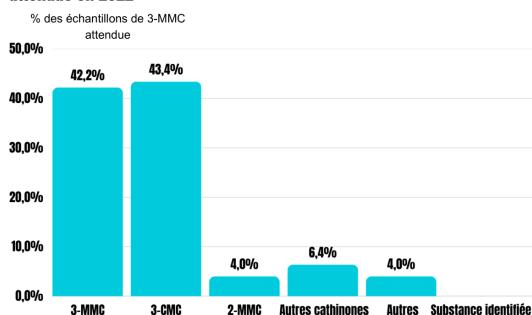
Figure 2 : évolution de la répartition des identités de genre parmi les personnes faisant analyser de la (supposée) 3-MMC dans le réseau ATPidf.

¹²² L'expression désigne un écoulement post-nasal, mucus au goût marqué par le produit qui s'écoule au fond de la gorge après quelques prises par sniff.

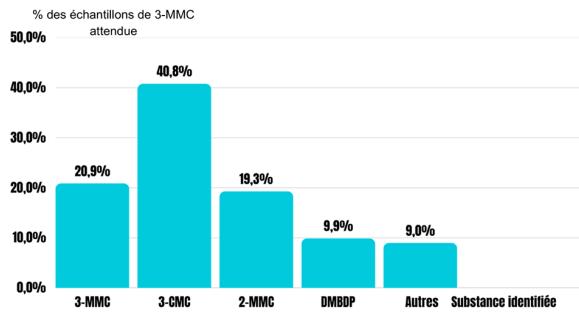
L'évolution de la composition des produits revendus comme « 3 » ou « 3-MMC » observée les années précédentes est également un phénomène qui perdure (cf. figure 3). En 2024, les personnes faisant analyser leurs drogues ont pu constater qu'ils n'avaient qu'une chance sur 10 d'obtenir réellement de la 3-MMC, la 2-MMC étant largement majoritaire.

Ces différentes cathinones peuvent occasionner des effets secondaires, probablement de manière plus récurrente et marquée lorsque leur présence n'est pas attendue par les PUD (cf. figure 4).

Histogramme des résultats d'analyses des 173 échantillons de 3-MMC attendue en 2022



Histogramme des résultats d'analyses des 311 échantillons de 3-MMC attendue en 2023



Histogramme des résultats d'analyses des 377 échantillons de 3-MMC attendue en 2024

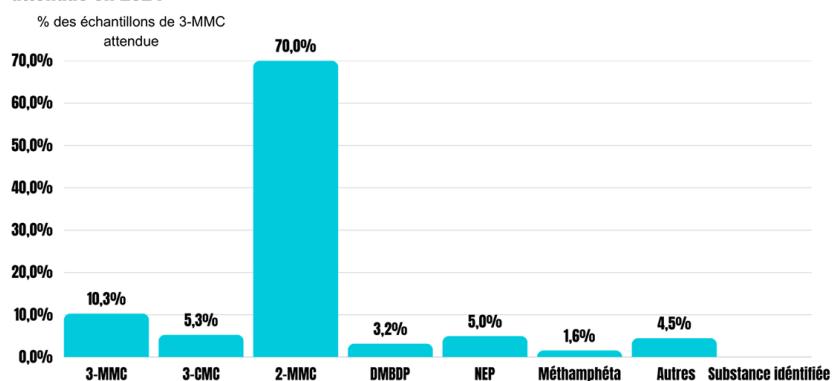


Figure 3 : évolution des contenus réels des échantillons présentés comme 3-MMC en 2022, 2023 et 2024.
(Source : ATPidaf)

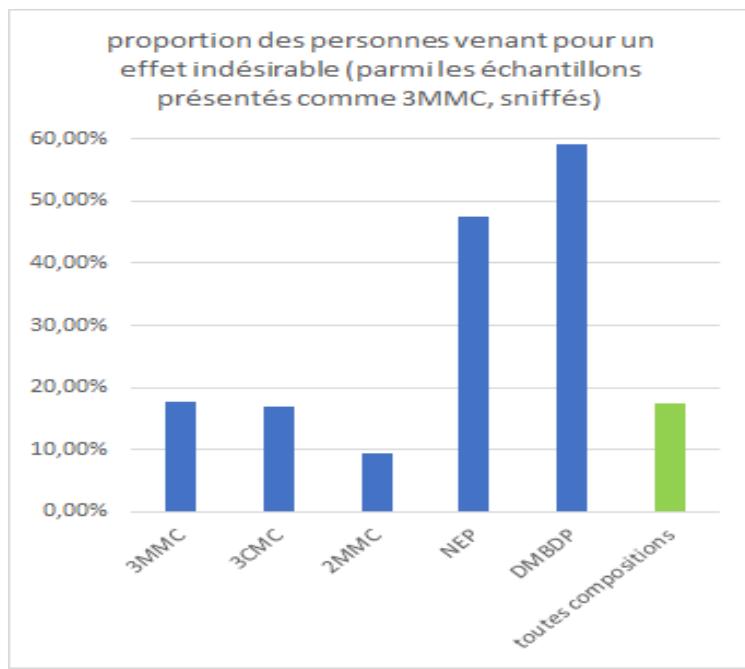


Figure 4 : Proportion des personnes sollicitant le dispositif ATPidf suite à un effet indésirable après consommation d'une substance présentée comme « 3-MMC ». Le contenu réel est indiqué en abscisse.
(Source : ATPidf)

En parallèle de ces contenus incertains, la 2-MMC devient en 2024 la cathinone la plus fréquemment retrouvée à Paris lors des overdoses mortelles identifiées par la brigade des stupéfiants (7 cas à Paris dont 1 en association avec du cannabis, 1 en association avec de la cocaïne, de la méthamphétamine et de la kétamine, 5 en association avec du GBL. Notons que la 2-MMC était sniffée dans 6 cas sur 7 et injectée dans un seul cas)¹²³.

¹²³ Cf. « Annexe 3 : overdoses mortelles répertoriées à Paris en 2024 », page 65 de cette note.

Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs gays ou associés aux pratiques de chemsex

Visibilité en hausse de personne exilées parmi les usagers pratiquant le chemsex

Les profils des *chemsexeurs* décrits par le site TREND francilien¹²⁴ recouvrent une importante diversité sociodémographique, en termes de ressources économiques, d'insertion sociale (travail, logement, couverture sociale), d'âge, de profession ou d'origine ethnoculturelle¹²⁵. La visibilité parmi ces profils de personnes exilées aux parcours migratoires plus ou moins récents continue de rompre avec l'image caricaturale du *chemsexeur* parisien socialement favorisé. La présence notamment de personnes originaires du Maghreb – anciens MNA avérés ou supposés tels – ainsi que d'hommes originaires du Pendjab parmi les files actives des CAARUD et CSAPA exerçant en Seine-Saint-Denis ainsi qu'en Essonne a été documentée pour la première fois en 2022¹²⁶. En 2024, Les observations font état d'une hausse de la visibilité de personnes exilées originaires d'Afrique du Nord et subsaharienne, de la corne de l'Afrique, ainsi que du Proche et Moyen-Orient parmi les usagers ayant des pratiques de *chemsex*. Ces personnes sont désormais mieux identifiées par des acteurs des champs sanitaire et médico-social – CAARUD, CSAPA, services hospitaliers, associations de santé communautaire – à Paris et en Seine-Saint-Denis.

À Paris, des CAARUD rapportent des demandes de matériel d'injection par des hommes âgés de 20 à 50 ans, tandis que des CSAPA et services hospitaliers de Seine-Saint-Denis décrivent des demandes de soin par des hommes de 25 à 45 ans. Des associations de santé communautaire à Paris comptent parmi les personnes qu'elles accompagnent¹²⁷ des hommes exilés aux parcours migratoires récents, celles-ci constituant jusqu'à 30 % de la file active du Spot Beaumarchais (Aides). La présence de personnes en situation de migration pratiquant le *chemsex* dans la file active de certaines structures médico-sociales aurait débuté après la crise sanitaire liée à la Covid-19, parfois plus récemment. Dans le champ de la santé communautaire, cette visibilité est un peu plus ancienne et pourrait remonter au milieu des années 2010.

¹²⁴ Le site TREND Île-de-France documente de manière systématique les pratiques de *chemsex* depuis 2007. Les observations ont d'abord été menées au sein des établissements festifs réservés aux HSH ou *gay friendly*, des lieux identifiés tels que les backrooms des clubs ou les saunas, puis se sont étendues à des soirées organisées dans des sphères privées, mêlant sexualité et consommation de substances – ou « plans *chems* » – et qui ont pris un essor particulier lors des confinements de 2020-2021. Cf. « Les réseaux sauvages : une solution au confinement qui perdure », Juszczak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFDT, 2022, pp. 54-55.

¹²⁵ Cf. annexe 2, « Citer les origines géographiques, culturelles et communautaires des personnes consommatrices et/ou impliquées dans les trafics », page 63 de cette note.

¹²⁶ « Chemsex : une pratique dont la visibilité augmente en dehors de Paris intra-muros », Lovera M., Juszczak E., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2022*, Oppelia Charonne/OFDT, 2023, p. 35.

¹²⁷ Il s'agit ici d'accompagnement au sens de promotion de la santé globale, de la sensibilisation à la RDRD à l'accès aux soins de santé, aux droits, à l'hébergement, etc.

Selon les territoires et structures de prise en charge, les personnes concernées présentent des niveaux d'insertion sociale variables, certaines disposant d'un logement et/ou d'un travail, d'une couverture sociale, d'autres suivent des études – parfois tout en travaillant. Presque toutes en revanche sont isolées socialement. Pour nombre de personnes exilées, le contact avec le système de soin peut prendre plusieurs années. L'exil, les parcours migratoires souvent traumatisques, la difficulté à vivre son orientation sexuelle dans sa propre communauté, la complexité des démarches administratives liées aux demandes d'asile, au droit des étrangers sont autant de freins à l'inscription dans le soin.

« [Ils sont] absolument seuls. Soit ils sont seuls, seuls, seuls, soit ils sont dans les communautés d'origine, localement. Dans ce cas-là, souvent ils ne vont pas être out¹²⁸, ce qui est un problème. Soit ils vont être dans les communautés étudiantes, parce qu'ils sont étudiants, donc ils sont logés en cités U. Mais c'est vrai qu'ils n'intègrent pas forcément la vie par la communauté gay. C'est vrai qu'à ma génération par exemple, ces gars-là on les retrouvait vendeurs au BHV. Il y avait une espèce d'offre de postes communautaires on va dire qui était spécialement faite pour ceux qui débarquaient sans rien. Et là, c'est moins le cas. » (Intervenant de santé communautaire, Paris, 2024)

Évolution des représentations et recours au soin

En Seine-Saint-Denis, plusieurs intervenants dans des CSAPA et des services hospitaliers constatent une évolution de la manière dont s'identifie ce public particulier, les personnes exilées qu'ils accompagnent se définissant désormais plus aisément comme homosexuels, ainsi que comme *chemsexeurs*.

« Il y a une grande dimension de culpabilité et de honte dans leurs pratiques. Je trouve que c'est un peu en train de changer, mais aussi du fait d'une visibilité plus grande, nous accueillons et nous prenons en charge des chemsexeurs. Aujourd'hui, on a des patients qui se définissent davantage comme étant homosexuels. Ils pourraient aussi aller dans des lieux communautaires, je trouve que c'est un peu en train de changer en ce qui concerne les patients que nous recevons. » (Intervenante en CSAPA, Seine-Saint-Denis, 2024)

Une partie de ces patients est orientée en addictologie suite à un passage par les services d'urgence pour des complications liées à l'injection ou des overdoses. Toutefois les demandes d'accompagnement en lien avec les pratiques de *chemsex* exprimées directement aux structures d'addictologie sont plus fréquentes.

« En fait, dès le départ, on n'identifiait pas forcément dès la demande de prise en charge qu'il s'agissait de chemsex. La personne venait avec sa consommation de 3MMC, de GHB, de GBL, etc. Aujourd'hui, on remarque qu'il y a de plus en plus de patients qui vont parler de chemsex dès la demande de prise en charge » (Médecin dans un service d'addictologie de Seine-Saint-Denis, 2024)

Parmi les patients reçus dans ces services, les chemsexeurs en situation de migration qui ont recours aux pratiques d'injection se présentent et s'auto-désignent beaucoup moins comme « slameurs »¹²⁹. Ils abordent d'emblée leur pratique sous l'angle de l'injection plutôt que du *slam*. Cette évolution des représentations et de la façon de s'autodéfinir va de pair avec une meilleure appropriation des outils de RdRD par les personnes, qui ont gagné en autonomie vis-à-vis de leurs pratiques.

¹²⁸ L'*outing* ou *coming out* désigne la révélation de son orientation sexuelle ou son identité de genre. Cette révélation effectuée par une personne LGBTQIA peut se faire à différents niveaux : familial, professionnel, sportif ou social (loisirs, voisins, amis, etc.).

¹²⁹ Le *slam* désigne l'injection de produits stimulants en contexte sexuel.

« J'ai l'impression qu'il y a plus de sensibilisations sur la réduction des risques. Là, je pense notamment aux patients qui sont injecteurs. Il y a tout de même le souci d'avoir des seringues propres, etc. [...] Dans le discours des patients que l'on reçoit, on est effectivement passé du slam à l'injection. [...] Les premiers patients que nous avons reçus se faisaient effectivement injecter par un autre. Ce sont maintenant des patients qui s'injectent seuls. Il y a moins cette notion de patients qui se font injecter par quelqu'un d'autre. Je me demande si ce n'est pas lié à l'évolution un peu classique des usagers de drogues. » (Médecin en CSAPA et service d'addictologie de Seine-Saint-Denis, 2024)

Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte plus large de visibilité croissante des chemsexeurs dans les structures de soin observée depuis la fin de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19¹³⁰. Celles-ci ont probablement été favorisées par une meilleure identification des demandes de prise en charge par les professionnels et une offre de soin à destination des chemsexeurs qui s'est étoffée, d'abord à Paris puis dans les autres territoires franciliens.

Interrogations et inquiétudes de la part de professionnels

La présence récente dans leur file active de jeunes hommes exilés interroge des intervenants de structures de RdRD, notamment l'une d'elles située à Paris où un nouveau groupe de consommateurs âgés d'une vingtaine d'années, originaires d'Afrique du Nord et en situation de grande précarité, vient se fournir en matériel d'injection. Ils peinent à comprendre leurs pratiques et les rapports qu'ils entretiennent avec des hommes plus âgés (50 à 60 ans), le contact avec eux étant difficile à établir. Ces interrogations concernent la place des échanges économico-sexuels, les rapports de dominations et la question du consentement. Ces intervenants font également part de leurs préoccupations à propos de situations de soumission chimique et de violences sexuelles subies par ces jeunes hommes.

« Le truc qui m'a marquée, [...] le jeune qui est dans un profil globalement à la rue, injecteur récent, 3M. En fait, il vient avec un homme qui est beaucoup plus âgé que lui et donc avec une espèce de réseau autour d'un groupe d'hommes assez âgés dont lui fait partie, avec beaucoup de violences sexuelles. C'était très difficile dans son récit de comprendre où était le consentement de quoi que ce soit. Même lui, le mettait en avant. Et donc, avec de la vente, ce sont les jeunes qui doivent ramener la drogue. Ils se retrouvent dans des appartements avec des hommes assez âgés et qui, quand ils arrivent, se présentent comme étant leurs pères. Donc, on est dans un truc bien hardcore » (Intervenante dans un CAARUD parisien, 2024)

Ces préoccupations ont émergé progressivement parmi les témoignages d'intervenants de la RdRD et de l'addictologie collectés à partir de 2021-2022. Expliquer et comprendre ces inquiétudes est un exercice difficile dans le cadre d'une enquête telle que TREND, la difficulté à recueillir des données – au-delà des considérations morales, éthiques, philosophiques, etc. – permettant d'objectiver les situations à l'origine de ces inquiétudes en est une illustration.

Le témoignage qui suit est un extrait d'entretien mené auprès d'un intervenant en santé communautaire consacré notamment à ces interrogations et inquiétudes qui nous sont rapportées, et à propos desquelles recueillir des données ou éléments factuels. Ses observations reposent sur un travail de terrain de plusieurs années auprès de publics chemsexeurs et l'analyse qu'il propose permet de replacer ce type de situations dans une perspective plus globale. La question des rapports de domination qui traversent les multiples interactions et sociabilités en jeu, l'asymétrie des rapports sociaux – de classe, d'âge, ethno-raciaux – y sont abordées de façon à mettre à distance les fantasmes et préjugés, sans pour autant minimiser la gravité de certaines situations.

¹³⁰ Cf. « Une demande croissante de prise en charge de la part des chemsexeurs », Juszczak E., Lovera M., Madesclaire T., Pfau G., *Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris et en Île-de-France en 2021*, Oppelia Charonne/OFDT, 2022, p. 58.

Selon cette réflexion, les rapports de domination qui s'entremêlent dans les sociabilités et interactions liées aux pratiques de *chemsex*, particulièrement lorsqu'elles impliquent des jeunes hommes exilés – souvent précaires – et des hommes socialement insérés, sont d'ordre structurels. Cette analyse contribue à mieux saisir la complexité de ce genre de relations, de ce qui se joue dans cette rencontre entre deux mondes si éloignés socialement.

« *L'entrée et l'arrivée à Paris sont hypersensibles. [...] Tu as beaucoup de garçons qui débarquent, notamment du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne, et qui vont tomber dans des circuits de cul, de partouzes. [Certains y] sont extrêmement friands de nouveaux arrivants, surtout quand ils sont gentils et qu'ils sont bien polis et très disposés. Et là effectivement, on va tomber dans une espèce de capharnaüm mental et de pratiques. Tu as des gamins ou des jeunes hommes qui se laissent avoir complètement dans un truc, et en face d'eux des personnes, des hommes qui ne sont pas forcément des gens mauvais, mais qui ne sont pas du tout au courant ou ont conscience de à qui ils ont affaire et qui vont traiter ces gamins comme s'ils étaient leur égal, sans du tout tenir compte des vulnérabilités qu'ils peuvent rencontrer.*

[...] *L'effet de domination, il est surtout violent parce qu'il n'y a pas de conscience, il n'est pas conscientisé ni chez les uns ni chez les autres. Il y a de belles histoires, aussi. [...] Quand ils sont dans un environnement où il y a des gens qui ont conscience de ça, ça peut se passer plutôt bien. Mais la plupart du temps, il n'y a même pas ça. Les gens les trouvent mignons et ils veulent les aider. Mais le fait de vouloir aider quelqu'un, ça n'enlève pas le fait que lui, il est dans la merde et pas toi.*

Et puis après, tu as des abus. C'est très insidieux, en fait. [...] Il y en a, mais il n'y a pas que ça. La plupart du temps, ce qu'on entend, c'est plutôt des histoires quand ça se passe comme ça. Mais ça veut pas dire que les autres ne font pas de la merde, mais ce n'est pas dans une volonté de nuire. Évidemment que tu peux dire que les mecs sont complètement à la masse de proposer ça. Parce que c'est vrai que les mecs qui reçoivent chez eux des gamins qui ont 17-18 ans, qui débarquent d'on ne sait pas d'où, qui les accueillent chez eux à trois heures du matin pour les garder pendant 48 heures, enfin tu te demandes ce qu'ils ont dans la tête à ce moment-là. Ils sont à la masse.

Et après, je pense qu'au-delà de ça, [...] il y a aussi une situation qui n'est pas attendue, qui n'est pas prévue, qui est fantasmée peut-être à certains aspects. Du coup, il y a une espèce d'instrumentalisation des fantasmes qui est dangereuse dans les deux sens. C'est-à-dire que tu vas avoir des gens qui vont attendre que telle personne se conduise de telle façon, et l'autre du coup va se plier à cette attente-là pour pouvoir obtenir... C'est quand même très complexe.

Et dans ce jeu-là, évidemment c'est celui qui est le mieux loti, qui a le plus d'argent, qui est le plus installé, qui connaît les codes, qui est beaucoup plus responsable que celui qui débarque et qui n'a rien. C'est dans ce sens-là qu'il faut le voir. » (Intervenant en santé communautaire, Paris)

Précarisation des *chemsexeurs* reçus dans les structures d'accueil

Si les données collectées en 2024 mettent en lumière des niveaux d'insertion sociale et de ressources hétérogènes chez les *chemsexeurs*, à Paris et en Seine-Saint-Denis plusieurs acteurs de la santé communautaire, de la RdRD et de l'addictologie, ainsi que des *chemsexeurs*, évoquent un phénomène de précarisation du public.

D'une part, des intervenants observent l'arrivée dans leur file active de nouvelles personnes, déjà engagées dans des pratiques de *chemsex* et particulièrement « éloignées de tout », selon les propos d'une professionnelle d'un CAARUD parisien.

D'autre part, des *chemsexeurs* connus de leurs services, bénéficiant d'un accompagnement – parfois depuis plusieurs années – sont pris dans des processus de précarisation d'une ampleur inédite. Ces différents acteurs décrivent des situations de « dégringolades sociales » particulièrement

« vertigineuses », plus fréquentes et plus rapides qu'auparavant. Un intervenant de santé communautaire à Paris relate plusieurs situations où des personnes perdent tout type de ressources en deux ou trois années de pratiques de *chemsex*.

« On a suivi pendant quatre ans un gars qui avait une cinquantaine d'années, qui venait d'un milieu plutôt populaire et qui avait commencé une carrière assez forte dans la musique classique, et qui a acheté un appartement avec l'argent qu'il a gagné. Il gagnait bien sa vie. Il est arrivé au Spot où il s'était installé dans cet appartement, il commençait à faire des plans chemsex chez lui, etc. En un an, il a chuté considérablement avec des troubles mentaux qui sont sortis très fortement et qui ont complètement fait exploser sa situation de A à Z. C'est-à-dire qu'en deux ans, il a tout perdu. Il a tout perdu, il a perdu son travail, il a perdu sa famille, il a perdu ses amis, il a perdu son appartement, il a perdu ses économies et il s'est retrouvé à la rue. Il a dit "je ne pensais pas". » (Intervenant de santé communautaire, Paris, 2024)

Le parallèle avec l'épidémie de VIH/sida, qui dans les années 1980-1990 a particulièrement frappé les hommes gays et les usagers de drogues par voie intraveineuse, est très rapidement établi par des *chemsexeurs* ayant connu cette période qui a marqué leurs esprits.

« Pour moi, même si ce que je dis est fort, il y a un côté épidémie. C'est comme le sida. Par exemple, aux États-Unis, les opioïdes tuent plus que le sida à ses pires moments. Je pense qu'on sous-estime beaucoup les cathinones. Je pense qu'on sous-estime beaucoup la catastrophe sanitaire que ça entraîne. J'ai vu des gens tout perdre. J'ai vu des gens se dégrader physiquement de manière hallucinante en un an. Je vois aussi des gens qui ont un mal-être psychologique. Disons que ça a vrillé, c'est devenu une épidémie. » (Usager chemsexeur, Paris 2024)

Ce qu'ils qualifient d'épidémie dépasse selon eux largement la question du risque infectieux lié à l'injection et à la sexualité gay, deux marqueurs forts de certaines pratiques de *chemsex*. Les discours décrivent un phénomène marqué par un mal-être profond, fait de désenchantement et de désillusions qu'ils situent dans la droite lignée des « années sida ». Aux conditions de vie matérielles et aux difficultés économiques que rencontrent un nombre grandissant de *chemsexeurs*, s'ajoutent des inquiétudes beaucoup plus larges et anxiogènes qui ne sont pas l'apanage des seuls *chemsexeurs* – le dérèglement climatique, la montée de l'extrême droite, la condition salariale...

« (Ironique) Il est vrai que c'est une parenthèse incroyable. On n'a plus de problèmes. Tout va bien. On doit amener des trucs, et il n'y a pas de souci. On verra ça plus tard... On oublie que "plus tard" ça va être terrible. » (Usager chemsexeur, Paris 2024)

Les situations rapportées, trop nombreuses pour être énumérées ici, font apparaître chez les usagers qui les vivent d'importantes fragilités psychologiques, sociales, voire les deux à la fois, ceux-ci se retrouvant alors pris dans un engrenage qui les fait plonger très rapidement.

Ces problématiques dépassent largement celles liées à la pratique du *chemsex* et mettent les équipes des structures de RDRD, de santé communautaire et les services d'addictologie en difficulté. Elles amènent certaines structures à adapter leur offre en direction des publics *chemsexeurs*, sans toujours parvenir à répondre à des besoins qui évoluent en permanence. Selon des acteurs de terrain intervenant auprès des *chemsexeurs* les plus en difficultés, l'offre de prise en charge centrée sur le *chemsex* néglige des usagers qui sont plus concernés par des problématiques psychologiques ou sociales nécessitant une prise en charge antérieure. À l'instar d'autres usages de substances observés dans d'autres espaces et par d'autres populations¹³¹, sont associées au *chemsex* des problématiques qui n'en relèvent finalement pas tant.

¹³¹ Ainsi par exemple des intervenants de CAARUD faisant part de leur impuissance face à des usagers de drogues de rue telles que le crack, ne pouvant répondre à des problématiques plus globales que peuvent constituer leurs troubles psychiatriques, l'absence de logement, de ressources, etc.

Autres phénomènes marquants

Prégabaline/Lyrica : usages, représentations et dommages

La prégabaline, plus intégrée dans les discours et les usages

La prégabaline est toujours très accessible et disponible à Barbès, dans le 14^{ème} arrondissement (qui serait un des nouveaux lieux d'approvisionnement d'après le groupe focal application de la loi 2024), aux portes de Paris, en Seine-Saint-Denis à Pantin ou Quatre-chemins, ainsi que dans les Yvelines moyennant 2 à 3 € la gélule de 300 mg.

Même si des noms de rue persistent (fusée, taxi jaune etc.), « prégabaline » est un terme qui tend à être plus utilisé que le nom de marque (Lyrica[®]), montrant l'accessibilité importante de la substance et les usages du générique et du princeps.

Des représentations supposant un marché de contrebande

Les personnes en faisant usage évoquent des différences d'effets ressentis d'une gélule à l'autre selon les marques (du princeps Pfizer ou de certains génériqueurs comme Mylan[®], par exemple). D'autres évoquent leur méfiance vis-à-vis des gélules sorties du circuit du médicament, préférant les médicaments « de la pharmacie », se basant parfois sur les dates de péremptions des gélules achetées dans la rue.

« Le meilleur, c'est Pfizer » (Usager de prégabaline, ethnographie urbaine Paris, 2024)

« Ici il y a 2023, 2022... Rarement tu trouves 2024. Parfois. » (Usager de prégabaline, note ethnographie exploratoire IdF, 2024)

En l'absence d'analyses pharmacologiques, ces données viennent appuyer les hypothèses soulevées les années précédentes concernant l'existence éventuelle de marchés de contrebande laissant place à des contenus non conformes aux attentes des personnes (moins de prégabaline que la quantité annoncée, arnaques...). D'autres hypothèses peuvent également expliquer ces perceptions relatives aux effets ressentis, telles que la tolérance induite par des consommations répétées, les représentations positives liées à la « marque » (qui serait « plus efficace ») comparée aux génériques¹³². La prégabaline étant un médicament à marge thérapeutique étroite¹³³, il se pourrait également que de faibles différences de composition (en excipients d'un fabriquant à l'autre, ou liées à l'altération du contenu une fois la date de péremption passée) entraînent des effets cliniques différents, ressentis par des personnes habituées.

¹³² On observe ces représentations pour d'autres médicaments, en population générale. Cf. Sarradon-Eck A., Blanc M-A., Faure M., « Des usagers sceptiques face aux médicaments génériques. Une approche anthropologique », *Revue d'épidémiologie et de santé publique*, v. 55-3, 2007, pp. 179-185.

¹³³ On appelle « médicaments à marge thérapeutique étroite » les médicaments dont la posologie optimale est proche de la posologie potentiellement dangereuse. Cf. Vidal, « Prescription et populations particulières : médicaments et personnes âgées », 2016. Consultable ici :

<https://www.vidal.fr/maladies/recommandations/prescription-et-populations-particulieres-medicaments-et-personnes-agees-1745.html#prise-en-charge>

Des logiques d'usage qui se maintiennent

Automédication, polyconsommation et adaptation aux conditions de vie, ces trois logiques d'usage de la prégabaline déjà décrites¹³⁴ et potentiellement cumulatives, se maintiennent en 2024.

« C'est mon traitement, ce sont des médicaments, ce n'est pas de la drogue » (Intervenante de RdRD en CAARUD relatant un discours de PUD lors d'un entretien collectif à Paris en 2024)

La prégabaline peut être utilisée dans le but d'atténuer des souffrances psychiques et ou physiques résultant d'événements traumatisques comme des incarcérations, des violences et/ou menaces. Le traitement des insomnies en lien avec ces souffrances a pu aussi être évoqué.

« Hier, je n'ai pas dormi jusqu'à 3h du matin parce que je n'ai pas pu prendre quelque chose. J'ai pensé beaucoup au passé (...) Pour nous habituer, pour intégrer la France, pour oublier ça, obligé de consommer la drogue » (Ahmed, évoquant les violences policières qu'il a subies au Maroc, avant son arrivée en France, 2024)

Si les usages de drogues induisent parfois des dommages sociaux, la prégabaline (comme d'autres drogues) peut être utilisée pour supporter le quotidien et affronter la dureté de la vie à la rue.

« For stress, for sleeping outside the street. to go to sleep, to forget a lot of things. To forget things, to forget violence¹³⁵ ». (Akim, 26 ans, originaire de Somalie et arrivé en France en 2020 en passant par le Soudan, la Libye, l'Italie et l'Autriche)

La prégabaline est souvent consommée en parallèle d'autres substances (Crack, cocaïne, alcool, cannabis, tramadol, benzodiazépines notamment).

« Trois ecstasy. Après, une heure, deux heures, deux Lyrica » (Mohamed, 24 ans, note ethnographique Paris 2024)

En cas d'impossibilité à se procurer ces produits, la prégabaline peut aussi être utilisée comme « substitut », notamment parmi les populations les plus pauvres (MNA et jeunes majeurs anciens MNA). Comme le Rohypnol® puis le Rivotril®, les propriétés désinhibantes de la prégabaline sont encore utilisées parfois pour commettre des délits (vols), dans des logiques de survie.

Des effets indésirables à l'origine de demandes de prises en charge en addictologie

Dépendance, passages à l'acte avec hétéro ou autoagressivité, effets décrits comme « trop forts » voire hallucinations font partie des effets indésirables identifiés par les personnes faisant usage de prégabaline. Les plus en difficulté avec leurs consommations arrivent parfois à identifier des structures spécialisées (CSAPA, CAARUD, prévention spécialisée...). La complexité de leur situation sociale (sans logement ou logement précaires, absence de couverture sociale voire de papiers d'identité...), les barrières de la langue et l'ambivalence de leur demande (située entre le souhait d'arrêter la leur consommation et de mieux la contrôler), poussent les intervenants à poursuivre le groupe « Prégabaline » initié en 2021. Ce groupe pluridisciplinaire (CSAPA, CAARUD, CEIP-A de Paris, services d'addictologie hospitaliers, prévention spécialisée, site TREND-SINTES Île-de-France) a pour vocation de mieux décrire la situation des personnes consommatrices de prégabaline en demande d'accompagnement ou prise en charge, à mettre en commun et tendre à une uniformisation des pratiques professionnelles. Une charte d'intervention a été rédigée et transmise à l'ANSM en 2024.

¹³⁴ Lovera M., Juszczak E., Pfau G., *Substances psychoactives, usagers et marchés. Tendances récentes à Paris et en Île-de-France en 2022*, Oppelia Charonne/OFDT, 2023., p. 22.

¹³⁵ Traduction : « Pour le stress, pour dormir dehors dans la rue. D'aller dormir, d'oublier beaucoup de choses. Oublier les choses, oublier la violence ».

Cannabinoïdes de synthèse et cannabinoïdes hémisynthétiques

Les cannabinoïdes de synthèse (CS) ou hémisynthétiques (CHS) miment les effets du THC¹³⁶, le plus souvent en plus puissant. En Île-de-France, ils ont été identifiés pour la première fois via SINTES en 2014 (dans un e-liquide) puis de manière récurrente depuis 2020. Parfois achetés volontairement par les personnes, des cas d'adultérations à ces substances sont également répertoriés¹³⁷. Ils peuvent être retrouvés sous différentes formes : e-liquide, poudres, résines, fleurs¹³⁸. Ils peuvent être achetés en CBD shop (CHS), dans la rue, via les applications en livraison et sur internet (web de surface et darknet).

En 2024, 6 collectes SINTES ont permis de documenter des cas d'intoxication aiguë suite à des consommations involontaires de CHS¹³⁹ revendues comme « CBD » (concernant des résines, herbes, *gummies*). Par ailleurs, des cas d'intoxications volontaires au « PTC » ont particulièrement retenu l'attention de TREND Île-de-France.

Rappels sur le « PTC »

« Pète ton crâne », « PTC », « Buddha Blue » ou plus récemment « spleen » sont les noms de rue donnés à des e-liquides. La fiole de 10 ml (de formats identiques à celles utilisées pour la nicotine pour les vapes) est revendue dans la rue ou via des applications de réseaux sociaux (livraisons ou rendez-vous). En 2024 le groupe focal application de la loi de Seine-Saint-Denis a rapporté un cas de saisie de 1 000 fioles contenant des CS dans une boutique vendant du CBD (ou CBD shop). Ces liquides peuvent être translucides ou colorés. Les consommateurs ne savent pas forcément quel contenu attendre ni même parfois quels effets espérer. Lorsque des analyses ont pu être réalisées, ces liquides contenaient des cannabinoïdes de synthèse¹⁴⁰.

Des consommateurs particulièrement jeunes, repérés le plus souvent suite à des accidents aigus

Les personnes usagères de ces substances sont particulièrement jeunes, souvent mineures. Parfois repérées via les CJC ou le dispositif TAPAJ¹⁴¹ et échappant aux observations ethnographiques du fait de leur âge, elles entrent le plus souvent en contact avec le soin à la suite d'accidents aigus.

Des infirmières scolaires de divers départements franciliens rapportent des malaises pendant le temps scolaire suite à la consommation de ces substances. Les effets indésirables varient d'un simple malaise jusqu'à des décompensations psychiatriques avec hallucinations et vécus persécutifs menant parfois à des actes d'auto/hétéro-agressivité.

¹³⁶ Les cannabinoïdes hémisynthétiques sont des substances naturelles modifiées chimiquement, tandis que les cannabinoïdes de synthèse sont purement chimiques.

¹³⁷ Celles-ci concernent des adultérations de poudres d'héroïne, observées depuis 2023 en Île-de-France. Cf. « Le marché de l'héroïne toujours déstabilisé », page 19 de cette note.

¹³⁸ Herbe, résines (depuis 2020) ; e-liquides (1 en 2014 puis récurrence à partir de 2022) ; héroïne (depuis 2023) ; un échantillon isolé en 2018 dont le contenu attendu était « fentanyl » ; *gummies* depuis 2024.

¹³⁹ Les substances en cause étaient les suivantes : delta9-THC8-C8, H4CBD, HHC, HHCP, HHCPO.

¹⁴⁰ MDMB-4en-PINACA, 5F-MDMB-PINACA (2024), ADB-BUTINACA (2023 et 2021), 5F-MDMB-PINACA / 5F-ADB (2019), 5F-AKB-48 (2014).

¹⁴¹ TAPAJ (Travail alternatif payé à la journée) est un dispositif de revalorisation favorisant la réinsertion sociale des jeunes de 16 à 25 ans se trouvant en situation de grande précarité, vivant en squat ou à la rue.

En 2024, 5 cas graves nécessitant une prise en charge aux urgences voire une hospitalisation et concernant des personnes mineures ont été rapportés – 4 cas via le CEIP-A et le groupe focal application de la loi de Seine-Saint-Denis et un cas via l'ELSA de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis. Dans ce dernier cas¹⁴², il s'agissait d'un jeune de 17 ans cherchant une alternative plus discrète au cannabis fumé – la vaporisation de PTC n'aurait que peu ou pas d'odeur comparée à la fumée dégagée par les joints. Ses consommations ont augmenté en quelques mois, déclenchant des symptômes que la famille ne pouvait contenir seule, ce pourquoi elle a alors amené le garçon aux urgences.

Des consommations chroniques peuvent en effet aussi être à l'origine de décompensations graves, qui se manifestent d'abord par un décrochage scolaire, une perte de lien avec les éventuels intervenants de RdRD puis une crise menant à un passage aux urgences voire une hospitalisation.

Devant la gravité de la situation, l'ARS Île-de-France a émis un message de veille-alerte concernant le « PTC » en décembre 2024. Ce message alertait sur d'éventuels « défis forcés » ou « mises au défi » que se lancent des adolescents et qui se propagent via les réseaux sociaux, invitant à la vigilance pour éviter que le phénomène ne s'amplifie.

La présence de cannabinoïdes de synthèse dans des fioles de e-liquide a également été mise en évidence dans des collectes concernant des personnes majeures, laissant supposer que l'intérêt pour ces substances pourrait dépasser les seuls publics mineurs.

¹⁴² La nature du cannabinoïde en cause (4en-MDMB PINACA) a pu être identifiée par une analyse SINTES.

Annexes

Annexe 1. Liste des sigles

ARS-IDF	Agence régionale de santé de l'Île-de-France
ATPidf	Analyse ton prod' Île-de-France est un dispositif francilien d'analyse de drogues à visée de réduction des risques, porté par les associations Oppelia Charonne et Sida Paroles.
BSP	Brigade des stupéfiants de Paris
CEIP-A	Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacovigilance et l'addictovigilance
Chemsex	Le <i>chemsex</i> désigne les pratiques sexuelles sous l'emprise de substances psychoactives
CJC	Consultation jeunes consommateurs
CAARUD	Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques liés à l'usage de drogues
CSAPA	Centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie
CT	Communauté thérapeutique
ELSA	Équipe de liaison et de soin en addictologie
Équivalent base : (teneur en)	Teneur ou pourcentage en équivalent base : correspond à la teneur ou au pourcentage de la molécule sous sa forme chimique de base libre.
HSA	Haltes soins addictions (anciennement SCMR, salles de consommation à moindres risques)
HSH	Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes
IFI	Inter-CAARUD festif d'Île-de-France
LPS	Laboratoire de police scientifique
Mildeca	Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
MNA	Mineur non accompagné
Modou	Terme issu du wolof (langue parlée notamment au Sénégal) qui signifierait « petit négociant », désignant les revendeurs de crack de rue, fréquemment originaires d'Afrique de l'Ouest
MSO	Médicament de substitution aux opioïdes
NPS	Nouveaux produits de synthèse

ONUDC	Office de Nations unies contre la drogue et le crime
PUD	Personnes usagères de drogues
RdRD	Réduction des risques et des dommages
SAU	Service d'accueil des urgences
Sexeurs	également « <i>chemsexeurs</i> », expression désignant les personnes HSH pratiquant le <i>chemsex</i>
SCL	Service commun des laboratoires
SCMR	Salle de consommation à moindres risques (rebaptisées HSA, Haltes soin addictions)
Slam	Consommation de substances (psychostimulantes pour la plupart) par voie injectable en contexte sexuel
SINTES	Système d'identification national des toxiques et des substances
TAPAJ	Travail alternatif payé à la journée
TREND	Tendances récentes et nouvelles drogues

Annexe 2. Citer les origines géographiques, culturelles et communautaires des personnes consommatrices et/ou impliquées dans les trafics

Réseau albanais, usagers originaires des pays de l'Est, usagers géorgiens, personnes originaires d'Afrique Subsaharienne ou maghrébines... Citer les origines géographiques, nationales ou culturelles des personnes est une question délicate, au regard du risque de stigmatisation d'une population et de l'utilisation des informations à d'autres fins que celles, scientifiques, de l'auteur et du cadre de sa recherche, notamment par un traitement extérieur idéologique, politique ou médiatique.

La restriction en France des statistiques ethniques (ou dites raciales/de la diversité) et de la collecte de données liées à l'origine des individus est ainsi censée prévenir le risque de l'identification/assignation communautaire, de la stigmatisation, voire de la justification de diverses formes de xénophobie, qui plus est lorsque les données portent sur des pratiques illégales comme l'usage ou la vente de drogues. Cette option est néanmoins controversée : il lui est reproché une forme de cécité, voire de démagogie, dont l'effet est d'invisibiliser des enjeux d'inégalité de statuts et de conditions de vie dans la société française et la discrimination que ces communautés subissent.¹⁴³

« *Responsabilité des chercheurs dans la propagation des stéréotypes forgés par le sens commun* » versus « *responsabilité des chercheurs dans l'invisibilité d'une question sociale...* »¹⁴⁴, la démarche est donc délicate et expose « *à des difficultés nombreuses, dont la principale réside dans l'impossibilité de développer un vocabulaire autonome distinct de celui produit par les stéréotypes et préjugés* »¹⁴⁵. Les questions que ces processus de catégorisation soulèvent (Pourquoi tel groupe est-il désigné/se désigne-t-il à partir de ses origines ? Qui le nomme ainsi ? Dans quel contexte ? Quelles historicités de ces désignations ? etc.) sont essentielles à envisager, mais ne pourraient guère faire l'objet d'une investigation suffisamment approfondie dans le cadre du dispositif TREND.

L'engagement éthique des contributeurs du dispositif TREND doit être souligné. En mentionnant parfois dans ce rapport certaines données sensibles, comme l'origine ethnique ou l'orientation sexuelle, des usagers ou personnes impliquées dans les trafics, telle qu'elle est énoncée par les enquêtés (usagers ou professionnels), notre but n'est pas de concourir à la discrimination de quelques communautés que ce soit. À l'inverse, il nous semble important au sein de TREND de rendre compte des communautés qui se trouvent impliquées dans des usages et des trafics, lorsqu'elles apparaissent comme saillantes dans les observations et les entretiens réalisés, tout en les rattachant aux conditions de vie très souvent précaires, aux formes d'exclusion socio-économique et de discriminations (à l'emploi, par exemple) que ces communautés subissent. Ces processus d'exclusion et ces discriminations peuvent en effet concourir à des choix de subsistance limités (notamment l'engagement dans des économies parallèles) et à des pratiques d'usage de substances psychoactives.

¹⁴³ Voir à ce sujet : Fassin E., « Comptage ethnique : un débat confus et paradoxal », article publié dans *Le Monde*, le 18 avril 2009 ; Patrick Simon, Les statistiques, les sciences sociales françaises et les rapports sociaux ethniques et de « race », *Revue française de sociologie*, vol 49, 2008, pp. 153-162 ; Geisser V., « “Statistiques ethniques”, statistiques éthiques ? », *Migrations Société*, vol. 114, n° 6, 2007, pp. 3-11.

¹⁴⁴ Simon P., « Les statistiques, les sciences sociales françaises et les rapports sociaux ethniques et de race », *Revue française de sociologie*, vol 49, 2008, p 153.

¹⁴⁵ *Idem.*

De plus, l'organisation de réseaux de trafic au sein de communautés de même origine nationale ou géographique s'explique également par la confiance nécessaire entre les membres d'un réseau menant des activités illégales (du fait notamment du risque de répression). Ces liens sont facilités au sein de structures familiales et de groupes communautaires, notamment lorsque ceux-ci sont déjà constitués comme espace de solidarité et d'organisation collective pour faire face à la précarité, qui plus est dans les quartiers populaires. Néanmoins l'implication dans le trafic ne résulte pas toujours de dynamiques communautaires et peut également s'inscrire dans des stratégies de survies matérielles propres aux personnes en situation de précarité.

Ainsi, consommation de produits et parcours migratoire peuvent aller de concert : la première peut constituer une stratégie de survie ou d'adaptation à des conditions d'existence particulièrement difficiles qui ont initié la migration ou ont été générées, renforcées, et aggravées par elle. Réinscrire les usagers dans ce contexte de vie spécifique apparaît comme une exigence pour proposer une vision fine et dynamique du phénomène.

Annexe 3. Overdoses mortelles répertoriées à Paris en 2024

Age	Genre	Profession	Contexte chemsex	Produit(s) en cause	Mode d'administration	Alcool	Mode D'obtention
30/40	M	Employé en assurance	oui	GBL /2-MMC	Ingéré / sniffé	néant	Centrale d'appel
30/40	M	sans	non	GBL /2-MMC	Ingéré / sniffé / Injecté	0,21 g/l	Centrale d'appel
30/40	M	vendeur	non	cocaïne	sniffé	0,51 g/l	Centrale d'appel
20/30	M	sans	oui	GBL /2-MMC	Ingéré / sniffé	néant	Centrale d'appel
50/60	M	ignoré	non	cocaïne	injecté	néant	Ignoré
20/30	M	sans	non	protonitazépine	sniffé	néant	Internet (Canada)
50/60	M	sans	non	cocaïne	sniffé	0,92 g/l	Centrale d'appel
20/30	M	commercial	oui	GBL /2-MMC	ingéré / sniffé	0,62 g/l	Internet
60/70	M	ignoré	oui	GBL /2-MMC	Ingéré (les deux)	- de 0,2	Centrale d'appel
20/30	M	ignoré	non	MDMA, cocaïne, morphine	sniffé	néant	Centrale d'appel
40/50	M	employé de presse	non	MDMA	ignoré	0,64	Centrale d'appel
30/40	M	ignoré	oui	Méthamphétamine, cocaïne, 2-MMC	fumé/sniffé	néant	connaissance
40/50	F	sans	non	cocaïne	sniffé	0,22	Centrale d'appel
40/50	M	employé en finance	non	MDMA, cocaïne	sniffé	- de 0,2	Ignoré
30/40	F	sans	non	cocaïne	sniffé	- de 0,2	Centrale d'appel
20/30	F	sans	non	cocaïne	sniffé	néant	Centrale d'appel
30/40	M	ignoré	oui	2-MMC	sniffé	néant	Centrale d'appel
40/50	M	sans	non	cocaïne	sniffé	- de 0,2	Ignoré
30/40	F	ignoré	non	cocaïne	ignoré	0,27	Ignoré

Overdoses mortelles ayant fait l'objet d'une investigation par la Brigade des stupéfiants à Paris en 2024.
(Source : Brigade des stupéfiants)



Observatoire français des drogues et des tendances addictives
69 rue de Varenne 75007 Paris
Tél : 01 41 62 77 16
e-mail : ofdt@ofdt.fr

Crédit photo couverture : Frédérique Million (OFDT)

www.ofdt.fr